

ARTAIRE DU CONGO

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1908

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

AFFAIRES DU CONGO

1908

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

Tome 106.

N° 9.

Vol. III. — 1908.

Loi réalisant le transfert à la Belgique DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO (1)

LÉOPOLD II, roi des Belges,
A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé le traité de cession ci-annexé, conclu le 28 novembre 1907, entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo.

(1) Session de 1906-1907.

Chambre des représentants.

Annales parlementaires. — Communication relative à la commission spéciale, pp. 249, 276, 279. — Motion d'ordre, pp. 1485 à 1487. — Discussion relative à la procédure à suivre, pp. 1519 à 1527.

Session ordinaire de 1907-1908.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi réalisant le transfert. Séance du 3 décembre 1907, n° 28. — Exposé des motifs et texte du projet de loi approuvant l'acte additionnel. Séance du 5 mars 1908, n° 129. — Rapport. Séance du 1^{er} avril 1908, n° 146. — Proposition de loi organisant une consultation du corps électoral. Séance du 9 avril 1908, n° 158.

Annales parlementaires. — Projet de loi réalisant le transfert. Dépôt et motion d'ordre, pp. 147 à 156. — Motions d'ordre, pp. 434, 435, 449, 721 à 936. — Acte additionnel. Dépôt, p. 996. — Motions d'ordre, pp. 1121, 1122, 1286. — Rapport, p. 1299. — Déclaration de M. le chef du cabinet, pp. 1332 à 1342. — Motions d'ordre, pp. 1371 à 1373, 1445 à 1447. — Discussion générale, pp. 1448 à 1463, 1477 à 1480, 1482 à 1499. — Motions d'ordre, pp. 1540 à 1547, 1563, 1564, 1575, 1585 à 1587, 1589 à 1596. — Discussion générale, pp. 1602 à 1607, 1609 à 1629, 1631 à 1651, 1693, 1697 à 1710, 1719 à 1723, 1727 à 1736, 1753 à 1794, 1796 à 1806, 1808 à 1812, 1819, 1833 à 1852, 1869 à 1873, 1875 à 1888.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Laeken, le 18 octobre 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des affaires étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'intérieur,

F. SCHOLLAERT

Le Ministre de la justice,

J. RENKIN.

Le Ministre des finances,

J. LIEBAERT.

Le Ministre des sciences et des arts,

Baron DESCAMPS.

Le Ministre de l'industrie et du travail,

ARM. HUBERT.

Le Ministre des travaux publics,

A. DELBEKE.

Le Ministre des chemins de fer, postes

et télégraphes, Ministre de l'agricul-

ture, "ad interim",

G. HELLEPUTTE.

Le Ministre de la guerre,

J. HELLEBAUT.

Vu et scellé du sceau de l'Etat ;

Le Ministre de la justice,

J. RENKIN.

Session extraordinaire de 1908.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — N° 11, 13, 17.

Annales parlementaires. — *Motion d'ordre*, pp. 49 à 59. — *Discus-*
sion générale, pp. 61 à 76, 101 à 106, 109 à 114, 117 à 130, 133 à 145,
163 à 169, 171 à 175, 180 à 192, 195 à 208, 231 à 244, 247 à 260, 263
à 275, 281 à 300, 303 à 326. — *Discussion des amendements*, pp. 739
à 747. — *Communication du gouvernement*, pp. 749 à 758. — *Vote.*
Séance du 20 août 1908, pp. 796, 797.

Sénat.

Documents parlementaires. — *Rapport. Réunion du 24 août 1908,*
n° 11.

Annales parlementaires. — *Proposition du bureau*, pp. 20 à 22. —
Discussion générale, pp. 33 à 45, 47 à 86, 89 à 152. *Vote. Séance du*
9 septembre 1908, pp. 205, 206.

Loi approuvant l'acte additionnel au traité de cession
DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO A LA BELGIQUE

LÉOPOLD II, roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé l'Acte additionnel ci-annexé au traité de cession du 28 novembre 1907, entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo, signé le 5 mars 1908.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Laeken, le 18 octobre 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des affaires étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'intérieur,

F. SCHOLLAERT

Le Ministre de la justice,

J. RENKIN.

Le Ministre des finances,

J. LIEBAERT.

Le Ministre des sciences et des arts,

Baron DESCAMPS.

Le Ministre de l'industrie et du travail,

ARM. HUBERT.

Le Ministre des travaux publics,

A. DELBEKE.

Le Ministre des chemins de fer, postes

et télégraphes, Ministre de l'agriculture, « ad interim »;

G. HELLEPUTTE.

Le Ministre de la guerre,

J. HELLEBAUT.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la justice,

J. RENKIN.

TRAITÉ DE CESSION

DE

L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO A LA BELGIQUE

Le roi-souverain du Congo ayant fait connaître, dans sa lettre du 5 août 1889 à M. le ministre des finances de Belgique, que, s'il convenait à la Belgique de contracter, avant le terme prévu, des liens plus étroits avec ses possessions du Congo, Sa Majesté n'hésiterait pas à les mettre à sa disposition; et les deux hautes parties s'étant trouvées d'accord pour réaliser dès à présent cette cession;

Le traité suivant a été conclu entre l'Etat belge, représenté par M. Julien Davignon, ministre des affaires étrangères, M. Jules de Trooz, ministre de l'intérieur, M. Jules Renkin, ministre de la justice, M. Julien Liebaert, ministre des finances, le baron Descamps, ministre des sciences et des arts, M. Armand Hubert, ministre de l'industrie et du travail, M. Auguste Delbeke, ministre des travaux publics, M. Georges Helleputte, ministre des chemins de fer, postes et télégraphes, chargé provisoirement du portefeuille de l'agriculture, et le lieutenant général Hellebaut, ministre de la guerre, agissant sous réserve de l'approbation de la Législature,

Et l'Etat Indépendant du Congo, représenté par le chevalier de Cuvelier, secrétaire général du département des affaires étrangères, M. Hubert Droogmans, secrétaire général du département des finances, et M. Charles Liebrechts, secrétaire général du département de l'intérieur,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Sa Majesté le Roi-Souverain déclare céder à la Belgique la souveraineté des territoires composant l'Etat Indé-

pendant du Congo avec tous les droits et obligations qui y sont attachés. L'Etat belge déclare accepter cette cession, reprendre et faire siennes les obligations de l'Etat Indépendant du Congo, telles qu'elles sont détaillées en l'annexe A, et s'engage à respecter les fondations existantes au Congo, ainsi que les droits acquis légalement reconnus à des tiers, indigènes et non-indigènes.

ART. 2. — La cession comprend tout l'avoir immobilier et mobilier de l'Etat Indépendant, et notamment :

1^o La propriété de toutes les terres appartenant à son domaine public ou privé, sous réserve des dispositions et obligations indiquées dans l'annexe A de la présente convention;

2^o Toutes actions, obligations, parts de fondateur ou d'intérêt dont il est fait mention à l'annexe B;

3^o Tous les bâtiments, constructions, installations, plantations et appropriations quelconques établis ou acquis en Afrique et en Belgique par le gouvernement de l'Etat Indépendant, les objets mobiliers de toute nature et le bétail qu'il y possède; — ainsi que ses bateaux et embarcations avec leur matériel, et son matériel d'armement militaire, tels que repris à l'annexe B n^os 2 et 4.

4^o L'ivoire, le caoutchouc et les autres produits africains qui sont la propriété de l'Etat Indépendant, de même que les objets d'approvisionnement et autres marchandises lui appartenant, tels que repris à l'annexe B n^os 1 et 3.

ART. 3. — D'autre part, la cession comprend tout le passif et tous les engagements financiers de l'Etat Indépendant, tels qu'ils sont détaillés dans l'annexe C.

ART. 4. — La date à laquelle la Belgique assumera l'exercice de son droit de souveraineté sur les territoires visés à l'article premier sera déterminée par arrêté royal.

Les recettes faites et les dépenses effectuées par l'Etat Indépendant à partir du 1^{er} janvier 1908 seront au compte de la Belgique.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition à Bruxelles, le 28 novembre 1907.

(L. S.) Chev. DE CUVELIER.	(L. S.) J. DAVIGNON.
(L. S.) H. DROOGMANS.	(L. S.) J. DE TROOZ.
(L. S.) LIEBRECHTS.	(L. S.) J. RENKIN.
	(L. S.) J. LIEBAERT.
	(L. S.) Baron DESCAMPS.
	(L. S.) ARM. HUBERT.
	(L. S.) A. DELBEKE.
	(L. S.) G. HELLEPUTTE.
	(L. S.) J. HELLEBAUT.

ANNEXE A

Le gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo déclare que les terres qui ne sont pas occupées par les populations indigènes et les mines qui ne sont pas exploitées par elles ne sont grevées daucun droit, charge, hypothèque ni obligations de quelque nature que ce soit, sauf ce qui est indiqué ci-après :

I. — *Les droits de propriété ou de jouissance constatés au profit de particuliers ou de sociétés par un enregistrement officiel.*

Ces droits se trouvent renseignés au livre d'enregistrement tenu par le conservateur des titres fonciers.

II. — *Les droits de propriété ou de jouissance ci-après énumérés au profit de missions religieuses ayant reçu la personification civile :*

1. — Congrégation des missionnaires de Scheut.
2. — Les Pères de la Compagnie de Jésus.
3. — Congrégation des Sœurs de Notre-Dame.
4. — Les RR. PP. Rédemptoristes.
5. — Missions des RR. PP. Trappistes.
6. — Compagnie du Sacré-Cœur de Jésus.
7. — Prémontrés.
8. — Pères Blancs.
9. — Mission de Mill-Hill.
10. — American Baptist Missionary Union.
11. — American Presbyterian Congo Mission.
12. — Baptist Missionary Society Corporation.
13. — Christian and Missionary Alliance.
14. — Congo Balolo Mission.
15. — Foreign Christian Missionary Society.
16. — Swedish Missionary Society.

Voir, pour le détail de ces droits, *Bulletin officiel du Congo*, n° 10bis, p. 395-400. Nous nous bornons à donner, en note, la convention entre le Saint-Siège et le Congo, en date du 26 mai 1906 (1).

(1) 26 mai 1906. — Convention entre le Saint-Siège Apostolique et l'Etat Indépendant du Congo. — Le Saint-Siège Apostolique, soucieux de favoriser la diffusion méthodique du catholicisme au Congo, et le gouvernement de l'Etat Indépendant, appréciant la part considérable des missionnaires catholiques dans son œuvre civilisatrice de l'Afrique centrale, se sont entendus entre eux et avec les représentants de missions catholiques du Congo, en vue d'assurer la réalisation de leurs intentions respectives.

A cet effet, les soussignés

Son Excellence Monseigneur Vico, archevêque de Philippes, nonce

apostolique, grand' croix de l'Ordre de la Conception de Villa Viçosa, commandeur avec plaque de l'Ordre de Charles III, etc., dûment autorisé par Sa Sainteté le pape Pie X, et

Le chevalier de Cuvelier, officier de l'Ordre de Léopold, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand, etc., dûment autorisé par S. M. Léopold II, roi-souverain de l'Etat Indépendant, sont convenus des dispositions suivantes :

1. L'Etat du Congo concédera aux établissements de missions catholiques au Congo les terres nécessaires à leurs œuvres religieuses dans les conditions suivantes :

2. Chaque établissement de mission s'engage, dans la mesure de ses ressources, à créer une école où les indigènes recevront l'instruction. Le programme comportera notamment un enseignement agricole et d'agronomie forestière et un enseignement professionnel pratique des métiers manuels;

3. Le programme des études et des cours sera soumis au gouverneur général, et les branches à enseigner seront fixées de commun accord. L'enseignement des langues nationales belges fera partie essentielle du programme;

4. Il sera fait par chaque supérieur de mission, à des dates périodiques, rapport au gouverneur général sur l'organisation et le développement des écoles, le nombre des élèves, l'avancement des études, etc. Le gouverneur général, par lui-même ou un délégué qu'il désignera expressément, pourra s'assurer que les écoles répondent à toutes les conditions d'hygiène et de salubrité;

5. La nomination de chaque supérieur de mission sera notifiée au gouverneur général;

6. Les missionnaires s'engagent à remplir, pour l'Etat et moyennant indemnité, les travaux spéciaux d'ordre scientifique rentrant dans leur compétence personnelle, tels que reconnaissances ou études géographiques, ethnographiques, linguistiques, etc.;

7. La superficie de terres à allouer à chaque maison dont l'établissement sera décidé de commun accord, sera de 100 hectares cultivables; elle pourra être portée à 200 hectares en raison des nécessités et de l'importance de la mission. Ces terres ne pourront être aliénées et devront rester affectées à leur utilisation aux œuvres de la mission. Ces terres sont données à titre gratuit et en propriété perpétuelle; leur emplacement sera déterminé de commun accord entre le gouverneur général et le supérieur de la mission;

8. Les missionnaires catholiques s'engagent, dans la mesure de leur personnel disponible, à assurer le ministère sacerdotal dans les centres où le nombre des fidèles rendrait leur présence opportune. En cas de résidence stable, les missionnaires recevront du gouvernement un traitement à convenir dans chaque cas particulier;

9. Il est convenu que les deux parties contractantes recommanderont toujours à leurs subordonnés la nécessité de conserver la plus parfaite harmonie entre les missionnaires et les agents de l'Etat. Si des difficultés venaient à surgir, elles seront réglées à l'amiable entre les auto-

III. — *Les charges et obligations diverses résultant des conventions et actes ci-après :*

1. Conventions entre l'Etat et la Compagnie des Chemins de fer du Congo (n° 1). (*Bulletin officiel du Congo*, n° 10, 1908, p. 404 et suiv.) (1)
2. Conventions entre l'Etat et la Compagnie du Katanga (n° 2). (V. loc. cit. p. 429.) (1)
3. Convention entre l'Etat et MM. Fichefet frères (n° 3). (Loc. cit., p. 459.) (1)
4. Convention entre l'Etat et M. le baron de Stein (n° 4). (Loc. cit., p. 460.) (1)
5. Convention entre l'Etat et la Compagnie anversoise des plantations belges de Lubefu (n° 5). (Loc. cit., p. 467.) (1)
6. Convention entre l'Etat et la Société « Comptoir Commercial Congolais » (n° 6). (Loc. cit., p. 469.) (1)
7. Convention entre l'Etat et la Société bruxelloise pour le commerce du Haut-Congo (n° 7). (Loc. cit., p. 480.) (1)
8. Conventions entre l'Etat et la Société des Chemins de fer vicinaux du Mayumbe (n° 8). (Loc. cit., p. 481.) (1)
9. Convention entre l'Etat et la Société équatoriale congolaise (Ikelamba) (n° 9). (Loc. cit., p. 499.) (1)
10. Convention entre l'Etat et la Compagnie du Kasai (n° 10). (Loc. cit., p. 500.) (1)
11. Conventions entre l'Etat et la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains (n° 11). (Loc. cit., p. 515.) (1)
12. Convention entre l'Etat et M. A. Jacques (n° 12). (Loc. cit., p. 537.) (1)

rités locales respectives, et si l'entente ne pouvait s'obtenir, les mêmes autorités locales en référeraient aux autorités supérieures.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le vingt-six mai mil neuf cent six.

Ch^r DE CUVELIER.

VICO,
Archevêque de Philippines,
Nonce Apostolique.

(1) Toutes ces pièces ont été jointes à l'annexe III, mais n'ont pas été reproduites par nous; nous nous bornons à renvoyer au Bulletin officiel de l'Etat Indépendant du Congo, n° 10bis de 1908, où elles se trouvent reproduites in-extenso, aux pages indiquées par nous. — N. D. L. R.

13. Convention entre l'Etat et l'Abir (n° 13). (Loc. cit., p. 535.) (1)
14. Convention entre l'Etat et la Société anversoise du Commerce au Congo (n° 14). (Loc. cit., p. 547.) (1)
15. Convention entre l'Etat et l'American Congo Company (n° 15). (Loc. cit., p. 555.) (1)
16. Convention entre l'Etat et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga (n° 16). (Loc. cit., p. 570.) (1)
17. Décret créant la Société internationale Forestière et Minière du Congo (n° 17). (Loc. cit., p. 594.) (1)
18. Convention entre l'Etat et M. W. Langheld (n° 18). (Loc. cit., p. 602.) (1)
19. Décret portant concession éventuelle de mines à M. J.-G. Whitley (n° 19). (Loc. cit., p. 604.) (1)
19. Décret portant concession éventuelle de mines à M. le docteur Forkel (n° 20). (Loc. cit., p. 605.) (1)
21. Décret relatif à la Société pour le développement des territoires du bassin du Lac Léopold II (n° 21). (Loc. cit., p. 606.) (1)
22. Convention entre l'Etat et la Société anonyme belge «Belgika» (n° 22). Loc. cit., p. 613.) (1)
23. Divers engagements — occupation à titre précaire, location ou vente — portant sur des étendues de terres maxima de 10 hectares, ont été pris en faveur de particuliers, sociétés ou missions religieuses.

IV. — *Les biens ci-après déclarés biens de la Couronne et comme tels constitués en fondation par les décrets des 9 mars 1896, 23 décembre 1901, 22 juillet 1904, 5 mai 1906, 21 décembre 1906 et 21 juin 1907 (n° 23, 24, 25, 26, 27 et 28).* (2)

1. Toutes les terres vacantes dans les bassins du lac Léopold II et de la rivière Lukenie;
2. Toutes les terres vacantes dans le bassin de la rivière Busira-Momboyo;
3. Toutes les terres vacantes comprises entre les limites suivantes : A l'ouest, le méridien du confluent du Lubefu avec le Sankuru, depuis ce confluent jusqu'à la ligne de faîte du bassin de la Lukenie; au sud-ouest et au sud, la rive droite du Lubefu et le 5° parallèle sud; à

(1) Toutes ces pièces ont été jointes à l'annexe III, mais n'ont pas été reproduites par nous; nous nous bornons à renvoyer au Bulletin officiel de l'Etat Indépendant du Congo, n° 10bis de 1908, où elles se trouvent reproduites in-extenso, aux pages indiquées par nous. — N. D. L. R.

(2) Pièces jointes à l'annexe IV et non reproduites par nous. (Voir «Bulletin officiel de l'Etat Indépendant du Congo», n° 10bis, 1908, p. 614 et suiv.)

l'est, la ligne de faîte occidentale des eaux du Lomami, entre ce dernier parallèle et le 3° parallèle sud;

4. Deux blocs de terres de 20,000 hectares chacun dans le Bas-Congo (Mayumbe);

5. La région minière du bassin de l'Aruwimi et celle drainée par les affluents de gauche de l'Uélé-Kibali, à l'exception toutefois des terrains déjà concédés.

Ont été conclues par la Fondation de la Couronne, les conventions des 22 et 24 décembre 1906 avec l'Etat et du 1 octobre 1906 avec la Compagnie Immobilière de Belgique (n° 29, 30 et 31). (2)

(2) *Voir loc. cit. p. 620 et suiv.*

ANNEXE B

Tableau des valeurs diverses appartenant à l'Etat, des propriétés mobilières en Afrique, des propriétés en Belgique et du portefeuille, non compris le mobilier des stations et les constructions de l'Etat cédés au gouvernement belge en vertu de la convention de ce jour. (Les chiffres ne sont que des évaluations approximatives pour les n°^os 1, 2, 3, 4 et 5) :

1. — *Marchandises en cours de route expédiées d'Europe et non arrivées aux stations de destination ou en magasins au Congo.*

(Voir détail loc. cit., p. 629; elles forment un total de 4,884,340 frs, valeur d'Europe.)

2. — *Armement de l'Etat.*

25,534 fusils Albini avec baïonnettes	fr.	268,109	"
694 fusils, mousquetons et carabines Mauser.		76,340	"
535 pistolets Browning.		35,775	"
1,000 fusils d'instruction avec douilles et baguettes		10,880	"
Equipements et bufleriettes		118,700	"
Munitions pour armes à feu portatives :			
4,000,000 de cartouches à balle Albini, 1,000,000 de cartouches à blanc Albini, 1,600,000 capsules à balle, 150,000 cartouches à balle Mauser, cent mille cartouches à balle Browning		695,174	"
Un canon démontable de 10 centimètres		43,000	"
Trois mortiers de 21 centimètres, trois mortiers de 15 centimètres		94,000	"
Deux coupoles pour obusier de 12 centimètres et un obusier de réserve		340,000	"
Huit canons de 16 centimètres et quatre canons tubes de 37 millimètres pour canons de 16 millimètres		553,000	"
Quatre canons Wahrendorf de 8 centimètres		20,000	"
Treize canons Nordenfeldt de 57 millimètres de flanquement		112,000	"
Un canon Nordenfeldt de 57 millimètres pour bateau		8,600	"
Vingt-quatre canons Krupp en bronze de 75 millim.		100,000	"
Dix-huit canons Krupp en acier de 75 millimètres		90,000	"
Un canon Krupp en acier de 37 millimètres		3,175	"
Deux canons Hotchkiss		6,350	"
Soixante-deux canons Nordenfeldt de 47 millim.		316,200	"
Dix-neuf mitrailleuses Maxim		209,000	"
Vingt-quatre canons lisses		25,000	"

Munitions d'artillerie :

Mortiers (1,200 coups)	88,000	"
Obusiers de 12 centimètres (400 coups)	35,500	"
Canons de 10 centimètres (200 coups)	18,500	"
Canons de 16 centimètres (650 coups)	134,865	"
Canons tubes de 37 millimètres (125 coups)	1,250	"
Canons Wahrendorf (629 coups)	5,957	"
Canons de 57 mill. de caponnière (1,300 coups)	20,050	"
Canon de 57 mill. pour bateau (308 coups)	4,712	"
Canons Krupp en bronze de 75 mill. (4,945 coups)	118,786	"
Canon Krupp de 75 mill., acier (6,152 coups)	138,611	"
Canons Krupp de 37 millimètres (253 coups)	2,021	"
Canons Hotchkiss de 37 mill. (1,902 coups)	15,869	"
Canons Nordenfeldt de 47 mill. (14,439 coups)	299,945	"
Canons lisses (2,468 coups)	8,490	"
Accessoires divers d'artillerie	40,000	"
Divers	76,000	"
	Fr. 4,133,859	"

3. — Quantités d'ivoire, de caoutchouc, de gomme copale, de café et de cacao (en magasins au Congo et en Belgique et en cours de route) :

120 tonnes d'ivoire	fr. 3,600,000	"
600 tonnes de caoutchouc	6,000,000	"
200 tonnes de gomme copale	250,000	"
25 tonnes de café	25,000	"
15 tonnes de cacao	30,000	"
	Fr. 9,905,000	"

4. — La flottille de l'Etat se composant de :

a) Dans le Haut-Congo :

Deux vapeurs de 500 tonnes	fr. 1,167,000	"
Trois vapeurs de 150 tonnes	1,470,000	"
Deux remorqueurs avec barges de 350 tonnes	635,100	"
Un remorqueur avec barge de 70 tonnes	183,000	"
Six vapeurs de 35 tonnes	1,110,000	"
Douze vapeurs de 22 tonnes	1,613,500	"
Dix vapeurs d'un type plus réduit	700,000	"
Deux petits remorqueurs	80,000	"
Une drague avec deux barges	123,500	"
Quatre-vingt-douze baleinières et pirogues en acier	552,000	"
Outillage des ateliers de réparations de Léopoldville, de Redjaf, de Ponthierville, de Buta et de l'Ubangi	1,200,000	"

b) Dans le Bas-Congo :

Quatre vapeurs de 100 à 140 tonnes	fr.	920,000	"
Sept vapeurs d'un modèle plus petit		144,500	"
Une drague suceuse		360,000	"
Douze baleinières en acier		36,000	"
Outillage de l'atelier de Boma		225,000	"
		<hr/>	
		Fr. 10,519,600	"

5. — *Matériel de transport par terre.*

Neuf camions automobiles	fr.	140,000	"
Outillage de l'atelier de réparation pour automobiles		12,500	"
Rechanges		40,000	"
Trente-deux chariots pour bœufs		50,000	"
Harnachements pour bœufs		12,500	"
Quatre cents bœufs de trait		160,000	"
Cinquante ânes de bât		32,500	"
Bâts et charrettes égyptiennes		16,000	"
Chemins de fer Decauville des rapides de Gô et de Kibomko		20,000	"
Tramway de Boma.		150,000	"
		<hr/>	
		Fr. 633,500	"

6. — *Propriétés immobilières en Belgique de l'Etat Indépendant du Congo.*

(Evaluées à 600,000 francs ; loc. cit., p. 631.)

7. — *Propriétés immobilières de la Fondation de la Couronne, dont les titres ont été remis à l'Etat Indépendant, en exécution de la convention du 24 décembre 1906. (1)*

(Voir, pour le détail, loc. cit., p. 632. Propriétés évaluées à 18,915,179 francs.)

(1) Convention du 24 décembre 1906 entre l'Etat Indépendant du Congo et la Fondation de la Couronne.

*Entre
l'Etat Indépendant du Congo, d'une part,
et
la Fondation de la Couronne, d'autre part,*

Il a été convenu ce qui suit :

Article unique. — D'une part, la Fondation de la Couronne remet et cède à l'Etat Indépendant du Congo des titres de propriétés qu'elle

8. — *Valeurs de portefeuille.*

	Valeur totale
1. 1,000 parts sociales entièrement libérées de la Société « Abir » à fr. 3,887.50	fr. 3,887,500 »
2. 1,700 parts sociales libérées de la Société « Anversoise du Commerce au Congo » à 5,700 francs .	9,690,000 »
3. 1,000 parts sociales libérées de la Société « Comptoir Commercial Congolais » à 805 francs . . .	805,000 »
4. 2,010 actions de capital de 250 francs chacune entièrement libérées, de la « Compagnie du Kasai » à 295 francs	592,950 »
2,010 parts bénéficiaires de la « Compagnie du Kasai » à 17,450 francs	35,074,500 »

détient en Belgique pour une somme de dix-huit millions, y compris les frais d'achat et d'aménagement, et elle s'engage à lui en remettre et à lui en céder encore pour une valeur d'environ 12 millions de francs. D'autre part, l'Etat Indépendant du Congo prend l'engagement de maintenir toutes les susdites propriétés à leurs destinations d'achat et les accepte avec leurs servitudes d'intérêt public telles que les unes et les autres lui seront précisées au moment de la remise.

En considération de la remise et de la cession à lui faites des titres de propriétés en Belgique visés ci-dessus et de la renonciation par la Fondation à tous ses droits actuels et futurs sur les dites propriétés, en faveur de l'Etat Indépendant du Congo, l'Etat tient la dite Fondation quitte et libre envers lui de toute dette.

Ainsi fait en double à Bruxelles, au siège du gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo, le 24 décembre 1906.

Pour l'Etat Indépendant du Congo,

Au nom du secrétaire d'Etat :

Les secrétaires généraux,

H. Droogmans.

Ch^r de Cuvelier.

Liebrechts.

Pour la Fondation de la Couronne,

Au nom du Comité :

Les Administrateurs,

Baron Goffinet.

Baron R. Snoy.

H. Droogmans.

5.	1,800 actions ordinaires de la « Compagnie du Katanga » à 960 francs	1,728,000	»
	600 actions privilégiées entièrement libérées de la « Compagnie du Katanga » à 1,269 francs	761,400	»
6.	154 actions ordinaires sans désignation de valeur de la « Compagnie du Lomami » à 450 frs	69,300	»
	160 actions privilégiées de 500 francs entièrement libérées de la « Compagnie du Lomami » à 575 francs	92,000	»
	20 actions de jouissance de la « Compagnie du Lomami ».	»	»
7.	100,000 actions de dividende de la « Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains »	»	»
8.	500 parts sociales entièrement libérées de 500 frs chacune de la « Société Anonyme d'Agriculture et de Plantations au Congo » à 500 francs	250,000	»
	122 obligations entièrement libérées de 500 francs chacune, portant intérêt à raison de 5 p. c. de la « Société Anonyme d'Agriculture et de Plantations au Congo » à 500 francs	61,000	»
9.	27 actions de capital libérées, de 500 francs chacune de la « Société Anonyme des Chemins de fer vicinaux du Mayumbe » à 75 francs	2,025	»
	6,000 actions privilégiées de 250 francs chacune, libérées de 90 p. c. de la « Société Anonyme des Chemins de fer vicinaux du Mayumbe » à 35 francs	210,000	»
10.	2,400 actions de capital de 250 francs chacune de la « Compagnie du Chemin de fer du Katanga », comprenant : 470 actions entièrement libérées à 250 francs Et 1,930 actions libérées de 50 p. c. à 125 frs.	117,500	»
	241,250	»	
11.	2,500 actions privilégiées de 100 \$ chacune, libérées de 30 p. c., de l'« American Congo Company », à 150 francs 100 actions ordinaires (parts de fondateurs) de 100 \$, entièrement libérées, de l'« American Congo Company », à 500 francs	375,000	»
	50,000	»	
12.	2,500 actions de capital de 500 francs chacune, entièrement libérées, de la « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », à 500 frs 2,500 actions de dividende de la « Société Internationale Forestière et Minière du Congo »	1,250,000	»
	»	»	
13.	Reconnaissance du Comité spécial du Katanga à l'Etat Indépendant du Congo pour versement par ce dernier à titre d'avances de	4,531,371	03
14.	Avances au fonds d'amortissement de l'emprunt	956,672	65
	TOTAL fr.	60,745,468	68

N. B. — L'Etat Indépendant du Congo possède les deux tiers de tout l'avoir du « Comité spécial du Katanga », en vertu de la convention du 19 juin 1900.

Conformément aux termes de l'article 28 de ses statuts, la Société « Comptoir Commercial Congolais » doit à l'Etat Indépendant du Congo une redevance annuelle de 30,000 francs, à prélever en premier lieu sur l'excédent favorable du bilan.

En vertu de l'article 34 de ses statuts, la Compagnie du Lomami doit à l'Etat Indépendant du Congo une redevance annuelle de 25 p.c. du bénéfice net accusé par le bilan après déduction faite des charges sociales fixées à l'article 33.

RECAPITULATION

1. Marchandises en cours de route expédiées d'Europe et non arrivées aux stations de destination ou en magasins au Congo (valeur d'Europe)	fr. 4,884,340	"
2. Armement de l'Etat	4,133,859	"
3. Quantités d'ivoire, de caoutchouc, de gomme copale, de café et de cacao (en magasins au Congo et Belgique et en cours de route)	9,905,000	"
4. Flottille de l'Etat	10,519,000	"
5. Matériel de transport par terre	633,500	"
6. Propriétés immobilières en Belgique de l'Etat Indépendant du Congo	600,000	"
7. Propriétés immobilières de la Fondation de la Couronne dont les titres ont été remis à l'Etat Indépendant en exécution de la convention du 24 décembre 1906	18,915,179	73
8. Valeurs de portefeuille	60,745,468	68
<hr/>		
TOTAL GÉNÉRAL . . fr.		110,336,947 41

ANNEXE C

Le gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo déclare que, outre les sommes dues pour des services et des fournitures à l'administration courante, ses seuls engagements financiers sont ceux qui résultent :

1. Des arrangements faits avec les anciens membres du Comité d'Etudes du Haut-Congo à concurrence d'une somme de 422,200 frs, productive d'un intérêt de 2 1/2 p. c. à partir du 2 janvier 1900 (n° 1). (V. loc. cit., p. 643.)

2. Des émissions autorisées par décret des 14 février 1888, 6 février 1889 et 3 novembre 1902, à concurrence de 1,500,000 titres de l'emprunt à lots créé par décret du Roi-Souverain du 7 février 1888. Il a été émis 916,875 titres. Par suite du jeu de l'amortissement, le nombre de titres en circulation est réduit à 901,616. Le service de cet emprunt est assuré au moyen d'un fonds d'amortissement déposé à la Société Générale de Belgique (n° 2, 3, 4 et 5). (Loc. cit., p. 644 et suiv.)

3. Des avances faites par l'Etat belge, conformément aux lois belges du 4 août 1890 et du 29 juin 1895.

4. De l'émission d'obligations au porteur de la Dette publique de l'Etat Indépendant du Congo à concurrence d'un capital nominal de 1,500,000 francs portant intérêt à raison de 4 p. c. l'an, obligations créées par décret du 17 octobre 1896 (n° 6). (Loc. cit. p. 656.)

5. De l'émission d'obligations au porteur de la Dette publique de l'Etat Indépendant du Congo à concurrence d'un capital de 12 millions 500,000 francs portant intérêt à raison de 4 p. c. l'an, obligations créées par décret du 14 juin 1898 (n° 7). (Loc. cit. p. 658.)

6. De l'émission d'obligations remboursables au porteur de la Dette publique de l'Etat Indépendant du Congo à concurrence d'un capital nominal de 50 millions de francs portant intérêt à raison de 4 p. c. l'an, obligations créées par décret du 15 octobre 1901 (n° 8). (Loc. cit. p. 659.)

7. De la convention annexée au décret du 24 décembre 1901 par laquelle l'Etat Indépendant du Congo garantit, à partir du 1^{er} janvier 1902, un minimum d'intérêt de 4 p. c., plus l'amortissement en nonante-neuf ans, aux actions de capital de la Société Anonyme Belge Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains (n° 9). (Loc. cit., p. 515.)

8. De l'émission d'obligations au porteur de la Dette publique de l'Etat Indépendant du Congo à concurrence d'un capital nominal de 30 millions de francs portant intérêt à raison de 3 p. c. l'an, obligations créées par décret du 1^{er} février 1904 (n° 10). (Loc. cit. p. 666.)

9. De l'émission d'obligations au porteur de la Dette publique de l'Etat Indépendant du Congo à concurrence d'un capital nominal de 10 millions de francs qui constitue une première série d'obligations 4 p. c. de l'emprunt de 150 millions de francs, créé par décret du 3 juin 1906 (n° 11 et 12). (Loc. cit. p. 667 et suiv.)

10. De l'émission de bons du Trésor à concurrence d'un capital nominal de 2,040,000 francs à 4 p. c., partie des 3 millions de bons dont la création a été autorisée par l'article 3 du décret du 31 janvier 1907, à valoir sur le montant de l'emprunt de 8 millions de francs à 4 p. c. faisant l'objet du susdit décret (n° 13). (Loc. cit. p. 669.)

11. Des obligations de la Caisse d'Epargne de l'Etat. Le total des obligations incombant à cette Caisse s'élevait, à la date du 31 décembre 1906, à fr. 2,600,082.21. Il s'élèvera, à la date du 31 décembre 1907, à 3 millions de francs environ.

Ces fonds ont servi jusqu'à concurrence de fr. 956,672.65 à des avances faites au fonds de garantie de l'emprunt à lots de 1887 et ont été affectés pour le surplus aux opérations de la Trésorerie générale et des comptables de l'Etat.

12. Des fonds de tiers. Le total des charges existant de ce chef s'élève à 1,200,000 francs environ.

13. D'un emprunt provisoire de 3,914,450 francs destiné à couvrir les dépenses extraordinaires du budget de 1907.

14. D'avances à faire au Comité spécial du Katanga en vertu de la convention du 25 juin 1903. (Voir pièce n° 2 jointe à l'annexe A). (Loc. cit. p. 441.)

(Publié par le *Moniteur* du 19-20 octobre 1908, n° 293-294.)

ACTE ADDITIONNEL au Traité de Cession de l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique

Entre l'Etat belge, représenté par M. Julien Davignon, ministre des affaires étrangères, M. Franz Schollaert, ministre de l'intérieur, M. Jules Renkin, ministre de la justice, M. Julien Liebaert, ministre des finances, le baron Descamps, ministre des sciences et des arts, M. Armand Hubert, ministre de l'industrie et du Travail, M. Auguste Delbeke, ministre des travaux publics, M. Georges Helleputte, ministre des chemins de fer, postes et télégraphes, chargé provisoirement du portefeuille de l'agriculture, et le lieutenant général Joseph Hellebaut, ministre de la guerre, agissant sous réserve de l'approbation de la Législature,

Et l'Etat Indépendant du Congo, représenté par M. le chevalier de Cuvelier, secrétaire général du département des affaires étrangères, M. Hubert Droogmans, secrétaire général du département des finances, et M. Charles Liebrechts, secrétaire général du département de l'intérieur,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du traité de cession du 28 novembre 1907 ne s'applique pas à la Fondation de la Couronne faisant l'objet du n° 4 de l'annexe A du traité; les pièces jointes à l'annexe A sous les n°s 23, 24, 25, 27, 28, 29 et 31 sont supprimées.

ART. 2. — Le n° 4 de l'annexe A du traité relatif à la réserve de biens en faveur de la Fondation de la Couronne est supprimé.

Les biens qui avaient été constitués en Fondation de la Couronne se trouvent, en cas d'adoption du traité, cédés au domaine privé de l'Etat, conformément au décret du 5 mars 1908 ci-annexé et sans qu'il y ait lieu à l'exercice de la clause de rachat stipulée à l'article 7 de la convention du 22 décembre 1906.

Cette cession est grevée des charges indiquées dans les annexes du susdit décret du 5 mars 1908.

ART. 3. — Il a été convenu en outre ce qui suit :

L'Etat belge prend à sa charge tout ce qui, dans les sommes dues par la Fondation de la Couronne ou dans les engagements pris par elle, intéresse spécialement la Belgique conformément à l'annexe III jointe à la présente convention.

Les obligations énumérées à l'annexe II incomberont à la colonie.

Les sommes actuellement dues, soit par la Belgique, soit par la colonie, seront immédiatement liquidées.

ART. 4. — L'Etat belge se substitue à la Fondation de la Couronne dans tous ses droits et dans toutes les obligations assumées par elle pour l'achèvement des travaux en cours en Belgique et pour les entreprises ayant fait l'objet d'un contrat. Ces divers travaux sont énumérés dans l'annexe V.

Un fonds spécial de 45,500,000 francs est créé et sera affecté au paiement de ces travaux sous le contrôle de la Cour des comptes.

Il est créé, en outre, un fonds spécial de 50 millions à charge de la colonie. Ce fonds est attribué au Roi en témoignage de gratitude pour ses grands sacrifices en faveur du Congo créé par lui.

Il lui sera payé en quinze annuités, la première de 3,800,000 francs et chacune des quatorze autres de 3,300,000 francs.

Ce fonds sera affecté par le Roi et, pour la part qui n'aura pas été engagée à son décès, par ses successeurs, à des destinations relatives au Congo, à des œuvres diverses en faveur du Congo, pour l'utilité et le bien-être des indigènes et pour l'avantage des blancs qui ont bien servi en Afrique.

ART. 5. — Les recettes faites et les dépenses effectuées par la Fondation de la Couronne, à partir du 15 mars 1908, seront au compte de l'Etat en cas de reprise de la colonie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition, à Bruxelles, le 5 mars 1908.

(L. S.) Ch^r DE CUVELIER.
 (L. S.) H. DROOGMANS.
 (L. S.) LIEBRECHTS.
 (L. S.) J. DAVIGNON.
 (L. S.) J. RENKIN.
 (L. S.) F. SCHOLLAERT.
 (L. S.) Jules LIEBAERT.
 (L. S.) Baron DESCAMPS.
 (L. S.) Arm. HUBERT.
 (L. S.) Aug. DELBEKE.
 (L. S.) G. HELLEPUTTE.
 (L. S.) J. HELLEBAUT.

DÉCRET

supprimant la Fondation de la Couronne

LÉOPOLD II, roi des Belges,

Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut.

Revu nos décrets relatifs à la Fondation de la Couronne et notamment ceux des 9 mars 1896, 23 décembre 1901, 21 décembre 1906 et 21 juin 1907;

Revu spécialement l'article 7 du décret du 23 décembre 1901, ainsi conçu : « Si la présente Fondation cessait d'exister ou si les clauses » et conditions mises à l'utilisation des biens qui en constituent la » dotation n'étaient plus respectées, ces biens seront désaffectés de » plein droit et feront retour au fondateur ou seront attribués, sous » les charges qui les grèvent, aux institutions, individualités juridi- » ques ou établissements publics, congolais ou autres, que le fonda- » teur aura désignés. »

Sur la proposition de notre secrétaire d'Etat,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER. — A dater du jour où, conformément à l'article 4 du traité du 28 novembre 1907, la Belgique assumera l'exercice du droit de souveraineté sur les territoires du Congo, la personnalité civile se trouvera retirée à la Fondation de la Couronne.

Les biens que nous avions affectés à sa dotation nous feront retour.

ART. 2. — A la date prévue à l'article précédent, les biens ci-après énumérés se trouveront, par le seul effet du présent décret et en considération de l'acte additionnel du 5 mars 1908, cédés par nous à l'Etat :

1. Toutes les terres vacantes dans les bassins du Lac Léopold II et de la rivière Lukenie;
2. Toutes les terres vacantes dans le bassin de la rivière Busira-Momboyo;

3. Toutes les terres vacantes comprises entre les limites suivantes : à l'ouest, le méridien du confluent du Lubefu avec le Sankuru, depuis ce confluent jusqu'à la ligne de faîte du bassin de la Lukenie ; au sud-ouest et au sud, la rive droite du Lubefu et le cinquième parallèle sud ; à l'est, la ligne de faîte occidentale des eaux du Lomami, entre ce dernier parallèle et le troisième parallèle sud ;

4. La région minière du bassin de l'Aruwimi et celle drainée par les affluents de gauche de l'Uele-Kibali, à l'exception des terrains déjà concédés.

Les blocs de terre de 20,000 hectares chacun dans le Bas-Congo (Mayumbe), dont il est fait mention au décret du 5 mai 1906, ne sont pas compris dans la présente cession.

ART. 3. — Les biens immeubles énumérés à l'annexe I, paragraphe 1^{er}, sont à la même date cédés par nous en nue propriété à l'Etat. L'usufruit nous en est réservé.

Les immeubles énumérés à la même annexe, paragraphe 2, sont cédés en pleine propriété.

Les immeubles énumérés au paragraphe 3 ne sont pas compris dans la présente cession.

ART. 4. — Le portefeuille de la Fondation comprenant les valeurs ci-après est également cédé :

1,000 actions de capital entièrement libérées, 1,000 actions de dividende et 580 actions de capital libérées de 40 p. c. de la Société Internationale Forestière et Minière du Congo ;

180 actions de 1,000 francs libérées de 10 p. c. de la Société pour le développement des territoires du bassin du Lac Léopold II.

ART. 5. — Sont également cédés à l'Etat, toutes les constructions et installations établies dans les territoires ci-dessus visés, ainsi que le matériel, les produits et l'avoir mobilier.

ART. 6. — La cession des biens ci-dessus est grevée des charges indiquées à l'annexe II.

ART. 7. — Les dépenses faites ou à faire par la Fondation au profit de l'Etat et les engagements indiqués à l'annexe III seront supportés par l'Etat.

L'Etat assurera le respect des concessions faites par la Fondation à des tiers, selon l'annexe IV.

ART. 8. — Les biens repris aux articles 2, 3, 4 et 5, cédés à l'Etat en conformité de l'article premier, lui seront définitivement acquis,

nonobstant toute disposition légale contraire, et, moyennant cette cession, la Fondation est déchargée de toute obligation vis-à-vis de l'Etat.

ART. 9. — Notre secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du secrétaire d'Etat :

Les secrétaires généraux,

Ch^r DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

LIEBRECHTS.

**Annexes à l'Acte additionnel au Traité de cession
de l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique**

ANNEXE I

Immeubles appartenant à la Fondation de la Couronne

I. — Relevé des immeubles possédés par la Fondation de la Couronne, dont les titres n'ont pas été remis au 24 décembre 1906 :

§ 1 ^{er} . Relevé A.	fr.	757,671	46
Relevé B.	"	495,575	"
Relevé C.	"	129,939	12
Relevé D.	"	740,577	"
<hr/>			2,123,762.58

§ 2. Relevé A.	fr.	702,300	"
Relevé B.	"	134,551	46
Relevé B.	"	228,600	"
Relevé D.	"	592,350	60
<hr/>			1,657,802.06

§ 3.	fr.	334,168.75
Droits et honoraires	"	200,000. "
II. — Immeubles dont les titres ont été remis le 24 dé-		
cembre 1906		18,915,179.73

TOTAL . . . fr. 23,320,913.12

PARAGRAPHE I^{er}

*Immeubles à transférer pour l'usufruit à S. M. le Roi
et pour la nue-propriété à l'Etat*

A. — *Relevé des immeubles situés en Belgique acquis par la Fondation de la Couronne antérieurement au 24 décembre 1906 et dont les titres n'avaient pas été remis.*

(Voir loc. cit. p. 684.)

B. — *Relevé des immeubles situés en Belgique acquis par la Fondation de la Couronne depuis le 24 décembre 1906.*

(Voir loc. cit. p. 685.)

C. — *Relevé des immeubles situés en Belgique acquis par la Fondation de la Couronne, mais non encore transférés en son nom.*

Les indemnités ont été payées au moyen des deniers de la Fondation.

(Loc. cit. p. 680.)

D. — *Propriétés appartenant à la Fondation de la Couronne dans le midi de la France.*

(Loc. cit. p. 680.)

PARAGRAPHE II

Immeubles à transférer à l'Etat en pleine propriété

A. — *Relevé des immeubles situés en Belgique acquis par la Fondation de la Couronne antérieurement au 24 décembre 1906 et dont les titres n'avaient pas été remis.*

(Loc. cit. p. 687.)

B. — *Relevé des immeubles situés en Belgique acquis par la Fondation de la Couronne depuis le 24 décembre 1906.*

(Loc. cit p. 688.)

C. — *Relevé des immeubles situés en Belgique acquis par la Fondation de la Couronne, mais non encore transférés en son nom.*

Les prix d'achat ont été payés au moyen des deniers de la Fondation.

(Loc. cit. p. 689.)

D. — *Relevé d'immeubles situés en Belgique acquis pour le compte de la Fondation de la Couronne, mais non encore transférés en son nom.*

Les indemnités allouées ont été payées au moyen des deniers de la Fondation.

(Loc. cit. p. 690.)

PARAGRAPHE III.

Immeubles à transférer en pleine propriété à S. M. le Roi.

(Loc. cit. p. 691.)

ANNEXE II

Les engagements de la Fondation de la Couronne mis à la charge de l'Etat sont :

1. Les obligations résultant du décret du 23 décembre 1901, article 6, n° 2 et 3, relatives à la constitution d'une rente annuelle de 120,000 francs à S. A. R. le prince Albert de Belgique jusqu'à ce qu'il monte sur le trône de Belgique, et d'une rente annuelle de 75,000 francs à S. A. R. la princesse Clémentine jusqu'à son mariage;
 2. Une rente de 60,000 francs affectée à payer aux administrateurs de la Fondation et au personnel de celle-ci les indemnités annuelles et viagères fixées par le décret du 24 décembre 1901;
 3. Une subvention annuelle de 65,000 francs à la Congrégation des missionnaires de Scheut;
 4. Les obligations résultant du décret du 23 décembre 1901, article 6, n° 4, relatives aux collections coloniales et aux serres tropicales de Laeken.
-

ANNEXE III

*Créances actuellement existantes à charge de la Fondation
reprises par l'Etat (1).*

Château de Laeken : Entreprise de Wouters-Dustin.	fr.	450,000	"
Château de Laeken : Honoraires Girault		100,000	"
Travaux Ruelens : Tunnel		110,000	"
Travaux Ruelens et Vacherot : Terrassements		80,000	"
Parc forestier : Grille		18,000	"
Edicule d'Ostende : Châlet royal		45,000	"
Restaurant chinois : Laeken		80,000	"
Ostende : Jardin derrière le portique, aménagement et grillage		235,000	"
TOTAL fr.	1,118,000		"

Annuités encore dues sur les acquisitions rue Coudenberg :

1908	fr.	74,181	12
1909		156,245	35
1910		65,913	36
1911		63,787	60
1912		61,661	84
1913		59,536	10
1914		57,410	34
1915		54,184	65
1916		1,534	10
TOTAL fr.	594,454		46

plus les droits de concession jusqu'au 18 juillet 1979 sur les terrains de Coq-sur-Mer dont la redevance annuelle est fixée à 91.20.

(1) Ces créances devront être mises à charge de la Belgique.

ANNEXE IV

Les concessions accordées par la Fondation de la Couronne sont :

1. Celles qui résultent de la Convention du 5 novembre 1906, entre l'Etat et l'American Congo Company, articles 3 et 4, et de la lettre du 5 novembre 1906, n° 27,909, faisant partie intégrante de la dite convention (n° 15 de l'annexe A. III du traité du 28 novembre 1907).
 2. Celles qui résultent des statuts de la Société internationale Forestière et Minière du Congo, annexés au décret du 6 novembre 1906, articles 6 a, b, c (n° 17 de l'annexe A. II du traité du 28 novembre 1907).
 3. La Fondation s'est engagée à accorder à la Congrégation de Scheut un emplacement pour l'établissement d'une mission dans la région du lac Léopold II en un point dans les environs du poste d'Inongo.
-

ANNEXE V

Travaux en cours ou ayant fait l'objet de contrats

1. Travaux à Laeken	fr.	15,000,000	"
2. Travaux de la route de Meysse		6,000,000	"
3. Travaux au Heysel		3,500,000	"
4. Travaux à Ostende		20,000,000	"
5. Aménagement de l'hôtel de Belle-Vue		1,000,000	"
TOTAL . . . fr.		45,500,000	"

ARRANGEMENT PROVISOIRE

A. A partir du 1^{er} janvier 1908, aucune dépense ne sera effectuée ni engagée par l'Etat Indépendant du Congo sans que notification en soit donnée au Ministre des finances de Belgique. Celui-ci sera tenu au courant de toutes les opérations de la comptabilité.

B. A partir de la même date, les dépenses effectuées par l'Etat Indépendant du Congo et les recettes encaissées par lui le seront pour le compte de la Belgique, sous réserve de l'adoption par les Chambres du projet de loi relatif à la reprise du Congo.

Bruxelles, le 28 novembre 1907.

Pour la Belgique :

(L. S.) J. DAVIGNON.
(L. S.) J. DE TROOZ.
(L. S.) RENKIN.

Pour l'Etat du Congo :

(L. S.) Ch^r DE CUVELIER.
(L. S.) H. DROOGMANS.
(L. S.) LIEBRECHTS.

N° 1.

Bruxelles, le 28 novembre 1907.

A Monsieur J. de Trooz, ministre de l'intérieur,

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que sur les 1,500,000 titres de l'emprunt à lots, dont l'émission a été autorisée par les décrets du 14 février 1888, du 6 février 1889 et du 3 novembre 1902, 916,875 ont été placés. Il en est 901,616 en circulation.

Je crois devoir vous signaler que l'Etat Indépendant a fait des avances au fonds d'amortissement de l'emprunt à concurrence de fr. 956,672.65, pour couvrir des insuffisances qui résultent de ce fait que des primes ont favorisé dans une trop large proportion les séries mises en circulation. Il a été entendu que les sommes ainsi avancées seront restituées à l'Etat au fur et à mesure que les tirages laisseront des excédents.

Veuillez agréer, etc.

(L. S.) Ch^r DE CUVELIER.

N° 2.

Bruxelles, le 28 novembre 1907.

A Monsieur J. de Trooz, ministre de l'intérieur,

Monsieur le Ministre,

Comme suite à la convention signée ce jour entre l'Etat du Congo et la Belgique et à ses annexes, j'ai l'honneur de constater que toutes les sommes dues au 31 décembre 1907 du chef de fournitures pour l'administration centrale seront soldées par l'Etat Indépendant du Congo.

Il restera à la charge du budget de 1908, les obligations résultant des factures des marchandises livrées pour être utilisées en 1908 et non payées, et des commandes effectuées et non encore livrées.

L'état de ces obligations, au 31 décembre 1907, sera fourni à cette date au gouvernement belge.

Il est en outre à noter que les traitements des agents en service en Afrique, pour le dernier trimestre 1907, sont payables, d'après les règlements, au commencement du trimestre suivant.

D'autres dépenses se rattachant à la gestion courante des affaires de l'Etat sont déjà engagées en ce moment pour les exercices futurs. Ces dépenses comprennent notamment celles qui résultent de l'exécution des engagements pris envers le personnel européen et noir et de la part d'intervention de l'Etat dans les dépenses des missions et œuvres de bienfaisance.

Je dois signaler enfin, outre les annuités suivant annexe, quelques obligations à charge de l'Etat, telles que celles prises vis-à-vis d'anciens agents ou de leurs ayants droit, d'agents du corps consulaire, de bureaux internationaux, tels que le Bureau des tarifs douaniers, le Bureau de sismologie, le Bureau de Bruxelles, etc.

Toutes les dépenses ci-dessus figurent au budget de l'Etat.

Veuillez, etc.

(L. S.) Ch^r DE CUVELIER.

ANNEXE

Annuités dues par l'Etat Indépendant du Congo.

A. Sept annuités de fr. 2,607.88 chacune restant dues à la Compagnie des produits du Congo pour rachat de l'allège « Utile ».

B. Six annuités de fr. 13,352.32 chacune restant dues à la Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie, pour la reprise du tramway et la propriété de la British Congo Cy.

C. Douze annuités de fr. 3,776.40 chacune restant dues à la Compagnie du Chemin de fer du Congo, pour rachat du pier de Boma.

D. Dix annuités de fr. 23,546.16 chacune restant dues à la Compagnie des Magasins généraux, pour le rachat de l'hôtel des Magasins généraux à Boma.

A. Dix annuités de fr. 8,218.75 chacune restant dues à la Compagnie du Lomami, pour rachat du vapeur « Roi des Belges ».

F. Dix annuités de fr. 90,748.70 chacune restant dues à la Compagnie du Chemin de fer du Congo, pour rachat de la flottille de la Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo.

N. 3.

Bruxelles, le 28 novembre 1907.

A Monsieur J. de Trooz, ministre de l'intérieur,

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de constater qu'il est entendu qu'à partir de la date où la Belgique s'annexera les territoires du Congo, conformément à l'article 4 de la convention de ce jour, le gouvernement belge prendra à son service les fonctionnaires de l'administration centrale de l'Etat du Congo en leur conservant leur grade et leurs avantages péquénaires. Ils seront traités à tous égards comme les autres fonctionnaires belges, en tenant compte de leur ancianeté au service de l'Etat du Congo, notamment pour la fixation des pensions.

Si le résultat du compte général du budget de 1907, arrêté par le roi-souverain de l'Etat Indépendant, présente un excédent de recettes, il sera prélevé sur l'encaisse la somme nécessaire pour assurer aux dits fonctionnaires, soit leur affiliation à l'une des caisses des veuves et orphelins existant en Belgique, soit la création d'une telle caisse à leur profit.

En ce qui concerne le personnel d'Afrique, vous avez bien voulu me donner l'assurance que le gouvernement belge continuerait à traiter les fonctionnaires et agents qui le composent avec toute la bienveillance qu'ils méritent à tant de titres et s'intéresseraut spécialement à ceux qui ont rempli plusieurs termes de service.

Veuillez, etc.

(L. S.) Ch^r DE CUVELIER.

N° 4.

Bruxelles, le 28 novembre 1907.

*A Monsieur le chevalier de Cuvelier,
secrétaire général du département des affaires étrangères,*

Monsieur le Chevalier,

J'ai l'honneur de constater l'accord intervenu entre nous sur le contenu des lettres que vous nous avez adressées ce jour, sous les n^os 1, 2 et 3, comme suite à la convention de même date.

Veuillez, etc.

Le Ministre de l'Intérieur,

(L. S.) J. DE TROOZ.

Loi sur le gouvernement du Congo belge⁽¹⁾

LÉOPOLD II, roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^e. — *De la situation juridique du Congo belge.*

Article premier. — Le Congo belge a une personnalité distincte de celle de la métropole.

Il est régi par des lois particulières.

L'actif et le passif de la Belgique et de la colonie demeurent séparés.

En conséquence, le service de la rente congolaise demeure exclusivement à la charge de la colonie, à moins qu'une loi n'en décide autrement.

(1) Session de 1900-1901.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — *Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 7 août 1901, n° 281.*

Session 1906-1907.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — N° 238.

Annales parlementaires. — *Communication relative à la commission spéciale, pp. 249, 276, 279. — Motion d'ordre, pp. 1485 à 1487. — Discussion relative à la procédure à suivre, pp. 1519 à 1527.*

Session ordinaire de 1907-1908.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — N° 132. — *Rapport. Séance du 3 avril 1908, n° 150.*

CHAPITRE II. — *Des droits des Belges, des étrangers et des indigènes*

Art. 2. — Tous les habitants de la colonie jouissent des droits reconnus par les articles 7, alinéas 1^{er} et 2, 8 à 15, alinéa 1^{er}, 17, alinéa 1^{er}, 21, 22 et 24 de la Constitution belge. Les mots « la loi » mentionnés dans les articles 7, alinéa 2, 8, 9, 10, 11, 17, alinéa 1^{er} et 22 de la Constitution belge sont remplacés, en ce qui concerne la colonie, par les mots « les lois particulières ou les décrets ».

Annales parlementaires. — *Rapport*, p. 1332. — *Déclaration de M. le chef du cabinet*, pp. 1332 à 1342. — *Motions d'ordre*, pp. 1371 à 1373, 1445 à 1447. — *Discussion générale*, pp. 1448 à 1463, 1477 à 1480, 1482 à 1499. — *Motions d'ordre*, pp. 1540 à 1547, 1563, 1564, 1575, 1585 à 1587, 1589 à 1596. — *Discussion générale*, pp. 1602 à 1607, 1609 à 1629, 1631 à 1651, 1693, 1697 à 1710, 1719 à 1723, 1727 à 1736, 1753 à 1794, 1796 à 1806, 1808 à 1812, 1819, 1833 à 1852, 1869 à 1873, 1875 à 1888.

Session extraordinaire de 1908.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — N° 8, 10, 12, 16, 18, 19, 21, 23, 24, 25, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 38, 39 40, 41, 42, 46.

Annales parlementaires. — *Motion d'ordre*, pp. 49 à 59. — *Discussion générale*, pp. 61 à 76, 101 à 106, 109 à 114, 117 à 130, 133 à 145, 163 à 169, 171 à 175, 180 à 192, 195 à 208, 231 à 244, 247 à 260, 263 à 275, 281 à 300, 303 à 326. — *Discussion des articles*, pp. 330 à 342, 351 à 361, 369 à 388, 391 à 410, 463 à 470, 481 à 499, 501 à 514, 551 à 568, 571 à 588, 591 à 598, 604 à 608, 631 à 659, 663 à 693, 695 à 721. — *Communication du gouvernement*, pp. 749 à 758. — *Second vote des articles*, pp. 759 à 768, 779 à 796. — *Vote. Séance du 20 août 1908*, p. 797.

Sénat.

Documents parlementaires. — *Projet de loi*, n° 8. — *Rapport. Séance du 26 août 1908*, n° 12, 15, 17, 19, 20 et 21.

Annales parlementaires. — *Proposition du bureau*, pp. 20 à 22. — *Discussion générale*, pp. 33 à 45, 47 à 86, 89 à 152. — *Discussion des articles*, pp. 153 à 198. — *Vote. Séance du 9 septembre 1908*, p. 206.

Aucune mesure ne peut être prise en matière de presse que conformément aux lois et aux décrets qui la régissent.

Nul ne peut être contraint de travailler pour le compte ou au profit de particuliers ou de sociétés.

Des lois régleront, à bref délai, en ce qui concerne les indigènes, les droits réels et la liberté individuelle.

Art. 3. — L'emploi des langues est facultatif. Il sera réglé par des décrets de manière à garantir les droits des Belges et des Congolais, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

Les Belges jouiront au Congo, en ces matières, de garanties semblables à celles qui leur sont assurées en Belgique. Des décrets seront promulgués à cet effet au plus tard dans les cinq ans qui suivront la promulgation de la présente loi.

Tous les décrets et règlements ayant un caractère général sont rédigés et publiés en langue française et en langue flamande. Les deux textes sont officiels.

Art. 4. — Les Belges, les Congolais immatriculés dans la colonie et les étrangers jouissent de tous les droits civils reconnus par la législation du Congo belge. Leur statut personnel est régi par leurs lois nationales en tant qu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public.

Les indigènes non immatriculés du Congo belge jouissent des droits civils qui leur sont reconnus par la législation de la colonie et par leurs coutumes en tant que celles-ci ne sont contraires ni à la législation ni à l'ordre public. Les indigènes non immatriculés des contrées voisines leur sont assimilés.

Art. 5. — Le gouverneur général veille à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence. Il favorise l'expansion de la liberté individuelle, l'abandon progressif de la polygamie et le développement de la propriété. Il protège et favorise, sans distinction de nationalités ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables, créées et organisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

Les missionnaires chrétiens, les savants, les explorateurs, leurs escortes, avoir et collections ont l'objet d'une protection spéciale.

Art. 6. -- Il est institué une commission permanente de sept membres chargée de veiller sur tout le territoire de la colonie à la protection des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

La commission est présidée par le procureur général. Les autres membres sont nommés par la Roi parmi les personnes résidant sur le territoire de la colonie qui, par la nature de leurs fonctions ou occupations, paraissent spécialement qualifiées pour accomplir cette mission protectrice. La commission nomme son secrétaire dans son sein.

Elle se réunit au moins une fois chaque année; son président la convoque.

Tous les ans, la commission adresse au Roi un rapport collectif sur les mesures à prendre en faveur des indigènes. Ce rapport est publié.

Les membres de la commission dénoncent, même individuellement, aux officiers du ministère public, les abus et les illégalités dont seraient victimes les indigènes.

CHAPITRE III. — *De l'exercice des pouvoirs.*

Art. 7. — La loi intervient souverainement en toute matière.

Le Roi exerce le pouvoir législatif par voie de décrets, sauf quant aux objets qui sont réglés par la loi.

Toute loi a pour effet, dès sa publication, d'abroger de plein droit les dispositions des décrets qui lui sont contraires.

Les décrets sont rendus sur la proposition du ministre des colonies.

Aucun décret n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans les formes prescrites par décret. Indépendamment de cette publication, il sera, dans le mois de sa promulgation, inséré au *Moniteur belge*.

Les cours et tribunaux n'appliquent les décrets qu'autant qu'ils ne sont pas contraires aux lois.

Art. 8. — Le pouvoir exécutif appartient au Roi. Il est exercé par voie de règlements et d'arrêtés.

Les cours et les tribunaux n'appliquent les règlements et les arrêtés qu'autant qu'ils sont conformes aux lois et aux décrets.

Aucun règlement ou arrêté n'est obligatoire qu'après avoir été publié.

Art. 9. — Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet s'il n'est contre-signé par un ministre, qui par cela s'en rend responsable.

Sont également soumises à cette formalité les dépenses faites au moyen du fonds spécial de 50 millions de francs dont le montant est attribué au Roi et à ses successeurs par l'article 4, alinéas 3 et 4, de l'acte additionnel du 5 mars 1908.

Les annuités fixées par cet acte additionnel sont affectées par le Roi, dans les proportions qu'il indique, aux destinations énumérées dans l'alinéa 5 de l'article 4 du même acte.

Art. 10. — Aucune taxe douanière, aucun impôt ni aucune exemption d'impôt ne peuvent être établis que par décret. Le décret entrera en vigueur en même temps que la loi budgétaire qui en fera la première application.

Le gouverneur général et les fonctionnaires ou agents de l'administration coloniale dûment autorisés par lui peuvent, même en dehors des cas prévus par décret, accorder aux indigènes des exemptions temporaires d'impôts.

Le produit des douanes et impôts est exclusivement réservé aux besoins de la colonie.

Art. 11. — Les monnaies d'or et d'argent ayant cours en Belgique ont cours aux mêmes conditions dans la colonie.

Un arrêté royal fixe la date à laquelle les monnaies d'argent frappées par l'Etat Indépendant du Congo n'auront plus cours et ne seront plus échangées par la trésorerie coloniale.

Le bénéfice qui pourra résulter de la frappe des monnaies belges nécessaires à la colonie sera attribué au budget colonial.

Il est loisible au Roi de frapper des monnaies de billon spéciales pour la colonie ; ces monnaies n'ont pas cours en Belgique.

Art. 12. — Le budget des recettes et des dépenses de la colonie est arrêté chaque année par la loi.

Quatre mois au moins avant l'ouverture de l'exercice, le projet de budget est imprimé et distribué aux membres des Chambres législatives par les soins du ministère des colonies.

Si les Chambres n'ont pas voté le budget cinq jours avant l'ouverture de l'exercice, le Roi arrête les recettes et, de trois en trois mois jusqu'à la décision des Chambres, ouvre au ministère des colonies les crédits provisoires nécessaires.

Le Roi ou, dans la colonie, le gouverneur général ordonne les virements et, en cas de besoins urgents, les dépenses supplémentaires nécessaires. Dans les trois mois, le ministre des colonies transmet une expédition de l'arrêté royal ou de l'ordonnance aux Chambres et dépose un projet de loi d'approbation.

Art. 13. — Le compte général de la colonie est arrêté par la loi après la vérification de la cour des comptes.

La cour examine si aucun article des dépenses du budget n'a été dépassé et si les virements et les dépenses supplémentaires ont été approuvés par la loi.

La cour des comptes se fait délivrer par le ministère des colonies tous états, pièces comptables, et donner tous renseignements et éclaircissements nécessaires au contrôle de la recette et de la dépense des deniers.

Le compte général de la colonie est communiqué aux Chambres avec les observations de la cour des comptes.

Art. 14. — La colonie ne peut emprunter, garantir le capital ou les intérêts d'un emprunt, exécuter des travaux sur ressources extraordinaires que si une loi l'y autorise.

Toutefois, si le service du trésor colonial l'exige, le Roi peut, sans autorisation préalable, créer ou renouveler des bons du trésor portant intérêt et pavables à une échéance qui ne dépassera pas cinq ans. Les bons du trésor en circulation ne pourront excéder 10 millions de francs et leur produit ne pourra être affecté qu'au paiement de dépenses régulièrement votées.

Art. 15. — Une loi spéciale déterminera les règles relatives aux concessions de chemins de fer et de mines, aux cessions et aux concessions de biens domaniaux.

En attendant, toute concession de chemins de fer ou de mines, toute cession ou concession, pour quelque durée que ce soit, de biens domaniaux d'une superficie excédant dix hectares, est consentie ou autorisée par décret.

Seront déposés, avec toutes les pièces justificatives, pendant trente jours de session, sur les bureaux des deux Chambres, tous projets de décret portant :

a) Concession de chemins de fer, mines, minières ou alluvions aurifères ;

b) Cession d'immeubles domaniaux d'une superficie excédant dix mille hectares ;

c) Concession de la jouissance d'immeubles domaniaux, si leur superficie excède vingt-cinq mille hectares et si la concession est consentie pour plus de trente ans.

Pour déterminer le maximum de superficie prévu aux alinéas 2 et 3, il est tenu compte des cessions ou concessions de biens domaniaux dont le cessionnaire ou le concessionnaire a bénéficié antérieurement.

Tout acte accordant une concession la limitera à un temps déterminé, renfermera une clause de rachat et mentionnera les cas de déchéance.

Art. 16. — Le contingent de la force publique est fixé annuellement par décret.

Art. 17. — La justice civile et la justice militaire sont organisées par décret.

Les officiers du ministère public exercent leurs fonctions sous l'autorité du ministre des colonies, représenté dans la colonie par le procureur général près le tribunal d'appel.

Art. 18. — Après avoir été désignés provisoirement pour une période dont la durée ne peut excéder trois ans, les magistrats de carrière sont nommés définitivement par le Roi pour un terme de dix ans.

Le Roi a le droit de suspendre et de révoquer le procureur général près le tribunal d'appel. Il ne peut suspendre ni révoquer les autres magistrats de carrière que sur la proposition du procureur général, pour les causes prévues par décret et de l'avis conforme du tribunal d'appel.

A l'expiration de leur terme de dix ans, les magistrats de carrière sont admis à la pension.

Les magistrats de carrière définitivement nommés ne peuvent plus être déplacés sans leur consentement que pour des besoins urgents et par mesure provisoire. Dans tous les cas de déplacement, ils reçoivent un traitement au moins équivalent à celui qui était attaché à leurs anciennes fonctions.

Les traitements, congés et pensions sont fixés par décret.

Art. 19. — L'autorité administrative ne peut empêcher, arrêter ou suspendre l'action des cours et tribunaux.

Toutefois, le Roi peut, pour des raisons de sûreté publique, suspendre, dans un territoire et pour un temps déterminés, l'action répressive des cours et tribunaux civils et y substituer celle des juridictions militaires.

Art. 20. — La justice est rendue et ses décisions sont exécutées au nom du Roi.

Les audiences de tribunaux sont publiques, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs, et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

Le Roi a le droit de remettre, de réduire et de commuer les peines.

Art. 21. — Le Roi est représenté dans la colonie par un gouverneur général, assisté d'un ou de plusieurs vice-gouverneurs généraux.

Sauf les personnes qui ont administré en l'une ou l'autre de ces qualités le territoire de l'Etat Indépendant du Congo, nul ne peut être nommé aux fonctions de gouverneur général ou de vice-gouverneur général s'il n'est Belge de naissance ou par grande naturalisation.

Art. 22. — Le pouvoir exécutif ne peut déléguer l'exercice de ses droits qu'aux personnes et aux corps constitués qui lui sont hiérarchiquement subordonnés. Toutefois, la délégation consentie par l'Etat Indépendant du Congo au comité spécial du Katanga restera valable jusqu'au 1^{er} janvier 1912, à moins qu'un décret n'y mette fin à une date antérieure.

Le gouverneur général de la colonie exerce par voie d'ordonnances le pouvoir exécutif que le Roi lui délègue.

La délégation du pouvoir législatif est interdite. Toutefois, le Roi peut autoriser le gouverneur général, s'il y a urgence, à suspendre temporairement l'exécution des décrets et à rendre des ordonnances ayant force de loi. Les ordonnances ayant cet objet cessent d'être obligatoires après un délai de six mois si elles ne sont, avant l'expiration de ce terme, approuvées par décret.

Les ordonnances ayant force de loi et les ordonnances d'administration générale ne sont obligatoires qu'après avoir été publiées.

CHAPITRE IV. — *Du Ministre des colonies et du Conseil colonial.*

Art. 23. — Le ministre des colonies est nommé et révoqué par le Roi. Il fait partie du conseil des ministres.

Les articles 86 à 91 de la Constitution belge lui sont applicables.

Art. 24. — Il est institué un conseil colonial composé d'un président et de quatorze conseillers.

Le ministre des colonies préside le conseil. Il y a voix délibérative et, en cas de partage, prépondérante.

Huit conseillers sont nommés par le Roi. Six sont choisis par les Chambres législatives : trois par le Sénat et trois par la Chambre des représentants ; ils sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

Un des conseillers nommés par le Roi et alternativement un des conseillers nommés par la Chambre ou un des conseillers nommés par le Sénat sortent chaque année. Les conseillers sortent d'après leur rang d'ancienneté ; le rang de ceux qui ont été nommés le même jour est déterminé par un tirage au sort. Les conseillers sortants peuvent être renommés.

Les fonctions de conseiller et de membre de la Chambre des représentants ou du Sénat sont incompatibles.

Les fonctionnaires de l'administration coloniale en activité de service ne peuvent faire partie du conseil.

Art. 25. — Le conseil colonial délibère sur toutes les questions que lui soumet le Roi.

Sauf le cas d'urgence, le conseil colonial est consulté sur tous les projets de décret. Les projets lui sont soumis par le Roi ; ils sont accompagnés d'un exposé des motifs.

Le conseil donne son avis, sous forme de rapport motivé, dans le délai fixé par son règlement organique. Le rapport indique le nombre des opposants ainsi que les motifs de leur opposition.

Si le projet de décret soumis à la signature du Roi n'est pas conforme à l'avis du conseil, le ministre des colonies y joint un rapport motivé.

Si le conseil ne s'est pas prononcé dans le délai fixé par son règlement, le décret peut être rendu sur un rapport motivé du ministre des colonies.

Le rapport du conseil colonial et, éventuellement, le rapport du ministre des colonies, sont publiés en même temps que le décret.

Les décrets rendus en cas d'urgence sont soumis au conseil dans les dix jours de leur date ; les causes de l'urgence lui sont indiquées. Le rapport du conseil est publié au plus tard un mois après la communication du décret.

Art. 26. — Le conseil colonial demande au gouvernement tous les renseignements qu'il juge utiles à ses travaux.

Il peut lui adresser des vœux.

CHAPITRE V. — *Des relations extérieures.*

Art. 27. — Le Roi fait les traités concernant la colonie.

Les dispositions de l'article 68 de la Constitution belge relatives aux traités s'appliquent aux traités qui concernent la colonie.

Art. 28. — Le ministre des affaires étrangères du royaume a dans ses attributions les relations de la Belgique avec les puissances étrangères au sujet de la colonie.

CHAPITRE VI. — *Dispositions générales.*

Art. 29. — Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les tribunaux siégeant dans la métropole et les sentences arbitrales exécutoires en Belgique ont dans la colonie l'autorité de la chose jugée et y sont exécutoires de plein droit.

Les actes authentiques exécutoires en Belgique sont exécutoires de plein droit dans la colonie.

Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les tribunaux siégeant dans la colonie et les sentences arbitrales exécutoires au Congo, ont en Belgique l'autorité de la chose jugée et y sont rendues exécutoires, si elles réunissent les conditions suivantes : 1^o que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public belge ; 2^o que, d'après la loi coloniale, elle soit passée en force de chose jugée ; 3^o que, d'après la même loi, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité ; 4^o que les droits de la défense aient été respectés.

Les actes authentiques exécutoires dans la colonie sont rendus exécutoires en Belgique s'ils réunissent les conditions suivantes :

1^o Que les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'aient rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public belge ;

2^o Que, d'après la loi coloniale, ils réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité.

Les décisions de justice sont rendues exécutoires par le tribunal civil, les sentences arbitrales et les actes authentiques par le président du tribunal civil du lieu où l'exécution doit être poursuivie.

Art. 30. — Quiconque, poursuivi pour une infraction commise dans la colonie, sera trouvé en Belgique, y sera jugé par les tribunaux belges conformément à la loi pénale coloniale, mais dans les formes prévues par la loi belge.

Les peines de servitude pénale prévues par la loi pénale coloniale sont, suivant la durée, remplacées par des peines d'emprisonnement, de réclusion ou de travaux forcés de même durée.

La chambre des mises en accusation pourra renvoyer l'inculpé soit à sa demande, soit en vertu d'une décision unanime rendue en séance publique sur la réquisition du ministère public, l'inculpé entendu ou dûment cité, devant la juridiction coloniale. Le cas échéant, la Chambre prolongera, pour autant que de besoin, la durée de la validité du mandat d'arrêt.

Quiconque, poursuivi pour une infraction commise en Belgique, sera trouvé sur le territoire de la colonie, sera livré à la justice belge pour être jugé conformément aux lois belges.

L'inculpé, si l'autorité belge n'en a pas réclamé la remise, pourra

se faire représenter devant la juridiction belge par un fondé de pouvoir spécial.

Quand une infraction consiste en faits accomplis en partie sur le territoire belge et en partie sur le territoire colonial, elle sera considérée comme ayant été commise en Belgique.

S'il y a plusieurs coauteurs, dont les uns sont trouvés sur le territoire belge et les autres sur le territoire colonial, les tribunaux belges sont seuls compétents.

Le tribunal compétent à l'égard des auteurs principaux est également compétent à l'égard des complices.

Les décisions rendues en matière pénale par la justice belge ou la justice coloniale ont sur le territoire belge et sur le territoire colonial l'autorité de la chose jugée et y sont exécutoires de plein droit.

Art. 31. — En toutes matières, la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires destinés à des personnes domiciliées ou résidant dans la colonie est soumise en Belgique aux règles générales relatives à la signification des actes destinés aux personnes domiciliées ou résidant à l'étranger. Toutefois, le ministre des colonies intervient, le cas échéant, aux lieu et place du ministre des affaires étrangères.

Réciproquement, la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires destinés à des personnes domiciliées ou résidant en Belgique est soumise dans la colonie aux règles générales relatives à la signification des actes destinés aux personnes domiciliées ou résidant à l'étranger.

Les commissions rogatoires émanées de l'autorité compétente belge ou coloniale sont exécutoires de plein droit sur le territoire belge et sur le territoire colonial.

Art. 32. — Les membres des Chambres législatives ne peuvent être en même temps fonctionnaire salarié, employé salarié ou avocat en titre de l'administration coloniale.

A dater de la promulgation de la présente loi, aucun membre d'une des deux Chambres législatives ne peut être nommé, ou, s'il occupe actuellement pareilles fonctions, à l'expiration de leur terme ne peut être renommé délégué du gouvernement, administrateur ou commissaire dans des sociétés par actions qui poursuivent dans le Congo belge des entreprises à but lucratif, si ces fonctions sont rétribuées à un titre quelconque et si l'Etat est actionnaire de la société.

Cette dernière interdiction s'applique également aux membres du conseil général, au gouverneur général, aux vice-gouverneurs généraux, aux magistrats et aux fonctionnaires au service de l'administration coloniale.

Les candidats aux Chambres, élus bien qu'ils exercent des fonctions sujettes aux interdictions qui précèdent, ne sont admis à la présentation de serment qu'après les avoir résignées.

Les membres des Chambres ne peuvent être nommés aux fonctions et emplois prévus aux alinéas 1 et 2 qu'une année au moins après la cessation de leur mandat. N'est pas soumise à ce délai, la nomination

aux fonctions de gouverneur général ou de vice-gouverneur général de la colonie.

Art. 33. — Les fonctionnaires et les militaires belges, autorisés à accepter des emplois dans la colonie tant avant qu'après l'annexion de celle-ci, conservent leur ancienneté et leurs titres à l'avancement dans l'administration ou l'arme qu'ils ont temporairement quittée.

Art. 34. — Les Belges mineurs ne peuvent s'engager dans l'armée coloniale sans le consentement écrit de leur père ou de leur mère veuve, ou, s'ils sont orphelins, de leur tuteur. Ce dernier devra être autorisé par délibération du conseil de famille.

Pendant la durée de leur service actif, les miliciens belges ne peuvent être autorisés à prendre du service dans l'armée coloniale. Toute autorisation qui leur serait donnée en violation de la présente disposition de la loi sera considérée comme nulle et non avenue.

Art. 35. — Indépendamment du drapeau et du sceau de la Belgique, le Congo peut faire usage du drapeau et du sceau dont s'est servi l'Etat du Congo.

Art. 36. — Les décrets, règlements et autres actes en vigueur dans la colonie conservent leur force obligatoire, sauf les dispositions qui sont contraires à la présente loi et qui sont abrogées.

Art. 37. — Chaque année, en même temps que le projet de budget colonial, il est présenté aux Chambres, au nom du Roi, un rapport sur l'administration du Congo belge.

Ce rapport contient tous les renseignements propres à éclairer la représentation nationale sur la situation politique, économique, financière et morale de la colonie.

Il rend compte de l'emploi pendant l'exercice écoulé de l'annuité prévue par l'article 4 de l'Acte additionnel au traité de cession de l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique.

Disposition transitoire.

Art. 38. — Après l'annexion, les magistrats de carrière, les fonctionnaires et tous autres agents de l'Etat Indépendant du Congo conserveront leurs attributions jusqu'au terme et dans les conditions prévues par leur contrat d'engagement.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Laeken, le 18 octobre 1908.
LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre de la justice,
J. RENKIN.

Le Ministre des affaires étrangères,
J. DAVIGNON.

Le Ministre des finances,
J. LIEBAERT.

Le Ministre des sciences et des arts,
Baron DESCAMPS.

Le Ministre de l'industrie et du travail,
ARM. HUBERT.

Le Ministre des travaux publics,
A. DELBEKE.

*Le Ministre des chemins de fer, postes
et télégraphes, Ministre de l'agricul-
ture « ad interim »,*
G. HELLEPUTTE.

Le Ministre de la guerre,
J. HELLEBAUT.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la justice,
J. RENKIN.

(Publié par le *Moniteur* du 19-20 octobre 1908, n° 293-294.)

Ministère des Colonies

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

Il est créé un ministère des colonies.

Article 2.

Notre ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre de l'Intérieur,

F. SCHOLLAERT.

LÉOPOLD, II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

M. Renkin (Jules), notre ministre de la justice, est chargé du portefeuille des colonies.

Il est déchargé, à sa demande, de ses fonctions de ministre de la justice.

Article 2.

Notre ministre de l'intérieur et de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur

et de l'agriculture,

F. SCHOLLAERT.

Règlement organique de l'administration centrale

LÉOPOLD, II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66 de la Constitution ;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser l'administration centrale du département des colonies ;

Sur la proposition de notre ministre des colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE PREMIER

DIVISION DES SERVICES

Article premier.

L'administration centrale du ministère des colonies comprend :

Le cabinet du ministre ;

Le secrétariat général ;

La direction générale de la justice et de l'instruction publique ;

La direction générale de l'intérieur ;

La direction générale des finances ;

La direction générale de l'industrie et du commerce.

CHAPITRE II

CABINET DU MINISTRE

Article 2.

Le cabinet du ministre est dirigé par un fonctionnaire nommé par nous et portant le titre de chef du cabinet ou de secrétaire particulier.

Les attachés au cabinet sont nommés par le ministre.

Article 3.

Le chef du cabinet, le secrétaire peuvent être choisis dans les cadres du secrétariat général ou de l'une des directions générales. Dans ce cas, ils jouissent, pour le service du cabinet, d'une indemnité fixée par arrêté ministériel.

Si le fonctionnaire qui dirige le cabinet est choisi en dehors des cadres de l'administration centrale, il jouit d'un traitement fixé par

nous. Les attachés au cabinet, nommés dans les mêmes conditions, jouissent d'un traitement fixé par arrêté ministériel.

Article 4.

Les attributions du cabinet comprennent :
 La réception et l'ouverture des dépêches ;
 La correspondance particulière ;
 Les demandes d'audience ;
 Les affaires que le ministre se réserve.

CHAPITRE III

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL, DIRECTIONS GÉNÉRALES

Section I.

Cadres et traitements.

Article 5.

Les cadres et les traitements du personnel du secrétariat général et des directions générales, de même que l'ordre hiérarchique des grades, sont fixés comme suit :

GRADES ET EMPLOIS	TRAITEMENT		COMPOSITION DES CADRES						
	Minimum	Maximum	Secrétariat général	1 ^e direction générale	2 ^e direction générale	3 ^e direction générale	4 ^e direction générale	le	
Secrétaire général	10000 »		1	»	»	»	»	»	
Directeur général	9000 »	10000 »	»	1	1	1	1	1	
Directeur	7500 »	8500 »	2	2	2	2	2	»	
Chef de division	5500 »	7000 »	3	3	5	6	3		
Chef de Bureau	4000 »	5000 »	3	3	5	10	»		
Bibliothécaire	4000 »	5000 »	»	»	»	»	»	1	
Sous-chef de bureau	3000 »	3800 »	4	2	11	6	2		
Attaché, commis et dessinateur.									
de 1 ^{re} classe	2600 »	2900 »	»	»	»	»	»	»	
de 2 ^e classe	2000 »	2500 »	»	»	»	»	»	»	
de 3 ^e classe	1200 »	1800 »	»	»	»	»	»	»	

Le ministre fixe par un arrêté le nombre des attachés, commis et dessinateurs, d'après les besoins des services. Il détermine de même le nombre et le traitement des huissiers et gens de service; il règle le service de chacun d'eux ainsi que la discipline.

Article 6.

Le traitement des fonctionnaires et employés au moins cinq années du même grade, plus de vingt-cinq années de service dans l'administration, la magistrature ou l'armée, belge ou coloniale, et cinquante ans d'âge peut, si l'importance des services rendus justifie cette mesure, être augmenté d'une quotité qui ne sera en aucun cas supérieure au cinquième du taux maximum fixé par l'article précédent.

Section II.

Attributions.

Article 7.

Le secrétaire général distribue les affaires, surveille le travail des directions générales et dirige les bureaux du secrétariat général. Il exerce personnellement le contrôle des dépenses relatives au matériel du ministère.

Les chefs de service lui soumettent, sauf le cas d'urgence, les propositions relatives aux affaires traitées dans leurs bureaux respectifs. Il les transmet au ministre, avec ses observations, s'il y a lieu.

Article 8.

La composition et les attributions du secrétariat général sont déterminées comme suit :

2 directeurs.

1^{re} division. — 1 chef de division ; 2 chefs de bureau ; 2 sous-chefs de bureau ; 6 commis.

1. Indicateurs généraux.

2. Ordres, décorations civiques, toile de service, sceau de la colonie.

3. Conservation des originaux des décrets ainsi que des arrêtés contresignés ou signés par le ministre des colonies.

4. Conservation du chiffre, télégrammes chiffrés.

5. Bulletin officiel. — Insertions au *Moniteur*.

6. Légalisations de signatures.

7. Réception et transmission d'actes judiciaires venant du Congo ou destinés au Congo.

8. Brevets, dépôts d'actes de commerce et de marques de fabrique.
— Actes de sociétés.

9. Personnel de l'administration centrale.

10. Successions.

11. Etat-civil. — Naturalisation.

12. Affaires ne rentrant dans les attributions d'aucune autre division du ministère.

2^e division. — 1 chef de division ; 1 sous-chef de bureau ; 1 commis.

Postes et télégraphes. — Personnel de ces services. — Comptabilité.
 3^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 1 sous-chef
 de bureau ; 5 attachés ou commis.

Office colonial. — Documentation.

Article 9.

La composition et les attributions des directions générales sont déterminées comme suit :

1^{re} Direction générale. — Justice et instruction publique.

1 directeur général.

2 directeurs.

1^{re} division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 2 attachés au
 commis.

1. Affaires étrangères. — Relation avec le ministère des affaires
 étrangères. — Direction politique à donner aux autorités coloniales. —
 Instructions concernant les rapports des autorités locales avec les
 consuls.

2. Extradition.

3. Cultes.

2^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 1 sous-chef
 de bureau ; 2 attachés ou commis.

1. Institutions politiques et administratives.

2. Législation pénale.

3. Service pénitentiaire.

3^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 1 sous-chef de
 bureau ; 2 attachés ou commis.

1. Législation civile et commerciale.

2. Administration de la justice. — Personnel judiciaire. — Comptabilité.

3. Notariat.

4. Instruction publique.

5. Bienfaisance.

2^e Direction générale. — Intérieur.

1 directeur général.

2 directeurs.

1^{re} division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; sous-chefs de
 bureau ; 4 attachés ou commis.

1. Administration des districts. — Chefferies.

2. Marine, portes et rades, voies de communication.

3. Travaux publics. — Bâtiments de l'Etat.

4. Hygiène. — Service médical.

5. Service des transports.

2^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 4 sous-chefs de
 bureau ; 6 commis.

1. Ravitaillement général. — Matériel d'Afrique et divers.
 2. Expéditions et assurances.
 - 3^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 2 sous-chefs de bureau ; 6 commis.
 - Comptabilité. — Service administratif.
 - 4^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 1 sous-chef de bureau ; 2 dessinateurs.
 1. Force publique.
 2. Fortifications.
 3. Matériel d'artillerie.
 4. Armes et munitions.
 5. Service cartographique.
 - 5^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 2 sous-chefs de bureau ; 4 commis.
- Personnel d'Afrique.

3^e Direction générale. — Finances.

- 1 directeur général.
- 2 directeurs.
- 1^{re} division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 1 sous-chef de bureau ; 4 attachés ou commis.
1. Impôts et prestations.
2. Monnaies.
3. Domaine de l'Etat. — Concessions de chemin de fer. — Hypothèques.
4. Mines.
- 2^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 3 dessinateurs.
1. Régime foncier.
1. Régime foncier.
2. Cadastre. — Plans et cartes.
- 3^e division. — 1 chef de division ; 3 chefs de bureau ; 3 sous-chefs de bureau ; 7 attachés ou commis.
1. Agriculture et élevage ; jardin colonial.
2. Service forestier.
3. Exploitation du domaine.
- 4^e division. — 1 chef de division ; 1 chef de bureau ; 1 sous-chef de bureau ; 2 commis.
1. Statistiques commerciales.
2. Personnel d'Afrique.
- 5^e division. — 1 chef de division ; 2 chefs de bureau ; 1 sous-chef de bureau ; 5 commis.
1. Budgets de l'administration centrale et de la colonie.
2. Comptabilité de l'administration centrale.

3. Comptabilité générale des recettes et des dépenses de la colonie ; comptabilité de la direction générale.
4. Service de la vérification. — Visa des mandats préalablement au paiement.
5. Recouvrement des sommes dues au trésor.
6. Pensions, caisse des veuves et orphelins.
- 6^e division. — 1 chef de division ; 2 chefs de bureau ; 1 sous-chef de bureau ; 4 commis.
1. Service de la trésorerie.
2. Examen et liquidation des comptes des comptables.
3. Dette publique.
4. Caisse d'épargne.

4^e Direction générale. — Industrie et commerce.

1 directeur général.

1^{re} division. — 1 chef de division ; 1 sous-chef de bureau ; 1 commis.

1. Industrie.

2. Commerce.

3. Immigration.

2^e division. — 1 chef de division ; 1 bibliothécaire ; 2 attachés ou commis.

1. Service des musées. — Annales.

2. Bibliothèque.

3. Cours colonial et cours de médecine tropicale.

3^e division. — 1 chef de division ; 1 sous-chef de bureau ; 9 commis.

1. Copies. — Expédition et transmission des pièces.

2. Traduction.

3. Matériel et fournitures de l'administration centrale.

Section III

Nominations, avancement, mutations.

Article 10.

Les fonctionnaires du grade de chef de bureau et au-dessus sont nommés et démis par nous.

Le ministre nomme et démet les autres employés.

Article 11.

Pour être nommé à un emploi ou à une fonction dans l'administration centrale, il faut :

1^o Etre Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ;

2° Avoir, s'il y a lieu, satisfait aux lois sur la milice et sur la garde civique;

3° Etre âgé de 19 ans au moins et de 30 ans au plus.

Il pourra néanmoins être dérogé à cette dernière condition lorsque la dérogation se justifiera par des circonstances qui seront laissées à notre appréciation ou à celle du ministre, suivant le cas.

Article 12.

Nul n'est promu à un grade supérieur avant d'avoir servi pendant deux ans au moins dans le grade immédiatement inférieur.

Nul ne peut obtenir une augmentation de traitement avant deux années de service dans le même grade.

Article 13.

Il peut néanmoins être dérogé à l'article qui précède si les intérêts de l'administration l'exigent ou lorsqu'il s'agit de récompenser des services importants ou de reconnaître des capacités et un zèle extraordinaires.

Dans ce cas, quel que soit le grade de l'employé, la promotion sera faite par nous.

Article 14.

Les avancement ne sont accordés que par suite de vacance.

Article 15.

Les fonctionnaires de l'administration centrale nommés par nous prêtent, entre les mains du ministre, avant d'entrer en fonctions, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Les employés nommés par le ministre le prêtent entre les mains du secrétaire général.

Les fonctionnaires et employés ne sont pas soumis à une nouvelle prestation de serment lorsqu'ils changent de grade ou de service.

Article 16.

A défaut d'une désignation dans les arrêtés de nomination, le ministre détermine les services auxquels sont attachés les fonctionnaires et les employés.

Les mutations d'un service à un autre sont faites par arrêté ministériel.

Article 17.

Indépendamment des incompatibilités prévues par la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, les fonctionnaires et employés ne peuvent occuper simultanément un autre emploi rétribué par les administrations publiques belges ou coloniales.

Ils ne peuvent, sans l'assentiment du ministre, occuper aucun mandat public électif.

Il leur est interdit d'exercer aucune profession, de faire, directement ou indirectement, le commerce, de participer à la direction ou à l'administration d'une société ou d'un établissement industriel.

Le ministre peut, dans des cas particuliers, relever les fonctionnaires et employés des interdictions réglementaires énoncées ci-dessus.

Section IV.

Congés et peines disciplinaires.

Article 18.

Les fonctionnaires et employés ne peuvent s'absenter sans une autorisation du ministre ou du secrétaire général par lui délégué.

Sauf le cas de maladie, dûment constaté, ou de fatigues causées par un travail intensif, des congés de plus de quinze jours ne sont accordés qu'avec privation de traitement.

Si un fonctionnaire ou un employé s'absente sans autorisation ou s'il dépasse le terme de son congé, il est privé de son traitement pour un temps double de celui pendant lequel son absence illégale a duré, sans préjudice d'autres peines disciplinaires s'il y a lieu.

Article 19.

Les peines disciplinaires à appliquer selon la gravité des faits, sont :

L'avertissement simple ; la réprimande ; la privation du traitement ; la suspension ; la révocation.

Ces peines sont prononcées, le fonctionnaire ou employé préalablement entendu, par arrêté du ministre, sauf la révocation des fonctionnaires nommés par nous, laquelle est prononcée par arrêté royal.

L'avertissement simple pourra être donné par le secrétaire général du département, avec l'assentiment du ministre, aux employés jusqu'au grade de chef de bureau inclusivement.

Article 20.

La privation de traitement est prononcée pour un terme qui ne peut excéder deux mois.

La suspension, qui ne peut excéder un terme de six mois, entraîne, en même temps que l'interdiction d'exercer les fonctions, la privation de traitement.

Article 21.

La réprimande, la privation de traitement et la suspension sont mentionnées sur l'état de service.

Le ministre peut, si l'employé le mérite, ordonner la radiation de ces mentions du dit état.

Article 22.

Le montant des retenues opérées en vertu des dispositions qui précédent est versé à la caisse des pensions des veuves et orphelins du Département, conformément à la loi du 21 juillet 1844.

Section V.

Mise en disponibilité.

Article 23.

Les fonctionnaires et employés du département des colonies peuvent être mis en disponibilité, savoir :

1. Par mesure générale, par suite de réorganisation ou de suppression d'emploi, dans l'intérêt du service;
2. Sur leur demande ou d'office, pour cause de maladie ou d'infirmités dûment constatées et contractées après leur admission dans l'administration;
3. Par mesure disciplinaire.

Article 24.

Dans les cas prévus aux n°s 1 et 2 de l'article précédent, les fonctionnaires et employés auront droit à un traitement d'attente qui ne pourra dépasser les trois quarts du traitement dont ils jouissaient, ni être inférieur à la moitié.

Le temps de disponibilité est admis pour la liquidation de la pension.

Article 25.

Les conditions de la mise en disponibilité par mesure disciplinaire sont réglées suivant la gravité des faits qui la motivent.

Si un traitement d'attente est accordé, il ne pourra en aucun cas dépasser la moitié du traitement.

Le temps passé dans cette position n'est pas admissible pour la liquidation de la pension.

Article 26.

Tout fonctionnaire ou employé mis en disponibilité, pour quelque motif que ce soit, reste à la disposition du ministre, qui peut le faire rentrer dans les cadres, sauf constatation de la situation de ceux qui ont été placés dans cette position pour des motifs de santé.

L'agent qui refuse de reprendre l'exercice de ses fonctions dans le délai fixé par le ministre, ou d'accepter une position équivalente, ou même inférieure s'il s'agit d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire, est considérée comme démissionnaire.

Dans ce cas, le fonctionnaire ou l'employé ne sera admis à faire valoir se droits à la pension que s'il se trouve dans les conditions prévues par l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1844.

Article 27.

La mise en disponibilité des fonctionnaires nommés par nous sera faite par arrêté royal.

Section VI.

Délégations et relations de services.

Article 28.

Pour faciliter l'expédition des affaires, le ministre peut, sous les conditions et dans les limites qu'il détermine, déléguer au secrétaire général et à certains chefs de service et fonctionnaires une partie des pouvoirs qui lui sont confiés, ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

Article 29.

Le secrétaire général, en cas d'absence ou d'empêchement, est remplacé par celui des directeurs généraux que le ministre ou, à son défaut, le secrétaire général désignera.

Le fonctionnaire désigné signera : pour le ministre, le directeur général délégué.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un fonctionnaire, chef de service, le ministre ou, à son défaut, le secrétaire général, désignera également un fonctionnaire pour le remplacer.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

Article 30.

Le ministre fixe, dans un règlement d'ordre intérieur, les devoirs des fonctionnaires et employés, les relations de service, ainsi que toutes les mesures relatives au travail et à l'ordre dans les bureaux.

Article 31.

Les actes officiels qui ont organisé l'administration centrale de l'Etat Indépendant du Congo seront abrogés au jour où la Belgique assumera sur le Congo belge l'exercice de son droit de souveraineté.

Article 32.

A la même date, les fonctionnaires et les employés de l'administration centrale de l'Etat Indépendant du Congo qui, le 18 octobre 1908, remplissaient une des fonctions énumérées à l'article 5, à partir de celle de directeur général jusqu'à celle d'attaché, de commis ou de dessinateur, passeront au département des colonies et y conserveront, à titre personnel, leurs grades, traitements et indemnités.

Article 33.

En attendant que le service de la Trésorerie ait été réorganisé, le chef de la 6^e division de la 3^e direction générale remplira les fonc-

tions attribuées par le décret du 6 octobre 1885 au trésorier général. Pendant cette période transitoire, il aura seul la signature pour les opérations de trésorerie de l'administration centrale.

Article 34.

Le présent arrêté sera obligatoire le jour de sa publication. Notre ministre des colonies est chargé de son exécution.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre des Colonies,

J. RENKIN.

Arrêté royal fixant la date à laquelle la Belgique assumera l'exercice de son droit de souveraineté sur les territoires constituant l'Etat Indépendant du Congo.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir Salut.

Vu l'article 4 du traité de cession conclu le 28 novembre 1907 entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo, approuvé par la loi du 18 octobre 1908 ;

Sur la proposition de notre conseil des ministres,
Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique.

La Belgique assumera, à la date du 15 novembre 1908, l'exercice de son droit de souveraineté sur les territoires composant l'Etat Indépendant du Congo.

Nos ministres des affaires étrangères et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 novembre 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des affaires étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre des colonies,

J. RENKIN.

Le Ministre de l'intérieur et de l'agriculture,

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre de la Justice,

L. DE LANTSHEERE.

Le Ministre des Finances,

J. LIEBAERT.

Le Ministre des sciences et des arts,

Baron DESCAMPS.

Le Ministre de l'industrie et du travail,

Arm. HUBERT.

Le Ministre des travaux publics,

A. DELBEKE.

Le Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes,

G. HELLEPUTTE.

Le Ministre de la Guerre,

J. HELLEBAUT.

EXPOSE DES MOTIFS

DU

Projet de loi réalisant le transfert à la Belgique DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Messieurs,

Le gouvernement, en exécution de la déclaration qu'il a faite dans la séance du 10 mai dernier, soumet au Parlement le projet de loi qui approuve la convention conclue avec l'Etat Indépendant du Congo et par laquelle les droits souverains de l'Etat et ses possessions sont transférés à la Belgique.

Une première convention de reprise avait été signée le 9 janvier 1895. Elle était l'objet de l'examen d'une commission spéciale lorsque, au sein des Chambres comme dans l'opinion publique, certaines hésitations se manifestèrent. L'expérience poursuivie sous le régime de la convention de 1890 ne paraissait pas suffisamment complète ; on contestait que le Congo fût assez connu et le pays assez renseigné sur la valeur de la future colonie et sur les moyens de la gouverner ; l'opportunité de l'annexion se trouvait ainsi mise en question et le gouvernement jugea qu'il était sage de tenir compte d'une opposition basée sur de semblables motifs. Le projet de loi fut donc retiré. Toutefois, afin de marquer sa sympathie pour l'œuvre entreprise par le Roi et en vue de réserver l'avenir, les Chambres prêteront au jeune Etat l'assistance financière dont la nécessité s'était fait sentir.

Douze années se sont écoulées depuis lors ; l'Etat du Congo s'est développé, ses ressources se sont accrues, son organisation administrative s'est achevée, sa situation économique s'est consolidée. En même temps, la part que prenaient les Belges à son essor demeurait prépondérante, et elle n'a cessé de resserrer les liens qui unissaient le pays à la vaste possession coloniale que lui ménageait pour l'avenir la sollicitude éclairée de son Roi.

Aujourd'hui, les appréhensions que l'on concevait sur la capacité et l'expérience des Belges en matière coloniale se sont dissipées. L'annexion du Congo à la Belgique ne rencontre plus les oppositions qu'elle soulevait naguère. Tout indique que le pays est arrivé au der-

nier terme des persévérandts efforts poursuivis depuis un espace de temps déjà long pour le doter d'une colonie où l'activité et l'esprit d'initiative de nos compatriotes trouveront un champ d'action étendu et fécond.

Le projet de loi ne pourrait, semble-t-il, être mieux justifié que par un court exposé des étapes qui marquent, au sein du Parlement surtout, le chemin parcouru depuis 1895.

Ce rapide coup d'œil jeté sur le passé montrera l'annexion s'imposant peu à peu, même aux esprits prévenus, comme la conséquence naturelle et nécessaire de la marche des choses.

En 1891 déjà, on put apprécier le progrès qui s'opérait dans les idées, lorsque la convention du 3 juillet 1890 vint à échéance et que les Chambres furent appelées à se prononcer sur le régime qui devrait régler les rapports des deux Etats.

La convention de 1890 avait réservé, à son terme, le droit pour la Belgique d'annexer le Congo ou de décliner la reprise. Presque personne, cependant, ne s'arrêtait à la pensée d'une décision qui eût entraîné une renonciation définitive.

Le gouvernement, sans rencontrer ni dans les Chambres ni dans le pays d'autres contradictions que celles de quelques rares adversaires, était en droit de constater « la solidarité sans cesse croissante, reposant sur la communauté des intérêts et sur un fond d'aspirations généreuses et de sentiments patriotiques, qui s'était établi entre l'Etat du Congo et la Belgique ».

Tout en proclamant le droit des Chambres d'user en toute liberté de la faculté d'annexer ou de ne pas annexer le Congo, l'exposé des motifs de la loi nouvelle n'hésita... pas à affirmer qu'aucun gouvernement soucieux du bien et de l'honneur du pays ne pourrait songer à rompre les liens qui rattachaient la Belgique à l'Etat africain.

La question qui se posait alors n'était donc plus qu'une question d'opportunité : convenait-il d'annexer immédiatement ou fallait-il remettre à une date ultérieure la réalisation de l'union complète et définitive?

La Chambre ne crut pas qu'il y eût des inconvénients à continuer le régime de l'union personnelle. C'était l'union personnelle qui avait rendu possible la constitution de l'Etat du Congo. C'était la haute et sage direction du Roi-Souverain qui, dans les diverses sphères d'action des pouvoirs publics, avait doté les territoires africains soumis à son autorité d'une forte organisation, perfectible sans doute, mais capable de soutenir la comparaison avec celles de colonies vieilles de plusieurs siècles. Pourquoi ne point laisser encore cette direction s'exercer librement, si elle pouvait le faire pour le bien de l'Etat lui-même et de la Belgique?

Si la pensée du Roi se rencontrait à cet égard avec celle de la Chambre, un autre motif cependant fut invoqué pour retarder l'annexion. Déjà la convention du 3 juillet 1890 avait prévu la nécessité d'une loi organique réglant le régime administratif auquel les possessions coloniales de la Belgique devraient être soumises. Cette loi n'avait pas été faite. Si le pays se montrait disposé à accepter l'an-

nexion, le gouvernement n'était pas préparé à l'exécuter. Certains regrets, attestant combien les anciennes appréhensions avaient disparu, se manifestèrent au sein des Chambres et ils prirent corps dans une proposition de reprise, présentée au cours de la discussion et retirée ensuite par ses auteurs. Mais la dernière considération à laquelle il a été fait allusion et qui s'accordait d'ailleurs avec les vues du Roi-Souverain, emporta la décision du Parlement. Celui-ci voulut cependant que la loi qui lui était proposée et qui n'avait d'autre objet que de régler les rapports financiers des deux Etats, affirmât en termes précis le droit de la Belgique de reprendre le Congo quand elle le jugerait opportun. Et le Roi-Souverain, de son côté, se réservait également, sans attendre une pareille résolution, d'inviter la Belgique à prendre une décision définitive s'il était amené par les intérêts en cause à vouloir mettre un terme à sa mission.

La situation des deux Etats, l'un vis-à-vis de l'autre, se trouva ainsi réglée en droit.

Mais le pays attachait un intérêt trop profond aux destinées de cet empire dont le testament du Roi faisait son héritage pour qu'il restât indifférent aux problèmes soulevés en Afrique. A diverses reprises, le Parlement belge entendit l'écho des accusations portées contre l'administration du Congo. Parmi les membres de nos assemblées et sur les bancs du gouvernement, elles rencontrèrent des contradicteurs éloquents et convaincus.

Le gouvernement de l'Etat Indépendant fit de son côté procéder à une enquête qu'il confia à un magistrat belge et à deux magistrats étrangers. Cette commission reçut le mandat de « rechercher si, dans certaines parties du territoire, des actes de mauvais traitements étaient commis à l'égard des indigènes soit par des particuliers, soit par des agents de l'Etat, de signaler éventuellement les améliorations utiles, et de formuler, au cas où l'enquête aurait constaté des abus, des propositions sur les meilleurs modes d'y mettre fin en vue du bien-être des habitants et du bon gouvernement du territoire ».

Des pouvoirs étendus lui étaient attribués. Après avoir séjourné au Congo pendant près de cinq mois, elle revint en Belgique et adressa au gouvernement de l'Etat un rapport développé attestant le soin que ses membres avaient apporté à se rendre compte des faits, leur sollicitude éclairée et constante pour la condition des indigènes, dont le sort avait été l'objet principal de leurs investigations.

Dans l'exposé des résultats de l'enquête, le rapport reprend successivement les critiques qui ont été portées sur :

1. La législation Foncière de l'Etat et la liberté du commerce ;
2. Le système des impositions en travail, les abus qui découlent de l'exercice de la contrainte ;
3. Les expéditions militaires, prises d'otages, mauvais traitements, mutilations, etc. ;
4. Le système des concessions ;
5. La dépopulation, ses causes ;
6. La tutelle exercée par l'Etat ou les missions catholiques sur les enfants « abandonnés » ;

7. Le recrutement des soldats et des travailleurs ;
8. L'administration de la justice.

Le cadre était complet.

On ne peut ici que reproduire les appréciations portant sur quelques-unes de ces matières.

En ce qui concerne la domanialité des terres vacantes :

« La commission n'entend point contester la légitimité de leur appropriation par l'Etat. Le principe d'après lequel les terres vacantes appartiennent à l'Etat est, en effet, admis par toutes les législations et, dans le bassin conventionnel du Congo notamment, il est appliqué par d'autres gouvernements que celui de l'Etat Indépendant. »

Quant à l'impôt en travail :

« Dès le début, les Européens qui se sont installés au Congo se sont trouvés devant la nécessité de réclamer le concours des indigènes et devant l'impossibilité de l'obtenir, tout au moins d'une manière constante et permanente, par le jeu régulier de l'offre et de la demande.

» Ce n'est qu'en faisant du travail une obligation qu'on pourra amener l'indigène à fournir un travail régulier et qu'on obtiendra la main-d'œuvre nécessaire pour mettre en valeur le pays, exploiter ses richesses naturelles, profiter, en un mot, de ses ressources; c'est à ce prix seulement qu'on fera entrer le Congo dans le mouvement de la civilisation moderne et qu'on soustraira ses populations à l'état d'abandon et de barbarie dans lequel elles sont toujours restées. Or, le seul moyen légal dont dispose l'Etat pour obliger les populations au travail est d'en faire un impôt; et c'est précisément en considération de la nécessité d'assurer à l'Etat le concours indispensable de la main-d'œuvre indigène qu'un impôt en travail est justifié au Congo. Cet impôt, en outre, remplace, vis-à-vis de ces populations, la contrainte qui, dans les pays civilisés, est exercée par les nécessités mêmes de la vie.

» L'impôt en travail est d'ailleurs l'unique impôt possible actuellement au Congo, car l'indigène, en règle générale, ne possède rien au delà de sa hutte, de ses armes et de quelques plantations strictement nécessaires à sa subsistance. Un impôt ayant pour base la richesse n'y serait pas possible. Si donc on reconnaît à l'Etat du Congo, comme à tout autre Etat, le droit de demander à ses populations les ressources nécessaires à son existence et à son développement, il faut évidemment lui reconnaître le droit de leur réclamer la seule chose que ces populations puissent donner, c'est-à-dire une certaine somme de travail.

» Certes, l'impôt en travail, comme tout impôt, ne doit absorber qu'une faible partie de l'activité individuelle; il doit servir uniquement aux besoins du gouvernement, être en rapport avec les bienfaits que les contribuables mêmes en retirent; il doit enfin pouvoir se concilier, autant que possible, ainsi que nous le proposerons, avec le principe de la liberté individuelle, mais, dans ces limites, nous ne croyons pas qu'il puisse être critiqué. »

Quant à l'organisation de la force publique :

« Des critiques ont été dirigées, dans ces derniers temps, contre la

manière dont l'Etat du Congo recruterait la force publique, qui lui est nécessaire pour maintenir l'ordre sur son vaste territoire. Il a été allégué que « les moyens dont il se servirait pour enrôler les soldats ne différaient que fort peu des procédés autrefois employés par les traitants pour se procurer des esclaves.

» Ces critiques sont injustes. Elles ne peuvent, en tout cas, s'appliquer à la situation actuelle.

» Le recrutement de l'armée régulière a lieu par des engagements volontaires et par des levées annuelles (art. 1^{er} du décret du 30 juillet 1901). Le gouverneur général détermine annuellement les districts où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacun (art. 2). Le mode suivant lequel s'opère la levée est déterminé par le commissaire de district, de commun accord avec les chefs indigènes.

» On le voit, on ne pourrait condamner ce système qu'en contestant à l'Etat le droit de réclamer de ses sujets le service militaire. Or, l'Etat du Congo ne fait qu'appliquer un principe consacré par la plupart des législations européennes.

» La vie militaire a un grand attrait pour les indigènes ; elle répond à leur nature, à leurs aptitudes et à leurs goûts ; nous croyons pouvoir avancer que la circonscription, dont l'établissement a rencontré tant de résistances chez certaines nations de l'Europe occidentale, est la forme de contribution à la chose publique à laquelle les noirs se sont le plus rapidement et le plus facilement habitués.

» Bien plus, les engagements volontaires sont nombreux, et beaucoup de miliciens se rengagent après avoir achevé leur terme de service.

» C'est qu'aussi les soldats de la force publique sont, en général, bien traités, bien soignés. Ils ont été l'objet de la sollicitude de l'Etat. Ils touchent une solde journalière de 21 centimes. Chaque soldat a le droit de vivre avec sa femme et de l'emmener partout avec lui. Bien plus, une récente circulaire du gouverneur général dispose que les nouveaux conscrits devront être encouragés à choisir, avant de rejoindre leur compagnie, une femme de leur pays.

» La commission a visité, dans plusieurs postes et dans deux camps d'instruction, les agglomérations formées par les cases qu'habitent les ménages de soldats. Elle a été frappée de leur propreté et de leur bon état. Elle ne peuvent avoir non plus que des éloges pour l'excellente tenue et pour l'allure martiale de la troupe. Les plaintes qu'elle a reçues de la part de soldats de la force publique sont très peu nombreuses et ne portent que sur des points d'importance secondaire. La commission va plus loin. En face de l'urgence de certains grands travaux d'utilité publique, elle estime que l'Etat devrait proclamer l'obligation pour l'indigène de participer à ces travaux. Dans son opinion, deux parts devraient être faites parmi les hommes que fournit la conscription ; les uns serviraient dans la force publique, les autres seraient employés à de grands travaux d'intérêt public dont les indigènes eux-mêmes doivent recueillir le bénéfice immédiat, tels que la construction de chemins de fer et de routes. »

En ce qui regarde l'administration de la justice :

« La justice a droit à des éloges. Son plus beau titre de gloire est la popularité dont jouissent, parmi les gens de couleur, les magistrats qui la composent.

» La commission n'a reçu, au cours de sa longue enquête, aucune plainte et n'a à formuler aucune critique relativement à la façon dont les tribunaux composés de magistrats de carrière remplissent les hautes et délicates fonctions qui leur sont confiées.

» La commission a pu constater par elle-même que les magistrats, en général, son animés d'un grand zèle et qu'ils s'acquittent de leur mission avec une impartialité qui mérite tous les éloges.

» Les tribunaux et, en général, les juges jouissent pour leurs décisions de l'indépendance la plus absolue, et nous n'en voulons d'autre preuve que certains jugements rendus notamment par les tribunaux de Boma. »

Le travail de la commission a été étudié par tous ceux qui s'intéressent aux choses d'Afrique.

Dans les conclusions qui le terminent, la commission a pu dire que, comprenant de la manière la plus large, la mission dont elle était chargée, elle avait passé, au crible de la critique, l'administration tout entière de l'Etat Indépendant et signalé, sans en dissimuler aucun, les abus qui l'avaient frappée.

La commission faisait remarquer toutefois que pour apprécier sainement et impartialement l'œuvre congolaise, il fallait l'avoir vue en Afrique même. Il lui paraissait notamment que la législation de l'Etat, « cet édifice juridique si rapidement élevé qui arrachait à un critique impartial et parfois sévère un cri d'admiration, qui n'avait peut-être que le défaut d'être théoriquement trop parfait, ne tient pas toujours suffisamment compte des conditions du pays et des populations qu'elle est appelée à régir. » Il en résulte que ce système de lois trop européennes doit rencontrer fréquemment, dans l'application, des obstacles insurmontables. De là ces contradictions entre le droit et le fait; de là ces infractions que les tribunaux punissent, tout en accordant à leurs auteurs le bénéfice des circonstances atténuantes.

Mais tout en relevant certaines erreurs et certaines défectuosités, la commission indique avec une non moins grande impartialité, le bien qui s'est fait et les mesures qui, à son jugement, mettraient fin à la plupart des abus signalés.

Elle ne cache pas l'admiration éprouvée par ses membres en comparant la situation actuelle avec l'état ancien de ces régions plongées, il y a un quart de siècle à peine, dans la plus atroce barbarie. La sécurité règne aujourd'hui dans cet immense territoire. La traite a disparu, le cannibalisme, sévèrement réprimé, recule et se cache, les sacrifices humains deviennent rares. Des villes se sont fondées; des voies ferrées ont été créées et se construisent; la poste et le télégraphe ont des services réguliers; le mécanisme du jeune Etat, déjà si perfectionné, avec un nombre restreint de fonctionnaires a résolu le dif-

ficle problème d'occuper et d'administrer un immense territoire; l'œuvre des missions religieuses est considérable.

L'Etat, dit le rapport en terminant, par les prodiges qu'il a accomplis en vingt années, a donné au monde l'occasion, nous devrions dire le droit, de se montrer exigeant. En tout cas, il se doit à lui-même d'introduire aussitôt que possible les réformes que nous avons préconisées. Il manquerait à ses obligations si, dès à présent, il n'employait tous les moyens dont il dispose pour réaliser les vœux formulés et qui tous, répétons-le, s'inspirent de l'intérêt des populations indigènes.

Ce pressant appel ne pouvait manquer d'être entendu. Conséquent avec la pensée qui avait inspiré l'envoi de la commission d'enquête, le gouvernement de l'Etat, en même temps qu'il livrait le rapport à la publicité, instituait une commission composée de quatorze membres qu'il chargeait d'étudier ses conclusions, de formuler les propositions qu'elles nécessitaient, de rechercher les moyens pratiques de les réaliser.

On sait l'accueil que le rapport a rencontré : ses conclusions ne donnèrent lieu, en somme, qu'à peu de critiques. Quelques-unes de ses appréciations concernant l'action des missions religieuses provoquèrent des controverses qui ont contribué à mieux faire connaître les efforts des missionnaires pour introduire la civilisation chrétienne en Afrique, les difficultés de leur tâche, les résultats obtenus.

Bientôt après, une interpellation porta l'enquête devant la Chambre. Nous n'avons pas à analyser ici des débats aussi récents. Il suffira de rappeler l'ordre du jour qui les clôtra. On y trouve nettement précisées les conséquences que le Parlement entendait déduire des travaux de la commission d'enquête, en ce qui regarde les relations de l'Etat Indépendant et la Belgique.

La Chambre a voulu tout d'abord rappeler que, dans les circonstances présentes comme auparavant, elle était pénétrée des idées qui ont présidé à la fondation de l'Etat Indépendant et inspiré l'Acte de Berlin. Elle manifestait sa fidélité à ces principes et à ces aspirations généreuses en rendant hommage aux dévouements que leur réalisation a suscités.

En ce qui concerne les divergences qui s'étaient élevées quant à l'organisation de la propriété, du travail et de l'impôt, et qui étaient l'objet du rapport de la commission d'enquête, la Chambre déclarait avoir pris connaissance de ce rapport, et elle exprimait sa confiance dans les propositions de la commission d'examen comme dans la suite qui leur serait donnée.

Sur ce terrain, la majorité de la Chambre jugea qu'il ne convenait pas d'aller plus loin ; elle ne voulait ni discuter les mesures proposées, ni demander, avant d'être saisie de la question de la reprise, la communication de tous les documents de nature à éclairer le Parlement sur les conséquences de l'annexion. Mais l'assemblée se trouva unanime à décider qu'il y avait lieu de procéder sans retard à l'examen du projet de loi déposé depuis 1901 sur l'organisation des possessions coloniales, dont les autres travaux parlementaires avaient re-

tardé l'examen. C'était exprimer le désir formel d'écartier dans le plus bref délai possible le dernier obstacle qui s'opposait à l'examen de la question de la reprise. Le moment où celui-ci devait se réaliser était donc considéré comme prochain, et la Chambre tint à le déclarer par un vote non équivoque.

En juin 1906, la commission d'examen ayant terminé ses travaux, l'administration de l'Etat Indépendant soumit au Roi-Souverain une série de décrets destinés à réaliser celles des mesures qu'elle jugeait nécessaires.

La publication de ces décrets fut accompagnée d'une lettre du Roi aux secrétaires généraux. En sanctionnant les dispositions d'ordre législatif et administratif qui lui étaient proposées, l'Auguste auteur de cette lettre indiquait clairement quelle était en droit et en fait la situation au Congo, telle qu'il l'avait toujours envisagée ; il affirmait l'origine exclusivement belge de l'Etat Indépendant et rappelait le but qu'il avait constamment poursuivi d'établir des institutions, qui assurassent d'une manière continue les ressources nécessaires à la réalisation de la promesse royale, d'après laquelle le Congo ne serait jamais une charge pour le contribuable belge.

Au mois de novembre 1906, un débat provoqué par une double interpellation se produisit à la Chambre.

Avant que les auteurs de l'interpellation eussent pris la parole, une déclaration, lue par le ministre des finances, exposa les décisions arrêtées par le gouvernement et qui, dans son esprit, allaient au devant des vœux de la Chambre.

La question de la reprise, résolue en principe depuis longtemps, était directement posée ; le moment était venu de la réaliser.

Elle exige, disait le ministre, deux actes préliminaires.

Le premier est l'adoption de la loi sur le régime des possessions coloniales. Le gouvernement exprimait son désir de voir hâter autant que possible les travaux de la commission spéciale, afin que la discussion de la loi pût être inscrite à l'ordre du jour de la présente session.

Le second acte est la convention de transfert à négocier avec l'Etat Indépendant. Le gouvernement était décidé à ouvrir ces négociations à la première heure favorable, et, pour apprécier l'opportunité de celle-ci, il annonçait qu'il se placerait au point de vue exclusif des intérêts de la Belgique et de sa future colonie.

La déclaration ainsi conçue servit de base au débat et lui donna son orientation.

Par son ampleur et son élévation ,il comptera certainement parmi les plus remarquables dont les annales de la Chambre fassent mention.

Dès le début, l'un des auteurs de l'interpellation constata qu'il était au-dessus des intérêts de parti et ne s'inspirerait que des intérêts nationaux. « L'honneur national, ajouta-t-il, avec l'assentiment unanime de la Chambre, souffrirait si notre langage et nos décisions étaient dictés par une pression du dehors, et il est bon de dire, il est

bon qu'on sache que la Belgique est et entend rester seule maîtresse de ses actes, de sa politique et de sa destinée. »

C'est dans cet esprit que la Chambre entama la discussion. A mesure qu'elle se développait, les idées se précisèrent. Lorsqu'elle s'acheva, la Chambre était à peu près unanime pour émettre le vœu de se voir saisie, dans le plus bref délai possible, de la proposition de reprise.

L'ordre du jour est ainsi conçu :

« La Chambre,

» Rappelant l'ordre du jour voté dans la séance du 2 mars 1906;

» Rendant hommage à la grandeur de l'œuvre du Congo et aux desseins patriotiques de son fondateur;

» Convaincu que les idées civilisatrices qui ont présidé à la fondation de l'Etat Indépendant du Congo doivent continuer à occuper la première place dans les préoccupations du pays;

» Considérant que la Belgique est appelée, par le testament royal du 2 août 1889, à recueillir la pleine souveraineté sur l'Etat Indépendant du Congo; qu'elle possède aussi le droit de reprendre le Congo en vertu de la lettre royale du 5 août 1889 et de la loi du 10 août 1901, maintenant le principe contenu dans la convention du 3 juillet 1890; et qu'il est de l'intérêt du pays de se prononcer du vivant du Roi sur la question de la reprise;

» Prenant acte des réponses du gouvernement, d'après lesquelles les déclarations contenues dans la lettre du 3 juin ne constituent pas de conditions, « mais des recommandations solennelles »; la convention de cession n'aura pour objet que de réaliser le transfert et de prescrire les mesures d'exécution; le pouvoir législatif belge réglera en pleine liberté le régime des possessions coloniales;

» Considérant que la section centrale, chargée de l'examen du projet de loi du 7 août 1901, sur le régime des possessions coloniales, doit se préoccuper d'adapter ce régime aux conditions et aux besoins de l'Etat Indépendant du Congo, et s'entourer à cet effet de tous les renseignements nécessaires à l'élaboration de la loi;

» Prenant acte de la déclaration du gouvernement qu'il est prêt à donner son concours pour fournir à la section centrale les documents de toute nature nécessaires à l'élaboration de la loi sur les possessions coloniales;

» Désirant, sans préjuger le fond, être saisie dans le plus bref délai possible de la question de la reprise du Congo, conformément à l'intention exprimée par le gouvernement,

» Emet le vœu que la section centrale hâte ses travaux, dépose un rapport dans un délai rapproché,

» Et passe à l'ordre du jour. »

Ces déclarations devaient avoir leur place dans le présent exposé. Elles consacrent l'entente du gouvernement avec la majorité de la Chambre et une très importante fraction de l'opposition, dont les autres membres s'abstinent au vote.

On peut donc les considérer comme l'expression des sentiments du pays dans la question de la reprise.

Elles affirment en même temps les principes qui devaient servir de direction au cabinet dans la tâche qu'il lui restait à remplir.

Des événements qui suivirent, nous n'avons, messieurs, pour compléter cet exposé, qu'à rappeler la déclaration faite par le ministre de l'intérieur dans la séance du 10 mai dernier. Il faisait connaître l'intention de proposer très prochainement la reprise du Congo, afin que « les Chambres puissent, dans la plénitude de leur liberté, se prononcer à la fois sur la loi coloniale et sur la question de savoir si l'intérêt de la Belgique exige, oui ou non, l'annexion du Congo.

Bientôt après, le gouvernement, désireux de ne point retarder l'exécution de cet engagement, proposait à l'Etat du Congo d'ouvrir immédiatement les négociations en vue de consacrer l'entente sur les conditions de la reprise en arrêtant la convention dont l'ordre du jour du 14 décembre avait défini la nature et l'objet.

D'accord avec le gouvernement du Congo, quatre mandataires spéciaux ont été choisis par chacun des deux Etats, et chargés de préparer en commun la dite convention.

En remettant à ces mandataires, qu'il jugeait particulièrement capables en raison de leur compétence et de leur expérience, la tâche d'élaborer le traité, le gouvernement a pensé qu'il ne pouvait procéder d'une manière qui répondit mieux au but proposé. Ce travail est aujourd'hui terminé.

Le gouvernement adhère aux conclusions présentées par ses mandataires dans un rapport annexé au présent exposé des motifs.

Le traité de cession a été dressé conformément aux intentions de la Chambre, qui étaient également celles du gouvernement. Dans sa rédaction, on a suivi le texte du traité du 9 janvier 1895, en n'y apportant que les modifications rendues nécessaires par les changements qui, depuis douze ans, se sont produits dans la situation administrative et économique du Congo.

L'article premier opère le transfert de la souveraineté des territoires composant l'Etat du Congo. La souveraineté comprend tous les droits et toutes les obligations, de quelque nature qu'ils soient, qui y sont attachés, aussi bien en ce qui concerne les relations de l'Etat Indépendant avec les puissances étrangères, relations réglées par les traités internationaux, qu'en ce qui regarde les droits acquis par des tiers à l'intérieur du pays, en vertu d'actes réguliers des pouvoirs publics, décrets ou contrats.

L'article 2 précise l'avoir mobilier et immobilier de l'Etat Indépendant, c'est-à-dire les terres constituant le domaine public et le domaine privé; les titres et valeurs représentant la participation de l'Etat dans les entreprises créées au Congo, par l'initiative ou avec le concours de sociétés et de particuliers; enfin, les installations de toute espèce, bâtiments et plantations qui couvrent le sol, ainsi que les objets mobiliers et marchandises qu'ils contiennent.

L'énumération exacte de cet avoir est contenue dans la première des annexes au traité.

L'article 3 concerne le passif et tous les engagements financiers de l'Etat, dont le détail fait l'objet de la seconde annexe.

L'article 4 laisse au gouvernement le soin de déterminer par arrêté royal la date à laquelle la Belgique assumera l'exercice de son droit de souveraineté sur le Congo, et dispose que les recettes et les dépenses effectuées par l'Etat Indépendant à partir du 1^{er} janvier 1908 seront au compte de la Belgique. Un arrangement provisoire annexé au traité règle l'application de cette clause.

La mission dévolue à nos mandataires n'était pas épuisée, après qu'ils eurent établi, d'accord avec ceux de l'Etat Indépendant, cet inventaire général. Pour remplir les vues du gouvernement, ils avaient à compléter ces renseignements par des explications sur la nature, la portée, les conséquences des faits matériels que constatait l'inventaire.

En 1895, ce travail avait été effectué dans l'exposé des motifs et réparti en trois chapitres : le premier traitait de la condition internationale du Congo ; le deuxième contenait un aperçu statistique de d'Etat Indépendant ; le troisième avait pour objet la question financière et le budget colonial.

La même division s'imposait naturellement aux mandataires, sans qu'ils eussent à revenir sur les données géographiques ayant un caractère général et qui n'ont pas varié depuis 1895.

Leur tâche devait se borner à signaler les changements opérés dans la situation intérieure du Congo durant les douze dernières années. De nombreuses constatations faites dans l'inventaire ne réclamaient aucun commentaire. Les délégués du gouvernement n'avaient à s'arrêter qu'aux questions qui étaient principalement de nature à attirer son attention et sur lesquelles il importe d'éclairer les Chambres.

Les mandataires du gouvernement ont porté leurs investigations sur l'organisation de l'Etat au point de vue économique, sur l'augmentation des échanges commerciaux et des voies de communication ; c'est l'objet du chapitre premier de leur rapport.

L'exploitation du domaine privé de l'Etat se fait soit en régie, soit par l'intermédiaire de sociétés concessionnaires.

Le système de la régie ne pouvait être la matière d'aucune disposition conventionnelle dans le traité de cession, parce qu'il constitue un procédé de gouvernement de nature contingente et variable.

C'est à l'examen du rôle des sociétés concessionnaires que les mandataires se sont particulièrement attachés.

La sphère d'action de ces sociétés comprend les chemins de fer, les exploitations forestières, les mines.

L'installation des grandes lignes ferrées était, en 1895, dans la période de création. Les difficultés de la construction du chemin de fer de Matadi au Stanley Pool et les incertitudes que présentait encore son exploitation future n'ont pas été sans influence sur les décisions prises par le gouvernement en 1890 et en 1895. Cette entreprise est actuellement en pleine prospérité. L'exécution des autres lignes formant un vaste réseau se poursuit activement d'après un plan qui im-

plique certaines interventions de l'Etat, mais qui est établi dans un but de contrôle et de garantie contre l'imprévu.

Cet instrument de civilisation, le plus puissant qui soit à la disposition de l'expansion coloniale, a été le premier et il restera le plus fécond moyen de la mise en valeur du Congo.

Le rapport expose ensuite l'organisation des sociétés concessionnaires ayant pour objet les exploitations forestières et minières. Il analyse les diverses formes que ces concessions ont revêtues, ainsi que la nature et la portée de l'intervention de l'Etat dans leur organisation et leur fonctionnement. Sans s'attacher à en discuter le principe, il fait observer seulement qu'elle a eu pour but de pourvoir à des nécessités économiques évidentes, et il en caractérise les grands résultats.

Il constate qu'à l'aide de ce concours de l'Etat, les sociétés ont créé l'outillage économique du pays.

Il estime aussi que l'autonomie financière de la colonie sera ainsi pleinement garantie, sans que l'avenir soit engagé au delà des ressources actuellement assurées.

Le rapport s'arrête à ces constatations favorables. Nous n'avions, disent les mandataires belges en terminant, qu'à établir l'état de choses existant.

La situation telle qu'elle se dégage de cette enquête, répond-elle à une autre question que pose également le rapport; quelles sont les espérances que fait concevoir cette mise en valeur? N'imposera-t-elle pas un jour à la mère patrie des charges qui, dans le domaine économique, pourraient être au-dessus de ses forces?

Dans la pensée du gouvernement cette question doit être résolue négativement.

Le rapport des mandataires, comme l'exposé des motifs de 1895, examine également la situation internationale de l'Etat du Congo au triple point de vue de limites, de la neutralité et du régime économique conventionnel.

Nous n'avons rien à ajouter en ce qui concerne les limites de l'Etat. La situation ne s'est pas modifiée depuis 1895. Une note explicative, jointe au rapport, indique les négociations en cours pour l'achèvement du grand travail de délimitation du territoire de l'Etat, qui s'est poursuivi successivement sur toutes les frontières depuis 1885.

Au point de vue de la neutralité, les mandataires ne pouvaient que rappeler les déclarations par lesquelles l'Etat du Congo s'est placé sous le régime de la neutralité perpétuelle. Ils se sont référés à ce qui a été dit dans l'exposé des motifs de 1895 au sujet des conséquences de l'annexion pour la neutralité de la Belgique et pour celle de sa nouvelle colonie. La question a été traitée également lors de la révision de la Constitution, en 1893, notamment dans le rapport de la commission du Sénat sur les modifications proposées à l'article premier de la Constitution, dont le texte nouveau prévoit l'acquisition de possessions coloniales par la Belgique.

Ces exposés sont complets et de nature à écarter toute controverse.

Bien que la neutralité du Congo, à la différence de la neutralité de

la Belgique, ne fasse pas l'objet d'une garantie spéciale, la combinaison des deux neutralités ne modifiera pas la condition internationale du pays. La reprise du Congo par la Belgique n'a pas soulevé d'opposition lorsque la question a été posée éventuellement à propos de la convention du 3 juillet 1890 et directement à la suite du traité de cession du 9 janvier 1895. Le gouvernement a pu l'affirmer dans l'exposé des motifs de la loi autorisant la reprise. Il constatait alors que plusieurs des puissances et des plus directement intéressées dans la garantie de notre neutralité, n'avaient pas caché leur désir de voir le gouvernement belge hâter l'heure de l'union réelle des deux Etats ; aucune d'elles n'avait fait d'objection au principe même de la reprise, indiscutable du reste. La situation est la même aujourd'hui.

Quant aux conflits qui pourraient surgir entre la Belgique et les puissances voisines en Afrique à propos d'affaires coloniales, il convient de rappeler que la Conférence de Berlin a établi, pour le maintien de la paix dans le bassin conventionnel du Congo, un ensemble de mesures préventives et de garanties spéciales, en vue de soustraire, pour autant que cela soit possible, au fléau de la guerre les possessions coloniales situées dans cette région. L'acte général de la conférence règle le mode de procédure à suivre dans les litiges de cette espèce, et il détermine les moyens de les résoudre : la médiation obligatoire d'abord, puis le recours facultatif à l'arbitrage.

Pour apprécier exactement les devoirs qui incombent à la Belgique sur le terrain économique, en cas de reprise, il est nécessaire de jeter un rapide coup d'œil sur ce qui a été fait par l'Etat Indépendant ; cela nous permettra de juger ce qui reste encore à faire.

Condition des indigènes. — Les premiers Européens qui ont frayé un chemin à la civilisation dans le bassin du Congo, y ont trouvé des peuplades livrées à des guerres intestines, et même, en certains endroits, au cannibalisme.

Sur cette barbarie pesait un double fléau, l'esclavage et la traite. Ce n'est qu'à la suite de longs et persévérandts efforts qu'une institution aussi enracinée que l'esclavage parmi les peuples africains pourra être extirpée, et qu'elle disparaîtra complètement entre indigènes. Il n'en est pas de même de la traite pratiquée par des trafiquants arabes. Sous ce rapport, l'Etat Indépendant n'a laissé à la Belgique qu'une surveillance à exercer aux frontières du Haut-Congo. On sait au prix de quels efforts, de quel généreux sang répandu par les officiers du Roi-Souverain, et de quelles dépenses effectuées sans hésitations, le gouvernement de l'Etat Indépendant a réussi, après une lutte de plusieurs années, à refouler les Arabes et à briser leur puissance.

Il fallait aussi préserver les indigènes des ravages de l'alcool. L'acte général de Bruxelles avait édicté sur cette matière des prescriptions formelles. Elles ont été rigoureusement appliquées ; et aujourd'hui les spiritueux ne peuvent plus pénétrer dans le bassin supérieur du Congo.

La traite, l'esclavage, l'alcool, ne sont pas, malheureusement, les seuls maux auxquels étaient exposées les populations africaines. Il en est un plus dangereux et plus meurtrier encore, dont la civilisation doit à toutes forces paralyser la marche et arrêter les progrès, c'est la

maladie du sommeil. Les maîtres les plus incontestés de la science contemporaine s'appliquent à résoudre ce douloureux problème. Le Roi-Souverain n'a pas voulu se laisser devancer par d'aussi nobles initiatives. Pendant que le docteur Koch allait étudier le fléau sur les lieux mêmes de ses ravages, le chef de l'Etat Indépendant instituait un prix de 200,000 francs, à décerner à celui qui ferait disparaître la maladie et il consacrait un crédit de 300,000 francs aux études préparatoires nécessaires. La Belgique n'a qu'à suivre la voie qui lui est ainsi tracée ; elle inscrira au programme de l'administration de sa future colonie la lutte incessante contre la maladie du sommeil jusqu'à la victoire définitive.

En résumé, l'indigène congolais, à peine sorti de sa barbarie primitive, doit trouver dans le gouvernement colonial, qui continuera la tâche delicate de le civiliser, un défenseur, un éducateur et un tuteur veillant soigneusement à son développement moral, à sa conservation individuelle.

Il faut reconnaître les immenses difficultés que l'Etat Indépendant avait à surmonter au Congo. Il était impossible que l'instauration d'un nouveau régime allât sans tâtonnements et sans heurts. Mais des progrès constants ont peu à peu été accomplis ; les abus d'autorité se sont faits de plus en plus rares. La Belgique a conscience de la mission tutélaire qu'il lui faudra remplir vis-à-vis des indigènes, et qui constitue l'un des plus importants parmi ses devoirs coloniaux. Elle trouvera, d'ailleurs, un précieux concours dans les missions religieuses qui se sont multipliées depuis 1895.

Condition des étrangers. — Il n'est pas inutile de rappeler ici les déclarations de l'acte de Berlin en ce qui regarde la condition des étrangers dans tout le bassin du Congo. Aucune différence ne doit exister tant sous le rapport civil que sous le rapport commercial entre les étrangers et les sujets des différents Etats, ayant des possessions dans la zone conventionnelle. Mêmes garanties pour la protection de leurs personnes et de leurs biens ; même faculté d'exercer toutes les professions, toutes les industries, d'acquérir et de transmettre tout genre de propriété. Liberté complète de trafiquer, ce qui implique l'interdiction de tout traitement différentiel aussi bien à l'égard des pavillons qu'à l'égard des marchandises. La seule dérogation à une liberté commerciale absolue a été introduite, comme on le sait, par la déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, qui a autorisé l'établissement de droits d'entrée ne pouvant dépasser un maximum de 10 p. c.

Les Etats possessionnés dans le bassin conventionnel du Congo se conforment à ces déclarations. Il en sera de même de la Belgique. Elle continuera dans sa colonie africaine le régime libéral qu'elle pratique chez elle, et qui est conforme à l'esprit de son peuple comme aux traditions économiques de sa race.

Au début du chapitre III, les appréciations des mandataires, en ce qui concerne la situation financière de l'Etat Indépendant, sont résumées en ces termes :

« Passif peu considérable, largement couvert par l'actif ;

» Equilibre budgétaire actuellement assuré par les ressources propres de la colonie. »

Le rapport se divise en deux sections ; dans la première sont relevées les valeurs actives et les charges qui déterminent en capital la matière concrète de la cession ; la seconde est consacrée à l'examen de la situation budgétaire.

L'actif détaillé dans le rapport s'élève à 121 millions de francs, chiffre rond. Il ne comprend que les choses réellement tangibles, parmi lesquelles la plus grande place est occupée par les propriétés immobilières déjà reprises ou à céder en vertu d'une convention récente par la fondation de la Couronne. fr. 30,000,000

Par les titres de portefeuille	59,000,000
(valeur d'après la cote de la Bourse à l'époque de l'ouverture des récentes négociations).	

Par l'armement, la flottille et le matériel de transport par terre	15,000,000
--	------------

Par les produits non réalisés du domaine	10,000,000
(évaluation approximative).	

Et par les marchandises en magasin en Afrique ou en cours de route	5,000,000
--	-----------

Le rapporteur n'a compté dans le total de 121 millions que les objets susceptibles d'une évaluation actuelle, se bornant à mentionner pour mémoire des valeurs non capitalisées, telles que les redevances fixes ou proportionnelles dues par deux sociétés concessionnaires et la part de l'Etat Indépendant dans une troisième entreprise.

Le passif tout entier, tel qu'il subsistera après la cession, s'élève à 114 millions, soit une charge annuelle de 4,300,000 francs à peu près.

Ce passif est composé d'emprunts émis dans le cours d'une période de vingt années (de 1887 à 1906) et formant un total de 104 millions, de bons du trésor représentant une somme de 2 millions, d'un emprunt provisoire de 3,900,000 francs contracté en 1907 et de fonds appartenant à des tiers à concurrence de 4 millions.

La dette a été contractée en vue de travaux d'utilité publique. Elle comprend les capitaux correspondant aux avances faites à la Fondation de la Couronne et dont celle-ci se libère par le transfert d'immeubles à l'Etat Indépendant. « Cette dette, faible, en soi, ajoute le rapporteur, ne grève nullement le budget : la charge est largement compensée par le revenu que l'Etat retire de sa participation dans les diverses entreprises auxquelles il s'est intéressé. »

Le rapport renferme ensuite deux tableaux résumés des comptes des exercices 1905 et 1906, et du budget de 1907, lesquels sont insérés *in extenso* en annexes.

Il constate qu'en douze années (de 1895 à 1907), le budget général de l'Etat Indépendant a monté de 6 millions à 36 millions, accusant ainsi tout à la fois la progression rapide des recettes (principalement les droits de douane et les revenus du domaine et du portefeuille) et le développement parallèle de l'organisation administrative et économique à laquelle correspondent les dépenses publiques.

Les comptes des exercices 1905 et 1906 soldent par des bonis atteignant ensemble 5,300,000 francs, et le budget de 1907 a pu être dressé avec un léger excédent de recettes.

Selon les conclusions du rapport, dès aujourd'hui l'Etat africain se suffit à lui-même; les dépenses d'administration sont couvertes par le produit des douanes et par le revenu d'un domaine national susceptible de vastes accroissements, grâce à la continuation de sa mise en valeur, et la dette laissée par l'Etat Indépendant ne doit peser en rien sur le contribuable belge.

Le chapitre IV traite du régime des fondations.

Le gouvernement a tenu à ce qu'il fût examiné avec tout le soin désirable.

Le travail de ses mandataires a porté spécialement sur la constitution en fondations des biens déclarés biens de la Couronne, par les décrets du Roi-Souverain en date du 9 mars 1896 et du 23 décembre 1900. Ce dernier a donné aux dispositions prises en 1906 une forme nette et définitive.

La fondation peut être reconnue par le traité de cession, sans que le système de notre législation civile en souffre aucune atteinte.

C'est à cette conclusion qu'arrive le rapport. Il la justifie par des considérations tirées de l'analyse des décrets du Roi-Souverain et dont les Chambres apprécieront la valeur juridique. Nous nous bornerons à citer ici celles qui nous paraissent décisives.

La fondation n'exerce aucun droit attaché à la souveraineté, et son administration est absolument soumise aux lois d'impôts, de police, de protection des indigènes, etc., promulguées par l'Etat.

Son administration est confiée à un comité dont les membres sont recrues d'après un mode de nomination qui assurera au gouvernement belge le contrôle nécessaire.

Crée au Congo, destinée à s'y mouvoir, la fondation n'immobilise même pas, comme le feraient des biens de main-morte, le vaste domaine qui lui est attribué.

La composition de sa dotation est susceptible de se modifier. Ses immeubles peuvent être aliénés, même sans remplacement. Le droit pour le domaine de l'Etat de les racheter est prévu.

Rien n'infirme cette appréciation si l'on examine les fins en vue desquelles la fondation a été instituée.

Le rapport rappelle que, dès l'origine, le Souverain a voulu que la colonie coopérât à la réalisation des vues qu'il avait conçues pour activer l'expansion morale et matérielle du pays, sans que ses libéralités fussent une cause de sacrifices pour le budget de la Belgique.

C'est ainsi que le produit de la Fondation sera principalement affecté à des destinations d'utilité publique ayant pour objet, au Congo et en Belgique, l'extension des entreprises maritimes et coloniales, l'hygiène publique et l'éducation physique, les sciences et les arts, les travaux d'embellissement et les œuvres d'assistance sociale.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur le caractère à la fois désintéressé et élevé d'une conception dont le pays doit retirer d'aussi grands

bénéfices. Le Roi-Souverain, par d'autres dispositions dont le rapport expose le mécanisme et le détail, a marqué sa volonté de mettre cette création à l'abri des vicissitudes du temps, dans la mesure où cette pérennité est possible.

Le gouvernement, s'appuyant sur le rapport de ses mandataires, demande aux Chambres le maintien et le respect de la fondation de la Couronne.

Si, en 1895 et en 1904, les Chambres ont différé l'annexion, c'est parce que, après avoir pris contact avec l'opinion publique, elles estimaient que le pays était insuffisamment éclairé. Sous quelque aspect qu'on l'envisage, la question de la reprise, si souvent et si longuement discutée, est mûre aujourd'hui. Dans le présent exposé, nous nous sommes attachés à le démontrer.

Des déclarations faites au mois de décembre dernier, nous n'avons pu conclure que la Chambre, pour fixer ses résolutions définitives, n'attendait plus que la production des documents qui la renseigneraient complètement sur la situation intérieure et extérieure, économique et financière de l'Etat du Congo.

Cet inventaire détaillé, nous vous l'apporterons, messieurs, dressé et commenté par des hommes consciencieux et compétents.

Le pays, par ses organes autorisés, est appelé maintenant à prendre cette décision en pleine liberté et dans les conditions qu'il a souhaitées.

Ce sera l'un des actes les plus importants qu'auront enregistrés nos annales.

La reprise du Congo a été entrevue pour une époque encore incertaine dès le moment de la fondation de l'Etat Indépendant. L'heure de la réaliser est arrivée.

Cette colonie, le pays la reçoit toute faite des mains de son Souverain ; elle a déjà son histoire, dont la première phase est à la veille de se clôturer.

Elle n'a été acquise ni par la conquête, ni par les négociations diplomatiques.

Sans doute, l'Etat du Congo a été fondé par le Roi sous l'œil bienveillant des puissances et avec l'aide de la Belgique, qui, outre son concours financier, a prêté ses fonctionnaires, ses soldats, ses hommes d'Etat.

Mais c'est le Roi qui est l'auteur de la conception première. Cette conception, il l'a appropriée aux circonstances. Il en a poursuivi la réalisation à travers des obstacles sans nombre, avec un persévérant patriotisme qui n'a jamais cessé de s'affirmer.

La phase nationale du développement du Congo va s'ouvrir par l'association des pouvoirs publics à la tâche que la nation, en 1885, avait réservée au Souverain seul.

Ce serait une illusion de croire que cette période sera moins que la première en butte aux difficultés et aux contradictions. Mais c'est aux difficultés qu'elles rencontrent que se mesure la grandeur des entreprises humaines et les contradictions qu'elles suscitent sont souvent une source ou une occasion d'amélioration et de progrès.

Tous les débats qui ont été rappelés dans cet exposé attestent que les Chambres ont la conscience des devoirs et des charges qu'impose l'œuvre dont le pays va assumer la responsabilité.

L'avenir peut être envisagé avec confiance.

L'expérience a prouvé que ni les travailleurs, ni les capacités, ni les capitaux ne feront défaut pour défricher le vaste champ qui s'offre aux initiatives et aux énergies nationales.

La génération présente et celles qui suivront s'y appliqueront, nous en avons la certitude, avec l'esprit pratique, la ténacité dans l'exécution qui sont les traits propres de notre race.

Mais les Belges savent aussi que, en reprenant le Congo, ils assument une mission autre et plus haute que celle d'élargir et de promouvoir l'expansion économique du pays.

La Belgique ne répudiera pas la mission assumée en 1885 en ce qui concerne la protection et le relèvement des populations noires, déchues et malheureuses, qui peuplent le continent africain. Dans cette œuvre d'humanité et de civilisation chrétienne, elle tiendra à honneur d'être au premier rang.

Rapport des mandataires du gouvernement belge

Bruxelles, le 15 novembre 1907.

Monsieur le Ministre,

Le gouvernement nous a fait l'honneur de nous confier la mission de préparer, conjointement avec les mandataires de l'Etat Indépendant, la convention qui réalisera le transfert du Congo à la Belgique et de fixer les mesures d'exécution.

D'après nos instructions, cette convention doit être établie à l'instar de celle de 1895, dont le texte et les annexes seront mis en relation avec les situations actuelles.

Le projet de convention que nous avons arrêté de commun accord spécifie, surabondamment peut-être, les obligations de l'Etat Indépendant que la Belgique, aujourd'hui comme en 1895, déclare faire siennes intégralement. Il affirme avec plus de précision l'engagement de respecter tous les droits légalement acquis à des tiers, notamment ceux des indigènes, cette préoccupation dominante de tous les esprits justes et généreux, et les fondations existant au Congo dont l'importance s'est notablement accrue en ces dernières années.

Le traité de cession ne stipule que pour les points essentiels ; une série de documents connexes pourvoit au règlement des mesures d'exécution.

La rédaction d'une convention de reprise, calquée en somme sur celle de 1895, était assurément la partie la plus aisée de notre tâche. Mais nous avions comme devoir principal d'établir la situation, de dresser, en quelque sorte, l'inventaire actif et passif de l'Etat dont la souveraineté est cédée à la Belgique.

Il incombaît aux mandataires de l'Etat Indépendant de nous apporter les éléments de ce travail. Ils nous les ont fournis aussi complets que possible en répondant avec une extrême obligeance à toutes les demandes de renseignement que nous leur avons adressées.

Les résultats de cette étude commune sont consignés dans les annexes de la convention. Le gouvernement et les Chambres y trouveront, nous en avons la confiance, tous les documents de nature à renseigner sur la condition actuelle de la future colonie.

Ils comportent l'inventaire détaillé de l'actif immobilier et minier de l'Etat Indépendant, le tableau de ses valeurs mobilières et l'état de ses engagements financiers. Nous y avons joint soit le texte même,

soit l'indication de tous les actes qui en constituent les pièces justificatives.

Pour compléter notre tâche, nous avions enfin à soumettre au gouvernement les conclusions auxquelles notre examen de la situation actuelle nous amenait. Fallait-il, pour remplir ce devoir, refaire l'exposé des motifs qui a été soumis aux Chambres en 1895?

Nous avons pensé que pour nous confirmer à ces instructions, nous avions le droit de prendre cet exposé pour base de notre travail, qu'il nous était permis de nous y référer, qu'il suffirait de mettre en lumière les faits et les situations nouvelles. C'est ce que nous avons essayé de faire en résumant nos observations dans les quatre notes qui suivent.

CHAPITRE I^e. — *Situation économique.*

Préparer un traité ayant pour objet le transfert d'une immense colonie d'une souveraineté à une autre souveraineté, déterminer les mesures d'exécution, se rendre un compte exact, clair et net de la situation, telle qu'elle se présente aujourd'hui et telle qu'elle s'annonce dans l'avenir, avec ses charges et ses périls comme avec ses avantages et ses promesses, est une mission grave et délicate.

Cette mission nous a été toutefois considérablement facilitée par le fait que déjà, en 1895, un traité de reprise avait été présenté à la législature. Nous avions à nous inspirer de cet acte, que les instructions, reçues en notre qualité de mandataires, nous chargeaient de revoir, et notre principale tâche s'est restreinte ainsi à mettre la convention de reprise d'autrefois en parfait rapport avec la situation d'aujourd'hui.

On ne saurait, en termes plus précis et plus substantiels que ne l'ont fait les auteurs de l'exposé des motifs du traité de 1895, formuler les éléments de la résolution que la Belgique est appelée à prendre. Bien que ce document doive être réimprimé pour être mis de nouveau sous les yeux des Chambres législatives, nous voulons en citer, au début de ce rapport, quelques lignes qui tracent magistralement les données du problème.

« Avant de s'arrêter à une décision aussi grave, disait le gouvernement en 1895, nous avons dû en peser mûrement toutes les conséquences et envisager sous tous ses aspects la condition présente de l'Etat du Congo ainsi que les effets que sa reprise pourrait exercer sur la situation de la Belgique elle-même, ses relations internationales, son développement économique, ses finances. Des questions essentielles surgissent à tous ces points de vue. Quelle est la condition internationale de l'Etat du Congo et la nature de ses rapports avec les puissances étrangères? Quelle est la portée précise de sa neutralité et dans quelles limites celle-ci peut-elle se concilier avec la neutralité belge ou réagir sur cette dernière? Quelles seront, pour la Belgique, les conséquences des engagements internationaux qu'il a contractés notamment en vertu des actes généraux de Berlin et de Bruxelles?

» Quelles sont ses ressources naturelles? A quel point a-t-il conduit son organisation intérieure? A quel degré se sont développés les

échanges commerciaux et les moyens de communication? Quelle est sa situation financière? En quoi consistent l'actif et le passif de l'Etat? Quelles sont les indications qui résultent de l'examen de ses budgets depuis 1890 et sur quelles bases est-il possible de concevoir l'assiette de son budget futur? »

Comment, sous le rapport international, la situation de l'Etat du Congo est-elle réglée? Tel était donc, et tel est encore le premier point à considérer.

Comme nous l'établirons plus loin, cette situation est aujourd'hui acquise dans des conditions qui ne sont pas contestables.

Ce qui était déjà internationalement admis en 1895 reste inébranlable, et rien de ce côté ne pourrait entamer notre liberté d'action.

Les traités sont respectés; les frontières sont fixées; les limites sont établies; il ne reste que quelques points à marquer sur le terrain.

Notre situation n'est pas moins nettement établie vis-à-vis du Roi-Souverain de l'Etat Indépendant. Sa volonté, ses recommandations, ses pensées directrices, fruits d'une longue et savante conduite des choses publiques, se sont, à diverses reprises, clairement révélées au pays. Elles sont fidèlement consacrées par l'article premier du traité. Le Roi déclare céder à la Belgique la souveraineté des territoires composant l'Etat Indépendant, avec tous les droits et obligations qui y sont attachés. Il lui demande en retour de reprendre les engagements qu'il a contractés pour assurer le succès de son œuvre et de respecter les droits acquis aux tiers indigènes et non indigènes, ainsi que les fondations créées en vue de servir des intérêts essentiels.

Ce n'est donc plus qu'avec nous-mêmes que nous avons à compter.

Nous avons décider :

d'une part, si, forts de notre passé, de l'énergie de notre race, de notre bon sens national, nous pouvons assumer la tâche de poursuivre nous-mêmes une grande œuvre civilisatrice, si nous voulons devenir la mère-patrie d'une des plus vastes contrées du monde, et d'autre part, si nous nous sentons en mesure de concilier cette audacieuse et fière ambition avec la sauvegarde de nos propres intérêts en même temps qu'avec la légitime prétention d'y trouver, par surcroît, de nouvelles et fécondes sources de prospérité industrielle et commerciale pour la Belgique même.

Le premier objectif se confond avec le but civilisateur, qui est la raison d'être de la souveraineté.

L'article premier du traité stipule que la souveraineté du Congo est transférée du Roi-Souverain à la Belgique avec tous les droits et obligations qui y sont attachés.

L'article 6 de l'Acte de Berlin contient des déclarations que le Roi avait déjà formulées, en termes à jamais mémorables, dès 1876. Le peuple belge a toujours applaudi aux nobles pensées du Roi, et ce n'est certes pas lorsque la colonie devient pour lui la source d'entreprises de plus en rémunératrices qu'il pourrait cesser de s'en inspirer.

Le traité consacre le respect des fondations existantes; il énonce, dans son annexe A, les droits de propriété et de jouissance reconnus aux missions religieuses, qui sont les instruments par excellence de

l'action civilisatrice. Il y reproduit la convention du 26 mai 1906, par laquelle l'Etat s'engage envers le Saint-Siège à concéder aux établissements religieux des missionnaires au Congo les terres nécessaires à leurs œuvres. C'est, dans ce domaine, tout ce qu'une convention de reprise pouvait prévoir. Le champ reste d'ailleurs ouvert à toutes les mesures dont l'utilité serait reconnue pour donner satisfaction aux revendications justifiées des missions des diverses confessions chrétiennes.

Le second objectif est d'ordre économique et matériel ; il forme la matière proprement dite du traité. Pour trancher la question de savoir si l'intérêt de la Belgique exige actuellement l'annexion du Congo, il est indispensable de connaître, d'une façon complète, la situation sous ses divers aspects.

C'est, en dehors des préoccupations inhérentes au but humanitaire de la colonisation, la première recherche qui doive inquiéter l'esprit.

Quel est l'état matériel et financier de la colonie ? Quelles sont ses richesses, quels sont ses revenus, quel est son actif, quel est son passif ?

Les articles 2 et 3 du traité, avec les annexes A, B et C qui l'accompagnent répondent à ces questions.

I. — Il y a d'abord les territoires composant l'ensemble du pays ; ils sont immenses ; on estime leur superficie à 235 millions d'hectares.

Le domaine public, comprenant les voies de communication, les fleuves, les lacs, les rivières et leurs dépendances, les voies ferrées, etc., en forme une partie dont l'étendue n'a pas été renseignée jusqu'à présent.

Les populations indigènes en occupent une autre partie dont l'étendue est également ignorée, mais un décret du 3 juin 1906, en déclarant terres occupées par les indigènes toutes les terres qu'ils habitent, cultivent ou exploitent à un titre quelconque conformément aux coutumes et usages locaux, pose la règle que leurs droits seront déterminés et constatés officiellement sur place. Interprétant largement les décrets antérieurs organiques du régime foncier, le décret de 1906 prévoit, d'ailleurs, des attributions ou extensions collectives de terres à leur profit ; il reconnaît leurs droits de chasse, de pêche et les usages en bois ; enfin, les dispositions nécessaires sont prises pour qu'aucune aliénation ou concession consentie par l'Etat ne puisse porter atteinte à tous ces droits acquis et reconnus.

Les terres appartenant à des particuliers non indigènes sont soumises à un régime d'enregistrement confié au conservateur des titres fonciers.

Quant aux terres cédées en propriété, en concession ou en location à des sociétés d'exploitation industrielle ou commerciale ainsi qu'aux compagnies de chemins de fer et aux missions religieuses, elles représentent une superficie très considérable, dont nous discernerons plus loin les divers modes d'affectation.

Reste le domaine privé de l'Etat, dénommé domaine national par un décret du 3 juin 1906 en tant qu'il comprend les biens administrés en régie par l'Etat.

Et, enfin, le domaine de la Fondation de la Couronne, soumis à un régime spécial d'affectation.

On a cherché à établir la quotité respective de ces diverses catégories de terres, sous réserve de ce qui est occupé par les populations indigènes.

Le domaine national comprendrait un peu plus de 1/4 de tout le territoire; le domaine de la Fondation de la Couronne, environ 1/9. Les parties restantes, déduction faite des terres vacantes inoccupées, des lacs, des marécages, etc., seraient réparties entre les propriétaires non indigènes, les missions religieuses, les sociétés exploitantes de chemins de fer et toutes autres sociétés concessionnaires.

Dans le relevé général, tel que nous le dressons, des terres mises en valeur sous des formes diverses, cette répartition se dessine avec une suffisante clarté sans qu'il soit utile de chercher à la représenter par des quotités. Elle est d'ailleurs essentiellement variable, le domaine national, pour ne citer que cet exemple, pouvant chaque jour être modifié suivant ce que l'Etat juge opportun de faire et une partie notable du territoire livré aux sociétés étant l'objet de concessions toutes temporaires.

A ces vastes étendues de terres, dont les produits végétaux d'exportation, tels que le caoutchouc, la gomme copale, etc., représentent une valeur considérable, viennent s'ajouter, pour constituer l'avoir immobilier, les gîtes minéraux et métallifères dont les travaux d'exploration et les prospections accomplis jusqu'à ce jour laissent déjà deviner l'importance. (Voir le rapport au Roi-Souverain du 22 mai 1907, aux pp. 120 à 124.)

II. — L'avoir immobilier comprend, en outre, les propriétés immobilières appartenant en Belgique à l'Etat Indépendant, de même que celles dont les titres lui ont été cédés par la Fondation de la Couronne en exécution de la convention du 24 décembre 1906. Il faut y ajouter enfin toutes les constructions, installations, appropriations ccrees ou acquises en Belgique même pour le compte de l'Etat et qui sont affectées à ses services.

III. — L'avoir mobilier, se composant des marchandises en dépôt ou en cours de route, de l'armement et de la flottille de l'Etat, du matériel de transport par terre, des valeurs de portefeuille, représente, de même que l'avoir immobilier, une grande richesse. L'exposé de la situation financière et budgétaire, qui forme l'un des chapitres de ce rapport, renferme à cet égard des évaluations qui sont très rassurantes, si on les rapproche du passif, qui est constaté.

Nous ne développerons pas davantage cette énumération, n'ayant en vue ici que la constatation de l'ensemble de l'avoir existant avec les charges qui le grèvent et les annexes du traité fournissant au complet toutes les données qui en constituent le détail.

Mais nous n'avons pas à dresser un simple bilan. Pour qu'il réponde à toute la réalité, il faudrait d'ailleurs y faire entrer, ainsi que la remarque en était déjà faite en 1895, l'estimation du résultat de tous les travaux, de tous les efforts, de toutes les dépenses qui ont été consacrés jusqu'à ce jour à l'exploration et à la mise en valeur des territoires congolais.

Afin de prendre un parti en pleine connaissance de cause, nous avons aussi à mesurer l'état de mise en valeur des possessions qui sont transférées à la Belgique.

Comme le disait excellemment l'exposé des motifs du traité de 1895, « une colonie vaut par la nation qui la possède tout ce que peuvent rapporter à ses citoyens les entreprises agricoles, commerciales ou industrielles qu'ils vont y exploiter, tout ce que peuvent donner de bénéfices aux industries de la mère-patrie les débouchés créés dans le domaine colonial ». De là ces deux questions du programme de 1895 dont nous avons reproduit les termes plus haut : « A quel point l'Etat a-t-il conduit son organisation intérieure ? A quel degré se sont développés les échanges commerciaux et les moyens de communication ? » De là, pour les mieux préciser, cette autre question encore : Cette mise en valeur conservera-t-elle ses avantages actuels ; quelles espérances peut-on concevoir au sujet de son développement et ne donnera-t-elle pas lieu un jour pour la mère-patrie à des charges qui pourraient être au-dessus de ses forces ?

Lors du traité de 1895, c'était la préoccupation dominante. Dans les conseils du gouvernement, la confiance l'emporta sur les craintes. Et cependant, que d'incertitudes diverses, que d'aléas, que de sujets d'infériorité au regard de la situation d'aujourd'hui.

A cette époque, on était en face d'un budget annuel de dépenses de 7,750,000 francs. Pour le couvrir, on se trouvait obligé de recourir à des recettes extraordinaires et l'on escomptait des réductions de dépenses pour se promettre d'assurer l'équilibre budgétaire de l'avenir. On basait surtout ses espérances sur le succès du chemin de fer de Stanley-Pool à la mer, qui n'était pourtant que partiellement construit.

« Nous avons la certitude, disait l'exposé des motifs de 1895, que le chemin de fer, à mesure de la mise en exploitation de ses sections successives et longtemps avant son complet achèvement, favorisera les entreprises commerciales et agricoles ; or, tout progrès réalisé par elles se traduira tout naturellement en une augmentation de recettes données par les impôts... Le commerce, au lieu de se borner, comme maintenant, aux seuls produits qui peuvent supporter les frais énormes d'un portage à dos d'hommes, trouvera un champ d'activité immense ouvert devant lui, et le moment alors ne sera certes pas éloigné où la colonie pourra subvenir elle-même à son budget. »

Telle était d'ailleurs, en 1890, l'importance attachée à l'influence des chemins de fer sur la vie économique du pays, que l'ajournement de la reprise du Congo à des temps meilleurs avait été justifié en partie par l'absence de toute voie de communication ferrée et que cinq ans plus tard on se fondait surtout sur les résultats obtenus par un commencement d'exploitation d'une ligne de chemin de fer pour prendre la décision contraire et s'engager résolument dans cette reprise.

Que de progrès et de transformations accomplis en ces douze dernières années. Un vaste réseau de voies ferrées projeté suivant des vues d'ensemble et en partie réalisé. Utilisation généralisée des voies d'eau au point qu'il n'est plus guère de cours d'eau navigable sur le-

quel ne circulent des embarcations à vapeur. Budget général annuel en recettes et en dépenses de plus de 37 millions au lieu du budget de 6 à 7 millions en 1895. Et tandis que l'on s'attachait alors à prévoir des réductions de dépenses et des économies et même que l'on s'attendait à devoir majorer les impositions, voici qu'il est pourvu maintenant au budget de 37 millions à l'aide de ressources obtenues dans des conditions normales et importations régulières, en dehors de l'imposte demandé au commerce.

Des capitaux privés engagés dans les diverses branches de l'activité économique à concurrence d'au moins 170 millions et un mouvement commercial tel que le commerce général a atteint, au cours de l'année 1906, 106,483,059 fr. 33 c., soit : exportations 76,789,358 fr. 86 c.; importations, 29,701,700 fr. 47 c.; et le commerce spécial, c'est-à-dire celui comprenant exclusivement, à la sortie, les produits originaires de l'Etat Indépendant et, à l'entrée, les marchandises déclarées pour la consommation de son territoire : 79,755,419 fr. 78 c., soit : exportations, 58,277,830 fr. 70 c.; importations, 21,477,589 fr. 8 centimes.

Que l'on compare ces chiffres avec ceux de l'année 1894, qui étaient respectivement de 1,031,804 francs et de 8,761,622 francs.

Enfin, au lieu des sociétés concessionnaires dont la situation est renseignée à l'annexe A du traité de 1895, au nombre de dix, et qui avaient procuré à l'Etat, à raison des arrangements conclus avec lui, compte aujourd'hui vingt grandes sociétés titulaires de concessions, dont l'importance se révèle, pour l'Etat, qui y est intéressé, par des valeurs de portefeuille estimées à 60 millions et donnant un revenu annuel de 5 millions pour 1907.

Il y a aujourd'hui quarante-huit sociétés belges, onze sociétés congolaises et vingt-neuf autres belges et congolaises, soit un total de quatre-vingt-huit sociétés. On ne comptait que six compagnies belges en 1891.

Nous pouvons nous dispenser de nous occuper ici du système de l'Etat mettant lui-même en valeur son domaine. Il n'est et ne pouvait être l'objet d'aucune disposition conventionnelle dans le traité de reprise, puisqu'il appartient à la catégorie des procédés de gouvernement de nature contingente et variable dans leur application.

C'est le rôle des sociétés concessionnaires qu'il nous importe de considérer, concessionnaires de pleine propriété ou seulement de location et d'exploitation ; la nature de leurs droits, de leurs obligations, les proportions dans lesquelles l'avenir de la colonie se trouve engagé par leur existence, au point de vue territorial et financier, les services qu'elles ont rendus et qu'elles sont encore appelées à rendre. Toutefois, l'action de l'Etat se trouve intimement liée au fonctionnement de la plupart d'entre elles que nous serons naturellement amenés à en caractériser incidemment la portée.

Les sociétés, dont les statuts ou les actes de concession sont reproduits à l'annexe A du traité, se divisent en plusieurs catégories suivant leur objet.

Les unes sont concessionnaires de chemins de fer ; les autres sont des sociétés d'exploitation forestière ou agricole ; les troisièmes sont concessionnaires de mines.

Concessions de chemins de fer.

Les conventions relatives aux concessions de chemins de fer pri-
ment les autres en importance.

Nous avons eu l'occasion de le faire remarquer en rappelant l'état
de la colonie à l'époque où elle était encore dépourvue de voies ferrées.

Elles se rattachent à trois groupes de concessions.

Les conventions datées du 9 novembre 1889, du 12 novembre 1901
et du 13 décembre 1904 concernent le chemin de fer de Matadi à
Léopoldville.

C'est la première voie ferrée construite au Congo. Commencée en
1890, elle fut achevée en 1898. On connaît le prodigieux essor de son
trafic et son influence énorme sur le développement de la colonie.

Pour accorder cette concession, l'Etat a fait application d'un dou-
ble procédé.

D'un côté, il a concédé l'exploitation du chemin de fer pour
99 ans, avec exclusion d'autres concessions pendant les vingt-cinq
premières années et droit de rachat à partir du 1^{er} juillet 1916.

D'un autre côté, il a cédé à la compagnie en pleine propriété une
zone de 200 mètres de profondeur de chaque côté de la voie ferrée,
ce qui donne une superficie d'environ 14,000 hectares, déduction faite
notamment des terres indigènes et des emplacements que l'Etat s'est
réservés pour ses besoins. Il a en outre concédé et vendu dans le bas-
sin de la Busira des terrains formant un bloc de 1,041,373 hectares à
la même compagnie contractant tant en son nom qu'au nom et pour
compte de la Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie
et de la Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo.

Cet abandon en propriété est certes très considérable. Mais on
était dans la période du début. Des capitaux importants étaient en-
gagés sans aucune garantie d'intérêt.

Le trésor public n'assumait aucune charge.

Le second groupe de conventions a trait à la concession des che-
mins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains. Ces con-
ventions sont datées du 4 janvier 1902 et du 22 juin 1903.

C'est donc encore à une compagnie privée que l'Etat fait appel,
mais les conditions de la concession diffèrent, en plusieurs points es-
sentiels, des stipulations de la concession du premier chemin de fer.

Les lignes sont concédées pour 99 ans. Seulement, c'est l'Etat lui-
même qui construit, en régie, la plate-forme de la voie. La compa-
gnie lui rembourse les travaux au prix de revient et lui fournit les
rails, ponts, matériel roulant, etc.

En outre, l'Etat garantit un minimum d'intérêt de 4 p. c., plus
l'amortissement en 99 ans, aux actions de capital de la société.

Ces avantages, qui sont notables pour la compagnie, ne paraissent
pas devoir peser sur les finances de l'Etat; en tout cas, les lignes con-
cédées sont pour l'avenir de la colonie de la plus haute importance,
ainsi que le fait clairement ressortir le rapport au Roi du 22 mai 1907,
page 161.

Il est à remarquer que l'Etat lui-même fait les études et arrête les tracés des lignes. C'est ainsi qu'il a fait exécuter d'abord la ligne de Stanleyville à Ponthierville, qui est déjà ouverte au trafic, et que la voie ferrée, qui va de Kindu vers Kongolo pour donner accès au bief du Lualaba supérieur, est en construction.

Une fois achevé, ce nouveau réseau constituera une importante voie de pénétration de 3,400 kilomètres, grâce auquel Matadi sera relié au Katanga.

Quant à la garantie d'intérêt et d'amortissement dont l'Etat a assumé la charge, en l'étendant même aux accroissements de capital, il résulte des versements effectués de 1903 à 1907 que l'Etat a dû remettre déjà une somme de 819,819 fr. 60 c. et que seul le dernier versement de 1907 s'est élevé à 365,116 fr. 32 c.

Mais ces sommes se récupéreront sûrement. En effet, dans la concession qu'il a faite à la société de 4 millions d'hectares pour 90 ans (et non en pleine propriété) ainsi que du droit de recherches minières et d'exploitation éventuelle des mines, l'Etat s'est réservé la moitié dans les bénéfices d'exploitation, tant du sol que du sous-sol. Il exploite d'ailleurs lui-même le sol pour compte commun, et déjà il a reçu pour sa part de bénéfices, en 1905, 526,660 fr. 29 c. et, en 1906, 463,552 fr. 33 c.

Ces avantages ne peuvent que s'accroître au fur et à mesure de la mise en exploitation de la ligne.

Le troisième groupe des concessions de chemins de fer a été l'objet du décret du 11 mars 1902 portant création de la Compagnie du chemin de fer de Katanga et de la convention du 5 novembre 1906 avec la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga.

Comme pour les deux autres réseaux, le système de la régie est écarté, mais la main de l'Etat s'y fait sentir dans une plus large mesure encore, tant au point de vue de l'autorité et des droits réservés au gouvernement que des charges et de la responsabilité assumées par lui.

Par un décret du 11 mars 1907, l'Etat avait confié à une compagnie l'étude d'une voie ferrée reliant la frontière méridionale du Katanga à un point situé sur le Lualaba. Mais, ainsi que le rappelle le rapport du Roi-Souverain du 22 mai 1907, pendant que cette étude, aujourd'hui près d'être achevée, se poursuivait, le gouvernement prenait lui-même l'initiative de travaux d'études ayant pour objet la construction d'une autre ligne établissant des communications directes et sans transbordement entre le Bas-Congo et le Katanga vers la Rhodésie.

L'importance croissante des découvertes minières du Katanga et le fait que des chemins de fer se dirigeaient au sud et à l'ouest vers cette région étaient, à ses yeux, des raisons majeures pour en agir ainsi.

De là, la création de la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga pour continuer les études commencées par l'Etat, pour construire et exploiter la ligne projetée se dirigeant du Stanley-Pool vers l'embouchure du Kwango, traversant le Kassai, se développant entre la Lukenie et le Kassai-Sankuru et atteignant enfin le Katanga dont les régions très fertiles seront ainsi mises en valeur.

Cette large conception comprend également un projet de ligne destiné à relier la région minière du Katanga à la ligne portugaise de Bengwela, actuellement en construction.

Pour s'assurer le concours de deux compagnies privées à de telles entreprises, l'Etat a dû certes contracter des engagements et consentir divers avantages. Il a souscrit 60 p. c. du capital de la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga ; il a promis de payer une commission de 10 p. c. à la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga sur les sommes dépensées.

Il a accordé à cette dernière le droit exclusif de recherches minières dans une vaste région du domaine de l'Etat et, en cas de découverte de gisements, il lui en a concédé l'exploitation pour 99 ans. Il a autorisé la création d'obligations de la dette publique à concurrence d'un capital nominal de 150 millions, sur lequel une première émission de 10 millions a déjà eu lieu.

Si les produits de l'exploitation ne sont pas suffisante pour couvrir les frais, l'Etat s'est engagé à les parfaire ; il garantit même un intérêt annuel de 4 p. c. au capital versé par la Compagnie dans le fonds de construction pour le cas d'insuffisance des produits de l'exploitation.

L'ouverture de ces puissantes voies de pénétration exige sans doute de fortes dépenses, mais elle fait naître les plus fermes et les plus belles espérances. La voie ferrée est, en effet, l'instrument de civilisation le plus puissant et l'indispensable outil du progrès économique.

Au surplus, l'Etat, par des conventions avec la société, a eu soin de s'assurer la moitié des bénéfices à provenir de l'exploitation des mines après paiement des intérêts des actions. Il participe pour moitié dans le surplus des bénéfices d'exploitation du chemin de fer, au delà de l'intérêt de 4 p. c. et après constitution des réserves prévues.

Enfin, en vue d'éviter les surprises et les imprévus, l'Etat s'est formellement réservé d'approuver les plans et d'indiquer lui-même l'ordre dans lequel seront entrepris et exécutés les travaux de chacun des chemins de fer projetés dans les conventions.

La compagnie ne construira que les tronçons de chemins susceptibles d'un trafic immédiatement rémunérateur. C'est ce qui est constaté dans le rapport au Roi-Souverain du 22 mai 1907 (page 164).

Il est à remarquer que l'intérêt de la compagnie est de construire en premier lieu les lignes d'un rapport certain et immédiat, puisqu'elle participe dans les bénéfices de l'exploitation.

L'Etat a même jugé nécessaire de prendre des mesures pour qu'elle ne néglige pas l'étendue et la construction de la ligne du Bas-Congo. Le littéra *a* de l'article 1^{er} de la Convention porte, en effet, qu'une première section de cette voie sera construite aussitôt que l'Etat en jugera les études terminées et l'article 4, littéra *b* porte qu'un tiers du premier fonds de construction sera réservé exclusivement à la ligne du Bas-Congo au Katanga.

Quant aux titres de l'emprunt, ils ne peuvent être émis qu'au fur et à mesure des dépenses engagées.

Pour compléter ce qui précède, il convient de mentionner les conventions intervenues avec la Société des chemins de fer vicinaux du Mayumbé.

Par une première convention du 21 septembre 1898, l'Etat a concédé à cette société un chemin de fer à construire entre Boma et la Lukula.

Par une convention des 25 mai/10 juin 1907, l'Etat a repris, à la date du 1^{er} août 1907, l'exploitation du dit chemin de fer aux risques et périls de la société et à certaines conditions.

Nous n'avons pas à signaler ni à apprécier ici les raisons qui ont amené cette reprise par l'Etat. Nous nous bornerons à constater que la société a obtenu, en même temps que sa concession, la propriété de 100,000 hectares qu'elle a plus tard aliénés, la concession pendant trente ans de cinq mines, ainsi que le droit d'exploiter pendant trente ans les forêts appartenant à l'Etat dans une bande de cinq kilomètres de largeur de chaque côté de la voie. En retour de ces concessions, l'Etat s'est assuré 25 p. c. des avantages et des bénéfices de l'exploitation des mines, après rémunération du capital, et 30 p. c. des bénéfices de la société après constitution de la réserve et paiement des intérêts du capital. Il ne paraît pas possible de trouver dans cette concession quelque chose qui soit défavorable aux intérêts de l'Etat.

En résumé, l'installation de grandes voies ferrées, suivant le plan dont nous venons de dégager les principaux éléments, constitue le premier et le plus puissant moyen de mise en valeur du Congo.

Les sociétés ou les particuliers qui ont obtenu de l'Etat des terres en pleine prospérité, en concession ou en location pour en exploiter les produits et principalement le caoutchouc, sont, de même que les compagnies de chemins de fer, énumérées dans l'annexe A du Traité et les documents qui les concernent y sont reproduits intégralement.

Nous sortirions du cadre de ce rapport si nous les analysions en détail ; mais nous avons ~ en signaler les traits les plus intéressants : ceux qui marquent la mesure dans laquelle l'avoir de l'Etat se trouve engagé.

Sociétés propriétaires.

Les sociétés et les particuliers qui ont obtenu, comme les compagnies de chemins de fer dont nous venons de parler, des concessions de terres en pleine propriété ne sont pas en grand nombre.

Quelques-unes de ces sociétés ont acheté des terrains dont les titres ont été l'objet d'un enregistrement officiel et que vise le n° 1 de l'annexe A. Tel est le cas, par exemple, de la Compagnie bruxelloise pour le commerce du Haut-Congo qui possède sur la rive gauche du Kwango un terrain dont l'apport lui a été fait lors de sa constitution par une société hollandaise.

Si cette société est mentionnée au III de l'annexe A sous le n° 7, c'est qu'elle a obtenu, en vertu d'une convention d'août-septembre 1905, la location à titre précaire de deux postes évacués par l'Etat, à la condition de payer une redevance annuelle de 10,000 francs.

Tel est aussi le cas de la Compagnie anversoise des plantations du Lubefu et de la Société équatoriale congolaise (Ikelemba), dont nous parlerons dans un instant.

La Compagnie du Katanga a obtenu, par une convention du 12 mars 1891, la pleine propriété d'un vaste territoire figuré sur la carte-plan annexée à la dite convention. L'Etat lui a cédé en outre, par la convention du 9 mai 1896, d'importants terrains à choisir par la compagnie le long de chacune des deux rives du Lomani, en aval de Bena-Kamba, mais elle a dû remettre en échange à l'Etat la partie des terres reçues en 1891, situées au nord du 5° parallèle sud.

La Société d'agriculture et de plantations au Congo a obtenu, à la suite d'une convention du 12 mai 1896, la pleine propriété de 30,000 hectares, avec faculté de les choisir en un ou plusieurs blocs parmi les terrains appartenant à l'Etat et situés à au moins 2 kilomètres de la limite des circonscriptions urbaines et du chemin de fer de Matadi au Stanley-Pool.

Il résulte d'un document du 22 juin 1899 que 20,000 hectares à prendre dans la propriété des 30,000 hectares ont été cédés à la Société Isangi. Nous verrons plus loin que cette dernière société a depuis lors donné en location ces 20,000 hectares à l'Abir (Convention du 21 novembre 1903) et que par une convention récente du 12 septembre 1906 l'Etat a repris lui-même toute l'exploitation de l'Abir.

La Compagnie anversoise des plantations du Lubefu a obtenu, par convention des 20-26 novembre 1897, la propriété de 1,000 hectares pour des plantations dans le bassin du Lubefu. Cette propriété est enregistrée en son nom. Elle a, en outre, l'option pour l'achat de 4,000 autres hectares.

Le prix a été fixé par hectare à 10 francs, payables en dix ans par annuité, sans intérêt. Neuf annuités de 1,000 francs chacune ont jusqu'ici été payées sur le prix de 1,000 hectares enregistrés. Il reste donc à payer 1,000 francs à Etat indépendamment des 40,000 francs dus sur les 4,000 hectares vendus en option.

Rappelons enfin que la société « American Congo Company » a obtenu, en vertu d'une décision du 5 novembre 1906, l'option pour dix ans de l'achat de 500,000 hectares à un prix qui ne sera pas supérieur à 20 francs l'hectare.

Aux termes de l'article 12 du décret du 27 février 1887, aucune société ne pourra posséder ou acquérir plus de 10,000 hectares sans autorisation expresse.

Les Sociétés agricoles du Mayumbé et Plantations de la Lukula ont été autorisées, par décrets spéciaux, à posséder plus de 10,000 hectares. Toutes les autres sociétés détenant des terres qui leur appartiennent en vertu de conventions directement conclues avec l'Etat n'ont pas été autorisées par des décrets spéciaux à posséder plus de 10,000 hectares, le décret autorisant ou approuvant les concessions en tenant lieu.

Quant à la Société Isangi, qui ne se trouve pas dans ce cas, il nous a été déclaré qu'elle devra être autorisée avant l'enregistrement des terres qui lui reviennent en vertu de ses arrangements avec la Société d'agriculture et de plantations.

Sociétés concessionnaires.

La Compagnie du Kassaï, créée par un décret du 24 décembre 1901 pour un terme de trente ans, a obtenu, par convention du 31 décembre 1901, le droit de récolter le caoutchouc, la gomme copal et tous autres produits végétaux du domaine de l'Etat, ainsi que l'ivoire dans le bassin du Kassaï, sur une étendue que l'on peut évaluer à 36 millions d'hectares et l'Etat s'est interdit de récolter ou d'acheter ces produits dans la même région.

On a critiqué la très grande étendue du champ d'action de la société. Il va sans dire qu'il faut en déduire les terres occupées par les indigènes. On peut répondre ensuite que la convention a limité la durée du droit accordé; que les statuts réservent à l'Etat une grande part d'autorité; que la moitié des parts bénéficiaires lui a été attribuée et qu'il a pu souscrire et a souscrit la moitié du capital, soit 2,010 actions au porteur.

La Compagnie du Katanga a été créée :

1^o Pour l'exploration de la partie de l'Etat Indépendant formant le bassin du haut Congo, en amont de Riba-Riba, au point de vue de la colonisation, de l'agriculture, du commerce et de l'exploitation minière;

2^o Pour l'étude générale des voies de communication par terre et par eau à établir dans le dit bassin;

3^o Pour la constitution, à l'aide de ses propres ressources ou par des sociétés spéciales, d'entreprises de colonisation ou d'exploitation du sol et du sous-sol dans la région explorée et la création, l'organisation et l'exploitation de services de transports.

On le voit, le champ d'action de cette compagnie est très vaste et très varié.

Mais c'est surtout comme compagnie d'exploitation minière qu'il est intéressant de l'envisager. Nous y reviendrons donc plus loin en nous occupant des concessions minières.

La Société congolaise Abir (ancienne société belge « Anglo-Belgian India Rubber and Exploration Company »), créée en 1892, a été autorisée par un décret du 2 février 1898. Par convention du 12 septembre 1906, l'Etat a repris la concession et les installations de la société contre l'obligation de lui remettre sur le quai d'Anvers et à des prix déterminés les produits qu'il a récoltés lui-même en régie dans la concession et ce jusqu'au 26 septembre 1952.

Tous les droits résultant de la convention du 21 novembre 1903 entre la Société Abir et la Société Isangi sont également cédés à l'Etat; mais celui-ci doit remettre à la Société Isangi, à la date du 31 décembre 1926, les 20,000 hectares qui sont sa propriété avec les bâtiments et les plantations qui pourront y exister à cette époque.

L'Etat est devenu de la sorte propriétaire de toutes les installations d'Afrique appartenant à la société; il possède, en outre, la moitié des parts sociales.

La Société anversoise du Commerce au Congo (Société congolaise, ancienne société belge du même nom, fondée en 1892) a été autorisée en 1898 et a fait, par une convention du 12 septembre 1906, avec l'Etat la même opération.

L'Etat lui a repris sa concession et toutes ses installations avec engagement de lui remettre sur quais à Anvers, à des prix déterminés, les produits qu'il aura récoltés lui-même, et ce jusqu'au 31 décembre 1952.

La concession expirera ainsi en 1952. L'Etat possède la moitié de l'avoir social.

Par une convention du 25 juillet 1894, MM. Fichefet frères ont obtenu la concession exclusive, pour vingt-cinq ans, de l'exploitation des bois dans trois blocs de 25 kilomètres de rive sur 1,000 mètres de profondeur dans le haut Congo et la région de Shiloango, et ce à partir du 25 juillet 1899. L'Etat a droit à une redevance de 10 francs par mètre cube exploité et, éventuellement, à une certaine part du prix de vente.

La Société d'Agriculture et de Plantations au Congo (baron de Stein) a obtenu, le 28 octobre 1896, l'autorisation exclusive de récolter le caoutchouc sur 282,600 hectares.

Cette autorisation a été, par accord des 9/12 février 1901, prolongée jusqu'au 31 décembre 1926 aux conditions fixées par la convention antérieure du 23 février 1898 au bénéfice de la Société Isangi, à laquelle, en 1891, la Société anonyme d'Agriculture et de Plantations a cédé ses droits.

Les documents produits n'indiquent pas les avantages assurés à l'Etat, sauf une représentation au sein du conseil d'administration. Mais le relevé des valeurs de portefeuille de l'Etat renseigne cinq cents parts sociales entièrement libérées et 125 obligations de 500 fr. de la Société d'Agriculture et de Plantations.

Le Comptoir commercial congolais, société congolaise (ancienne société belge du même nom, fondée en 1895) a été autorisé, par un décret du 1^{er} juin 1904, pour une durée de vingt ans et est en possession d'une concession d'exploitation du caoutchouc, etc., obtenue dans le bassin de la Wamba.

Par divers arrangements intervenus en 1907, la société a obtenu en outre, pour un laps de temps indéterminé, la location des postes abandonnés par l'Etat dans le Kwango et, en outre, la concession d'un droit de récolte non exclusif dans le Sud du Kwango.

En vertu des statuts de la société, l'Etat a le droit de reprise de la concession ; il a reçu 1,000 parts, soit le quart de l'avoir social, et 30,000 francs doivent être prélevés en premier lieu sur le bénéfice net à son profit.

La Compagnie bruxelloise pour le commerce du haut Congo a obtenu, par une convention d'août-septembre 1905, la location à titre précaire de deux postes évacués par l'Etat à Muene Dinga et à Kinzamba sans droit exclusif de récolte et moyennant un loyer annuel de 10,000 francs.

Il résulte d'une lettre du 13 novembre 1905 que la compagnie s'est

entendue avec la Société du comptoir commercial congolais en vue de l'exploitation pour compte commun, par les soins de cette dernière, des terrains que les deux sociétés ont à bail, en concession ou en toute propriété dans le district du Kwango oriental.

La Société équatoriale congolaise à Anvers (Ikelemba) a obtenu, en vertu d'une convention des 7/27 décembre 1899, la location, pendant vingt-cinq ans, de quatre terrains d'un hectare, pour la fondation de postes commerciaux et de 4,000 hectares pour établissement de cultures de rapport.

A titre de loyer, 4 p. c. sur les bénéfices nets sont attribués à l'Etat.

Une convention du 14/16 septembre 1904 avec M. A. Jacques lui donne la location, pendant vingt ans, de 3,000 hectares dans le Mayumbé pour plantations de palmiers. Les redevances dues à l'Etat de ce chef consistent dans le payement de 1 franc de loyer par hectare et par an, de 3 francs par tonne de noix palmistes et de 10 francs par tonne d'huile de palme exportée.

Une convention du 4 juin 1907 avec M. W. Langheld, de Berlin, lui donne le droit exclusif d'exploiter l'écorce des palétuviers, pendant quinze ans, sur la rive nord du fleuve, dans le bas Congo, avec faculté de renouveler le bail pour quinze ans encore; mais il est stipulé que, dans le délai d'un an, M. Langheld fera apport de ses droits à une société à constituer sous le régime de la loi de l'empire allemand, au capital minimum de 300,000 francs.

Les avantages réservés à l'Etat consistent en 25 p. c. du surplus des bénéfices après payement des intérêts.

L'American Congo Company, indépendamment de son droit d'option pour l'achat de 500,000 hectares (en partie dans le domaine de la Couronne), a obtenu :

1^o Le droit de récolte, pendant soixante ans, du caoutchouc et d'autres produits végétaux dans la région indiquée sur la carte jointe à la convention du 5 novembre 1906;

2^o Le droit de disposition, pendant deux ans, de deux blocs de 5,000 hectares pour faire des expériences de récolte de caoutchouc, aux endroits indiqués sur la carte.

L'Etat s'est réservé la nomination de la moitié des administrateurs. D'après le relevé des valeurs de portefeuille, il possède 2,500 actions privilégiées de 100 francs, libérées de 30 p. c., et 100 parts de fondateur libérées.

La Société internationale forestière et minière du Congo a été créée par un décret du 6 novembre 1906.

Nous en parlerons plus loin lorsque nous passerons en revue les sociétés concessionnaires de mines. Nous la citons ici parce que, l'article 6, litt. *e* et *d* de ses statuts lui concède l'exploitation agricole pendant nonante-neuf ans de cinq blocs de 100,000 hectares dans le domaine de la Couronne et de quatre blocs de 100,000 hectares dans une partie du domaine national dans la région indiquée à la carte annexée aux statuts.

La Société anonyme belge « Belgika » a obtenu, par une convention du 31 octobre 1907, l'option pendant cinq ans pour la location des

terres comprises dans l'île Bertha, près de Stanleyville. Ces terres sont destinées à l'établissement de toutes cultures tropicales, spécialement de cultures vivrières, de fermes pour l'élevage du bétail, etc.

Les baux à conclure auront une durée de vingt ans avec droit de renouvellement. Le loyer sera de 7 francs l'hectare pendant la première période de vingt ans pour une superficie d'environ 1,000 hectares.

L'Etat s'est réservé le droit d'acheter le tiers des divers produits au prix moyen du marché de la localité.

Le régime des concessions minières a fait l'objet des décrets organiques du 8 juin 1888, du 20 mars 1893 et du 22 juillet 1904. C'est une législation spéciale bien conçue.

La première société qui fut créée sous l'empire de cette législation est l'Union minière du haut Katanga.

Par une convention du 19 juin 1900, il a été créé un comité dit : Comité spécial du Katanga, chargé de diriger en participation l'exploitation de tous les terrains appartenant au domaine de l'Etat et à la Compagnie du Katanga dans une région déterminée.

Les documents annexés au traité renferment des renseignements complets sur le fonctionnement de ce comité substitué à la Compagnie du Katanga. Il serait trop long de les exposer ici, même en résumé. C'est pour exercer les droits miniers et les autres droits accessoires consentis par ce comité spécial et assurer la mise en valeur des richesses du sol et du sous-sol du Katanga que fut organisée la société dont il s'agit.

Une convention du 30 octobre 1906, intervenue entre le comité spécial et l'Union minière, attribue à celle-ci le droit d'exploiter, pendant trente ans, les gisements métallifères compris dans les périmètres et superficies déterminés dans la convention.

L'action de l'Etat sur cette exploitation est prépondérante. Il participe pour les deux tiers dans les bénéfices du comité spécial. En cas de liquidation, il doit rentrer en possession des deux tiers des terres et de l'avoir.

La période des recherches va bientôt faire place à la mise en exploitation même, et l'on se trouve, nous pouvons le dire sans exagération, en face de belles espérances.

La Compagnie du chemin de fer des Grands Lacs a obtenu l'autorisation de recherches minières, comme nous l'avons vu plus haut, ainsi que la concession éventuelle de l'exploitation des mines dans le territoire qui lui a été attribué.

De même, la Compagnie du chemin de fer du bas Congo au Katanga a obtenu, dans sa concession, le droit exclusif de recherches minières et l'exploitation pendant nonante-neuf ans des gisements découverts et la « Société des chemins de fer vicinaux du Mayumbé » possède la concession de cinq mines dans le bas Congo pendant trente ans, à partir du jour où elles seront signalées au gouvernement.

L'« American Congo Company » a, dans les 500,000 hectares qui lui sont cédés en option pendant dix ans, la concession des mines.

La « Société internationale forestière et minière du Congo » a ob-

tenu le droit exclusif de recherches minières, pendant six à douze ans, dans une partie des domaines de l'Etat et du domaine de la Couronne, et la concession pendant nonante-neuf ans des mines découvertes sur une surface totale 3,716,700 hectares dans le domaine de l'Etat ainsi que de vingt mines sur les trente premières découvertes dans le domaine de la Couronne.

Indépendamment des droits d'intervention du gouvernement auprès du conseil d'administration de la société, le domaine national possède 2,500 actions de capital entièrement libérées et 2,500 actions de dividende; la Fondation de la Couronne, 1,000 de capital et 1,000 de dividende, soit ensemble la moitié des actions de capital et de dividende.

Un décret du 20 juin 1907 a concédé à M. J.-G. Witheley le droit de recherches minières dans une région indiquée sur une carte annexée à ce décret. Ce droit est accordé pour six ans, à prendre cours à l'expiration des droits attribués dans la même région à la Société internationale forestière et minière.

En cas de découverte, la concession d'une mine lui est accordée pour nonante-neuf ans, la surface de la mine ne pouvant dépasser 10,000 hectares.

Par un autre décret du 21 juin 1907, une concession dans des conditions tout à fait analogues a été accordée à M. le docteur Forkel. Une carte annexée à ce décret indique le périmètre de la région concédée.

Dans l'énumération qui fait l'objet du II de l'annexe A du traité est mentionné, sous le numéro 21, le décret relatif à la Société pour le développement des territoires du bassin du lac Léopold II.

Ainsi que la déclaration en a été faite à la commission parlementaire, cet acte est légal. Il ne porte atteinte ni au droit de reprise reconnu au gouvernement belge, ni aux droits éventuels de souveraineté de la Belgique.

Aucune cession ou concession n'a été faite à la nouvelle société. Il ne lui en sera accordé aucune pendant les négociations actuellement en cours.

La société nouvelle n'obtient d'ailleurs aucun privilège exclusif.

Sous le numéro 23 de l'annexe A du traité sont mentionnés divers engagements, locations ou ventes portant sur des terres minima de 10 hectares.

Ils se rattachent pour la plupart à des négociations encore en cours avec divers particuliers, sociétés ou missions religieuses.

Il ne peut en résulter aucune charge pour l'Etat, sauf celle de mettre les requérants en possession de quelques parcelles de terres de peu d'étendue. Quant aux avantages que l'Etat peut en retirer, ils n'ont naturellement pas d'importance. Ils se borneront probablement à la perception du prix ou surtout du loyer de quelques parcelles de terre.

Tout ce que nous avons exposé jusqu'à présent se rattache à l'annexe A du traité dont l'intitulé déclare que les terres qui ne sont pas occupées par les populations indigènes ne sont grevées d'aucun droit, charge, hypothèque ni obligations de quelque nature que ce soit, sauf

ce qui est indiqué dans une longue énumération formant cette annexe.

Il semblerait, à première vue, que des réserves ainsi formulées en des modalités répétées sous les mots « charges, obligations, engagements, droits grevés » représentent un passif, une diminution, une soustraction de l'avoir immobilier et qu'elles sont l'opposé de l'actif.

Il n'en n'est nullement ainsi au fond.

Le passif proprement dit de la colonie est renseigné à l'annexe C et il fait l'objet de l'article 3 du traité.

L'occupation des terres par les habitants, les réserves qui leur sont assurées ne constituent pas des charges. Elles sont, au contraires, avec le domaine collectif de l'Etat, l'élément le plus normalement constitutif du territoire national.

Les propriétés occupées par les missions religieuses, dont toute la raison d'être réside dans le dévouement aux intérêts moraux et religieux de la population, ne sont-elles pas, au contraire, l'une des meilleures richesses de la nation?

Ces réflexions nous semblent tout particulièrement applicables aux conventions et actes de sociétés qui figurent dans l'annexe A sous la rubrique : charges et obligations diverses.

Crées par des conventions bilatérales, les associations industrielles et commerciales ont, sans doute, un côté onéreux pour l'Etat; il s'est lié envers elles, mais, à côté des charges se trouvent les droits, les avantages, les bénéfices qu'engendrent ces conventions.

Les chiffres des derniers comptes et du budget de 1907 en fournissent un éloquent témoignage.

Les recettes à provenir des « transports et produits d'arrangements avec des sociétés et divers » sont évaluées, au budget de 1907, à 7,800,000 francs et le revenu du portefeuille est estimé à 5 millions.

Les concessions accordées aux sociétés et aux particuliers, qui sont allés au Congo seconder l'action de l'Etat, n'ont pas été réglées suivant un type uniforme. Quelques-unes sont propriétaires des terres ou des forêts qu'elles exploitent; d'autres les possèdent en location ou en usufruit; certaines concessions, en très petit nombre d'ailleurs, sont définitives; la plupart sont temporaires. Cette variété n'est pas un mal. Il a fallu d'ailleurs tâtonner dans les débuts, se débattre avec les initiatives privées les plus louables sans doute, mais toujours défiantes et ombrageuses quant au sort de leurs capitaux.

En tout cas, il est un caractère qui leur est incontestablement commun, si on les envisage dans leur ensemble, c'est qu'elles sont extrêmement avantageuses pour le pays dont elles ont, avec le concours de l'Etat, créé l'outillage économique.

On peut se féliciter d'une telle situation. Elle comporte pour nous le bienfait capital d'une autonomie financière de la colonie fortement garantie, sans que l'avenir soit engagé au delà des ressources assurées.

Les initiatives privées ne sont pas entravées. Des mesures sont prises, elles pourront être développées encore, pour créer des plantations régulières, pour protéger la conservation des cultures et leur renouvellement.

Les entreprises minières font naître de grandes espérances ; la participation belge y prendra encore une part prépondérante ; le système de la prospection rationnelle y est heureusement appliqué.

Enfin, nous voulons le répéter encore une fois, l'importance primordiale de la création de grandes voies ferrées est comprise aussi bien qu'elle peut l'être.

On peut, certes, signaler des côtés faibles et il s'en trouve sans doute beaucoup dans une œuvre aussi colossale. On peut discuter le passé, émettre des vœux pour l'avenir. Les paroles et les critiques sont toujours plus commodes que les actes que l'on doit, pour leur accomplissement, savoir poursuivre avec une profonde et tenace énergie.

Notre mission consistait principalement à faire la constatation de l'état de choses existant, nous l'avons faite sincèrement, loyalement.

Elle ne consistait ni à critiquer ni à formuler des programmes, ou à suggérer des mesures nouvelles, mais à exposer ce qui est et ce qui a été fait.

CHAPITRE II. — *Situation internationale.*

Au point de vue de la situation internationale de l'Etat du Congo, trois questions essentielles s'imposaient à notre examen : la question des limites, celle de la neutralité et celle du régime économique conventionnel.

En ce qui concerne les limites, nous n'avons eu qu'à nous reporter aux annexes de l'Exposé des motifs du projet de loi de 1895. Elles reproduisaient les actes internationaux fixant les frontières de l'Etat ; ces actes n'ont pas été modifiés ultérieurement.

Nous avons inséré à la suite de ce rapport (annexe I) un note relative aux points qui restent à marquer sur le terrain, conformément aux stipulations des dits actes, ainsi que la nomenclature de tous les traités et conventions conclus par l'Etat Indépendant depuis 1895 (annexe II).

Au point de vue de la neutralité, on sait que l'Etat du Congo a fait usage, dans deux déclarations adressées aux puissances, la première le 1^{er} août 1885 et la seconde le 28 décembre 1894, du droit que lui a donné l'acte général de Berlin de se placer sous le régime de la neutralité perpétuelle.

L'Exposé des motifs du projet de loi de 1895, après avoir rappelé les déclarations faites à la Conférence de Berlin, a démontré que la neutralité belge et la neutralité du Congo, loin de s'exclure, se combinent et s'adaptent parfaitement.

En s'en rapportant aux travaux de ceux qui font autorité en la matière, on ne peut qu'arriver à cette conclusion que la neutralité congolaise appartient, comme la neutralité belge, à la catégorie des neutralités permanentes pures, c'est-à-dire qui ne sont modalisées par aucun tempérament que celui qui résulte de l'engagement d'observer une neutralité de principe à l'égard des conflits entre les autres Etats. Et c'est pourquoi, loin de se trouver en antagonisme, la neutralité belge et la neutralité congolaise se combinent indiscutablement quoi-

que la garantie des puissances, individuelle et forcée en ce qui concerne la première, ne soit que facultative en ce qui regarde la seconde.

D'ailleurs, ni la Convention du 3 juillet 1890 qui prévoit la reprise du Congo par la Belgique, ni le projet de Convention de reprise de 1895, n'ont au point de vue de la neutralité belge rencontré aucune objection de la part des autres puissances.

* * *

Au point de vue du régime économique conventionnel, c'est-à-dire de la condition créée aux indigènes et aux étrangers, notre attention a été retenue par les très nombreuses mesures législatives qui ont été inspirées par les déclarations de l'acte général de la Conférence de Berlin.

En ce qui regarde les indigènes, l'acte général de Berlin dit, en son article 6, « que toutes les puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs ».

L'Exposé des motifs du projet de loi de 1895, en parlant de la lutte contre l'esclavage et la traite, a rappelé l'énorme effort qui avait déjà été fait alors. Cet effort, poursuivi depuis sans relâche avec le concours de dévouements que l'on ne saurait trop célébrer, a été couronné du succès que l'on sait.

La législation de l'Etat du Congo montre combien le souci de combattre ces deux fléaux a été constant.

Dès 1891, un décret du Roi-Souverain, en date du 1^{er} juillet, pris en exécution de l'article 5 de l'acte général de la Conférence de Bruxelles en vue de réprimer la capture des esclaves et les opérations de traite, frappe de peines sévères, les bailleurs de fonds pour les entreprises de traite, les recéleurs d'esclaves, les usurpateurs de pavillon pour pratiquer la traite, les associations formées dans un but de traite, les auteurs de mutilations et de tortures corporelles, ainsi que les complices des crimes et délits relatifs à la traite.

Quant à la lutte contre les ravages que font les spiritueux et qui, ainsi que l'expérience l'a démontré, ne sont nulle part plus grands que dans les pays tropicaux, l'Etat du Congo a toujours été à la tête du mouvement de répression et il est à peine besoin de rappeler sa participation active à la toute récente Conférence internationale qui s'est tenue à Bruxelles, au mois de novembre 1906. Désormais, en dehors de la zone de prohibition, le droit d'entrée sur les spiritueux ne pourra être inférieur à 100 francs par hectolitre.

Il y a lieu de rappeler, au sujet de cette mesure aussi désintéressée qu'humanitaire, qu'ainsi que l'a fait justement constaté le rapport de la commission d'enquête, daté du 30 octobre 1905, l'Etat Indépendant aurait pu, s'il l'avait voulu, obvier aux grandes difficultés d'obtenir du travail du nègre en autorisant la libre entrée de l'alcool sur

son territoire. L'alcool ne serait que trop rapidement devenu pour le noir un besoin impérieux qu'il eût voulu satisfaire à tout prix d'un effort physique auquel répugne son indolence naturelle.

Mais l'Etat n'a pas songé un instant à se servir d'un aussi puissant levier, et c'est avec la suppression de l'esclavage, son plus beau titre de gloire.

C'est encore la préoccupation du sort des indigènes que nous avons retrouvée dans les décrets du 3 juin 1906, au premier rang desquels il convient de citer ceux relatifs aux terres indigènes, aux chefferies, aux enfants indigènes et à la tutelle de l'Etat, aux écoles professionnelles aux moyens de combattre la terrible maladie du sommeil, etc.

Nous pourrions rappeler encore les instructions du 8 septembre 1906 auxquelles nous n'emprunterons que ces lignes qui suffisent à en caractériser la haute portée :

« Le décret garantit aux indigènes la jouissance des terres occupées par eux, quelle que soit la forme de cette occupation et quelles que soient les formes tangibles sous lesquelles se concrète l'utilisation, qu'elle soit individuelle ou collective.

» Ce que la loi garantit aux indigènes, c'est la continuation de cette occupation avec les avantages qu'ils en retiraient : peu importe la forme de ces avantages, qu'ils consistent en cueillette, passage, exploitation du sous-sol, etc... »

Enfin, l'article 1^{er} du projet de traité donne une nouvelle consécration à toutes ces mesures généreuses en stipulant l'engagement de respecter les droits reconnus aux indigènes.

Quand nous en sommes arrivés à étudier la condition créée au Congo aux étrangers, nous avons constaté qu'ainsi qu'il était déjà dit dans l'Exposé des motifs du projet de loi de 1895, ils sont assimilés de plein droit aux nationaux sous le rapport civil et commercial ; qu'ils jouissent des mêmes garanties pour leurs personnes et pour leurs biens ; que toutes les professions et industries leur sont ouvertes ; qu'ils peuvent acquérir et transmettre toute espèce de propriété. Tout traitement différentiel est interdit à l'égard des navires comme des marchandises.

L'article 7 du livre II du Code civil congolais résume et consacre toutes ces garanties. Il est ainsi libellé :

« L'étranger jouit de la plénitude des droits civils. Il est protégé, dans sa personne et dans ses biens, au même titre que les nationaux. »

Une stipulation de l'Acte général de Berlin, insérée en tête de l'article 1^{er}, a décrété que le commerce de toutes les nations jouirait au Congo d'une complète liberté. Cette liberté, nous la trouvons formellement garantie par le Code pénal congolais auquel nous empruntons cet extrait :

« Art. 57. — Seront punis..., ceux qui, soit par violences, injures, menaces ou rassemblements, soit en prononçant des amendes, défenses, interdictions ou toutes proscriptions quelconques, auront porté atteinte à la liberté du commerce et de la navigation, dans le but soit d'arrêter les caravanes de commerce sur les chemins publics, soit d'entraver la liberté du trafic par terre ou par eau ou le libre recru-

tement des caravanes ou des porteurs, soit d'interrompre les communications par terre ou par eau. »

Enfin, quant aux tarifs douaniers, il convient de rappeler que les droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, excluent tout tarif différentiel. Aucun droit de transit n'a été créé et aucun obstacle n'a été mis à la circulation des marchandises, quelle que soit leur provenance, ainsi que le constate le rapport des secrétaires généraux au Roi-Souverain en date du 3 juin 1906.

CHAPITRE III. -- Situation financière et budget colonial.

Envisagée dans son ensemble, la situation financière de l'Etat Indépendant du Congo peut se résumer ainsi :

Passif peu considérable, largement couvert par l'actif ;

Equilibre budgétaire actuellement assuré par les ressources propres de la colonie.

Le passif de l'Etat comprend sa dette et les autres engagements contractés envers des tiers sous la forme de garantie d'intérêt.

La dette de l'Etat s'élève à 110 millions, chiffre rond.

Qu'est-ce qu'une dette de 110 millions au regard de l'œuvre d'exploration, de civilisation et de mise en valeur, qui a ouvert à l'activité économique ces immenses étendues ? Pour s'expliquer le peu d'importance de cette mise de fonds, il faut se rappeler tous les travaux, les dévouements, les sacrifices de tout ordre qui forment, si l'on peut dire, à côté de la dette pécuniaire, la dette morale de la colonie. Il faut considérer, d'autre part, que la méthode suivie a consisté à recourir pour une large part à l'initiative privée, afin de réaliser la mise à fruit des richesses naturelles. C'est le système des concessions qui, en associant la coopération des capitaux privés et des énergies individuelles à l'action persévérente du gouvernement, a dispensé celui-ci de recourir aux emprunts dans une mesure qui lui eût été onéreuse.

En se réservant, au surplus, une part équitable dans les bénéfices réalisés par les entreprises auxquelles des concessions étaient accordées, l'Etat Indépendant a su s'assurer d'importants revenus.

Consolidant enfin, grâce au domaine national, les ressources nécessaires à l'accomplissement du but qu'il s'est assigné : l'intérêt de la civilisation en Afrique, l'Auguste Fondateur de l'Etat Indépendant a entendu asseoir sur des bases définitives l'avenir financier de son œuvre.

Examinons dans le détail les éléments de cette situation que nous venons de considérer d'un point de vue général.

I. — Actif et passif.

Aux termes de l'article 2 du traité de cession, celle-ci comprend tout l'avoir immobilier et mobilier de l'Etat Indépendant.

L'annexe B présente l'énumération des valeurs composant l'actif *stricto sensu*, c'est-à-dire les biens acquis à titre onéreux ou à la suite

d'opérations diverses et de conventions. Elles sont détaillées sous les rubriques suivantes :

1. Marchandises expédiées d'Europe et en cours de route	fr.	4,884,340	"
2. Armement de l'Etat		4,133,859	"
3. Produits du domaine non réalisés		9,905,000	"
4. Flottille de l'Etat		10,519,600	"
5. Matériel de transport par terre		633,500	"
6. Propriétés immobilières en Belgique de l'Etat Indépendant		600,000	"
7. Propriétés immobilières reprises de la Fondation de la Couronne		18,915,170	73

A cette somme de 18,900,000 francs représentant la valeur des immeubles cédés à l'Etat Indépendant par la Fondation de la Couronne en exécution de la convention du 24 décembre 1906, il y a lieu d'ajouter la valeur des autres immeubles, à concurrence d'une somme de 12 millions, qui doivent encore être cédés par la fondation afin de liquider la dette contractée par elle envers l'Etat

12,000,000 "

Conformément au but de la Fondation, ces divers immeubles ont pour destination d'une part d'être affectés à des travaux d'utilité publique intéressant la Belgique et, d'autre part, d'augmenter le domaine national en Belgique. La cession n'a en rien modifié cette affectation.

8. Valeurs de portefeuille 59,788,796 03

Les titres mobiliers ont été estimés d'après le cours de la Bourse à la date de la rédaction des annexes. La cote de ces valeurs a largement participé à la baisse générale survenue ces derniers mois.

Il conviendrait, pour compléter l'estimation, d'y ajouter la valeur capitalisée des redevances annuelles dues à l'Etat par la Société Comptoir commercial congolais et la Compagnie du Lomami.

La première de ces redevances est fixe et s'élève à 30,000 francs ; la seconde, calculée à raison de 25 p. c. du bénéfice net, a donné lieu, pour les quatre dernières années, aux versements ci-après :

Exercice 1902-1903.	fr.	94,091	30
— 1903-1904.		108,074	09
— 1904-1905.		109,213	80
— 1905-1906.		38,221	95
Moyenne . . . fr.		87,400	"

Mais il est impossible de chiffrer exactement la valeur actuelle en capital de ces redevances, étant

donné, d'une part, le caractère variable de la seconde d'entre elles, d'autre part, l'incertitude de leur durée, qui n'est pas définie.

Nous nous bornerons donc à constater que, d'après la moyenne ci-dessus, elles représentent, au taux de 5 p. c., le revenu d'un capital de 2,348,000 francs.

Enfin, l'Etat possède les deux tiers de tout l'avoir du comité spécial du Katanga; il n'est pas possible non plus, à l'heure actuelle, de chiffrer une évaluation à cet égard;

9. Avances remboursables faites au fonds de garantie de l'emprunt à lots de 1888, conformément à ce qui est expliqué ci-après	956,672 65
---	------------

Total de l'actif fr.	122,336,947 41
------------------------------	----------------

L'article 3 du traité porte que la cession comprend tout le passif et tous les engagements financiers de l'Etat Indépendant.

La déclaration formant l'annexe C détermine les obligations dérivant de cette clause; en voici l'analyse :

1. Emprunt à lots. — Cet emprunt ne figure à l'inventaire que pour mémoire en quelque sorte; il n'en résulte pour l'Etat aucune charge. On sait qu'aux termes d'un décret du Roi-Souverain du 7 février 1888, l'Etat Indépendant a créé une dette dont le service est assuré au moyen d'un fonds spécial d'amortissement qui est la propriété des possesseurs de titres et est géré pour leur compte par un comité permanent composé de délégués de l'Etat et de délégués des établissements financiers qui ont pris part à l'émission.

L'emprunt est au capital de 150 millions. Il n'a été placé jusqu'à ce jour que 916,875 obligations dont 901,616 restent en circulation. Des établissements financiers ont option jusqu'au 31 décembre 1909 pour la livraison du soldé.

La totalité des 1,500,000 titres que comprenait le plan de l'emprunt n'ayant pas été émise, il en résulte qu'aux tirages au sort successifs le hasard favorise tantôt les lots qui sont aux mains du public, tantôt ceux qui n'ont pas été placés. Comme la non-émission totale de l'emprunt ne peut porter préjudice à la solidité du fonds d'amortissement, il a été entendu entre le gouvernement de l'Etat Indépendant et le comité permanent chargé de la gestion de ce fonds que, lorsque la première éventualité se présenterait — celle où le sort favorise les titres émis — l'Etat comblera l'insuffisance créée de ce chef au fond d'amortissement en faisant à celui-ci une avance qui lui sera remboursée lorsque, l'éventualité contraire se produisant, le hasard des tirages amènera une situation inverse. Comme on l'a vu plus haut, les avances faites au fonds de garantie jusqu'à ce jour s'élèvent à 956,672 fr. 65 centimes.

2. Arrangements faits avec les anciens membres du comité d'études du haut Congo. — En vertu d'un décret du Roi-Souverain du 5 juillet 1887, des obligations au porteur produisant un intérêt de 2 1/2 p.c.

ont été créées au profit des anciens membres et souscripteurs du comité d'études du haut Congo, en représentation des dépenses qui avaient été faites par eux et dont les résultats ont été cédés à l'Etat Indépendant. Le capital nominal de cette dette, s'élevant au total de 11,087,000 francs, comprenait les sommes que le Roi lui-même avait versées au comité d'études. Le Roi a entendu renoncer au remboursement de ces sommes ; les obligations correspondant aux versements fournis par Sa Majesté ont été annulés. Un capital de 422,000 francs seulement reste en circulation.

3. Avances à l'Etat belge. — Une somme de 25 millions a été avancée à l'Etat Indépendant en vertu de la convention du 3 juillet 1890 approuvée par la loi du 4 août suivant ; à cette somme est venue s'ajouter une avance de fr. 6,847,376.12, autorisée par la loi du 29 juin 1895. L'annexion entraîne la suppression de la créance : aux termes de la loi du 10 août 1901, les obligations financières contractées par l'Etat Indépendant à raison des actes précités ne reprenaient leur cours que dans le cas et à partir du moment où la Belgique renoncerait à la faculté d'annexion.

4. et 5. Emprunts de 1,500,000 et 12,500,000 francs à 4 p. c. contractés en vue de travaux extraordinaires d'utilité publique. (Décrets du 17 octobre 1896 et du 14 juin 1898.)

6. Emprunt de 50 millions à 4 p. c. en vue du même objet. (Décret du 15 octobre 1901.)

7. Garantie d'un minimum d'intérêt de 4 p. c. plus l'amortissement en nonante-neuf ans accordée aux actions de capital de la société anonyme belge « Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains ». (Convention du 24 décembre 1901.)

8. Emprunt de 30 millions à 3 p. c. pour la continuation des travaux d'utilité publique. (Décret du 1^{er} février 1904.)

9. Emprunt de 10 millions à 4 p. c., à valoir sur l'émission de 150 millions décrétée le 3 juin 1906 en vue de l'exécution de chemins de fer. (Décret du 9 novembre 1906.)

10. Emission de bons de Trésor à concurrence d'un capital nominal de 2,040,000 francs à 4 p. c., à valoir sur l'emprunt de 8 millions à 4 p. c. affecté à l'achèvement des travaux de construction et d'ameublement du musée de Tervueren et à l'entreprise de ceux de l'école mondiale.

11. Emprunt provisoire	fr.	3,914,450	»
Le budget extraordinaire s'élève à	fr.	5,714,450	»

L'article 4 du décret qui fixe les budgets de cet exercice stipule que les dépenses extraordinaires seront couvertes par l'emprunt.

L'émission de bons du Trésor, mentionnée au 10 ci-dessus, est destinée à faire face aux dépenses relatives au musée de Tervueren ; celles-ci sont comprises dans le budget extraordinaire pour

1,800,000	»
-----------	---

Il restait donc à créer des ressources pour couvrir le surplus, soit

fr.	3,914,000	»
-----	-----------	---

L'emprunt provisoire qui a été contracté à cet effet sera consolidé ultérieurement ; mais il convient, dès à présent, de l'ajouter au montant de la dette émise.

12. Caisse d'épargne de l'Etat du Congo. — Le total des obligations incombant à cette Caisse au 31 décembre 1906 était de 2 millions 600,082 fr. 21 c. ; il s'élèvera vraisemblablement à la fin de l'année à 3 millions.

Conformément au décret qui a institué la Caisse d'épargne, les fonds ont été affectés, jusqu'à concurrence de fr. 956,672,65, aux avances faites au fonds de garantie de l'emprunt à lots de 1888 — avances qui figurent à l'actif de l'Etat Indépendant — et le surplus aux opérations de la Trésorerie générale et des comptables de l'Etat.

13. Fonds de tiers, 1,200,000 francs.

Les charges existant du chef de ce compte résultent du dépôt de cautionnements, de fonds destinés à opérer des virements entre l'Europe et l'Afrique, de successions ouvertes, etc.

14. Avances à faire au comité spécial du Katanga en vertu de la convention du 25 juin 1903. On voit à l'inventaire de l'actif (annexe B) que ces avances ont atteint jusqu'ici fr. 4,531,371.03.

En résumé, la situation de la dette de l'Etat Indépendant y compris les émissions correspondant aux avances faites à la Fondation de la Couronne et remboursées par celle-ci en immeubles, se présente ainsi qu'il suit :

2 1/2 p. c. 1887	fr.	422,200	10,555
4 p. c. 1896		1,500,000	60,000
4 — 1898		12,500,000	500,000
4 — 1901		50,000,000	2,042,050
3 — 1904		30,000,000	900,000
4 — 1906		10,000,555	400,000
Bons du Trésor 4 p. c.		2,040,000	81,600
Emprunt provisoire		3,914,450	150,500
	Fr.	110,376,650	4,150,705

En ajoutant à la somme de fr. 110,376,650 " les dettes reprises sous les n°s 12 et 13 ci-dessus, soit 4,200,000 " on constate que le passif de l'Etat Indépendant s'élève à 114,576,650 "

Des divers emprunts consolidés, seul le 4 p. c. 1901 est amortissable ; il est pourvu d'une dotation qui assure l'extinction du capital en 99 ans.

Au point de vue des possibilités de conversion des dettes à 4 p. c., les particularités suivantes sont à signaler :

Le 4 p. c. 1896 et le 4 p. c. 1898 sont inconvertibles pendant dix ans à partir du 1^{er} juillet 1898 ;

Le 4 p. c. 1901 est inconvertible jusqu'en 1922 ;

Le 4 p. c. 1906 est échangeable, titre contre titre, contre du 3 p. c. belge, en cas de reprise, pendant un délai de cinq ans.

En outre, l'Etat Indépendant est redevable d'annuités dues pour le rachat à divers de bateaux, du pier de Boma, d'un tramway et d'un hôtel dans cette dernière ville ; ces annuités, dont la durée est encore de 6, 7, 10 et 12 années et qui figurent annuellement au budget, s'élèvent ensemble à fr. 139,642.33.

II. — *Le budget.*

L'exposé des motifs du projet de loi du 12 février 1895 indiquait la distinction qu'il importe de faire, dans l'appréciation de la valeur d'une colonie, entre les bénéfices qu'elle procure à la mère-patrie dans l'ordre économique, en tant que champ nouveau d'exploitation et débouché ouvert au commerce, et la manière dont se présente le budget de l'Etat. Le fait que la gestion administrative d'une colonie entraînerait quelques charges pour le budget de la métropole n'autorise, en effet, aucune conclusion quant au retentissement que la possession de cette colonie peut exercer sur la fortune du pays.

Tout en établissant cette distinction rationnelle, il faut cependant reconnaître l'intérêt qui s'attache à éviter que la situation budgétaire de la colonie constitue, pour les finances publiques de la métropole, un élément perturbateur.

L'examen auquel le projet de reprise du Congo a donné lieu aboutit, sous ce rapport, à des conclusions rassurantes.

Sorti de la période des débuts, le Congo est sorti en même temps de la période des déficits budgétaires. Et non seulement l'Etat Indépendant a pu, dans ces dernières années, suffire aux besoins généraux de l'administration sans recourir à l'emprunt, mais il a réalisé encore, au moyen des seules ressources ordinaires, d'importants bonis.

L'exercice 1905, dont le compte général a été publié dans le *Bulletin officiel* de 1906, s'est clôturé, au service ordinaire, par un excédent de recettes de fr. 3,184,245.20 (1). Le compte de 1906 accuse de même un excédent de fr. 2,592,256.10, déduction faite du boni de 1905 porté en recettes. Quant au budget de 1907, il est arrêté avec un excédent de recettes de 100,000 francs environ.

Toute œuvre de colonisation à ses débuts comporte ce que l'on peut appeler les dépenses de premier établissement : tout est à créer, tout est à organiser, et l'on sait notamment ce qu'il en a coûté, au Congo, pour réaliser la pacification et extirper du territoire le fléau de la domination arabe. La large générosité du Roi-Souverain, l'appui de la Belgique ont permis de faire face aux difficultés financières de cette période initiale. Ces sacrifices ont porté leurs fruits avec une promptitude qui atteste combien étaient justifiées les espérances que l'on fondait sur le jeune Etat africain : cet Etat, dès aujourd'hui, se suffit à lui-même.

Le budget de 1907 présente, comparativement à celui de 1906 :

En recettes, une augmentation de 4,400,000 francs;

En dépenses, une augmentation de 6,900,000 francs, chiffres ronds.

L'augmentation des recettes porte à concurrence de 4 millions sur le poste : Transports et produit d'arrangements avec des sociétés et

divers ; c'est la conséquence de la mise en vigueur des arrangements pris avec les sociétés en matière de transports et d'exploitation. On prévoit 900,000 francs de plus pour le produit du portefeuille ; l'évaluation du produit du domaine national est inférieure de 500,000 fr. au résultat de 1906.

L'augmentation des dépenses se rattache notamment aux services ci-après :

Dette publique : Accroissement des charges de la dette du chef des émissions de titres réalisées en 1906 : 1,230,000 francs.

Travaux publics : Impulsion donnée aux travaux d'utilité publique, particulièrement en matière d'installations télégraphiques et téléphoniques, de routes pour automobiles : en plus, 700,000 francs.

Agriculture : Création de plantations et accroissement du cheptel de l'Etat : en plus, 460,000 francs.

Exploitation du domaine de l'Etat : en plus, 565,000 francs.

Force publique : en plus, 400,000 francs.

Marine : en plus, 70,000 francs.

Missions diverses : en plus, 250,000 francs.

Finances : Développement des services administratifs d'Afrique : en plus, 570,000 francs.

Postes et navigation : en plus, 100,000 francs.

Justice : Augmentation, 370,000 francs.

Cultes : Augmentation, 60,000 francs.

Au poste : Transports pour compte de sociétés commerciales apparaît une augmentation de 1,925,000 francs du chef des dépenses dérivant des conventions prérappelées et auxquelles se rattache, d'autre part, l'accroissement de recettes de 4 millions qui a été indiqué. Il ne faudrait pas, du rapprochement de ces deux chiffres, induire que l'Etat réalise, sur les arrangements conclus avec des tiers, un bénéfice égal à la différence : la plupart des chapitres du budget comportent, confondus avec les dépenses propres à l'Etat, des crédits se rapportant au service des transports et de l'exploitation ; les services de la force publique, des travaux publics, de l'exploitation du domaine, des postes et de la navigation, des finances, y participent à des degrés divers.



Un point frappera tout d'abord : c'est l'importance de ces chiffres comparativement à ceux auxquels atteignait le budget à l'époque où fut présenté le premier traité de cession.

Le budget de 1895 ne dépassait pas en recettes 6 millions, y compris 2 millions d'avances du Trésor belge et 1 million versé par le Roi-Souverain ; en dépenses, il atteignait 7,370,000 francs : il y avait donc encore à combler un déficit de près de 1 1/2 million. Les douanes rapportaient 1,200,000 francs ; le domaine, 1,250,000 francs.

En 1907, recettes et dépenses atteignent 36 millions, et le budget se solde par un léger boni. Les douanes donnent plus de 6 millions, le domaine et le portefeuille procurent un revenu de 21 millions.

Ces chiffres mesurent le chemin parcouru dans une période de dix années; ils ont l'éloquence d'un fait.

Le budget du Congo est exempt du poids mort qui embarrasse les finances de tant d'Etats : sa dette publique, qui comprend, nous l'avons dit, les capitaux correspondant aux avances faites à la Fondation de la Couronne, et dont celle-ci s'est libérée, ainsi qu'il a été expliqué, ne dépasse guère 110 millions. Et cette dette, faible en soi, ne grève nullement le budget; la charge qui, pour 1907, atteint, comme nous l'avons établi plus haut, environ 4 millions, est largement compensée par le revenu que l'Etat retire de sa participation dans les diverses entreprises auxquelles il s'est intéressé. Ce revenu, en effet, qui s'est chiffré à 3 1/2 millions en 1905 et à 4 millions en 1906, ne sera pas inférieur cette année à 5 millions.

La dette laissée par l'Etat Indépendant ne doit donc peser en rien sur le contribuable belge, et ainsi se réalise la volonté souvent exprimée par le Roi « de procurer sans débours le Congo à la Belgique ».

Les dépenses d'administration trouvent leur compensation dans le produit des douanes d'une part, dans celui du domaine national de l'autre.

Celui-ci rapporte actuellement 16 millions environ. Ce revenu est procuré principalement par l'exploitation des richesses forestières naturelles. Il est susceptible de vastes accroissements; sur les terres vagues dont l'Etat peut revendiquer la possession, des forêts sont à créer d'après un système qui facilite une exploitation rationnelle. Outre que le travail des indigènes employés à cette exploitation s'en trouvera allégé, la productivité du domaine national pourra recevoir de la sorte des extensions compensatrices de l'augmentation éventuelle des dépenses budgétaires.

CHAPITRE IV. — *Régime des fondations.*

D'après le projet de convention de reprise, la cession comprend, parmi l'avoird immobilier de l'Etat Indépendant, la propriété de toutes les terres appartenant à son domaine public ou privé, sous réserve des dispositions et obligations indiquées dans l'annexe A.

Au Congo, où l'Etat Indépendant, quand il est entré dans la famille des nations, n'a guère trouvé que des terres vacantes, à côté des occupations indigènes, cette forme primitive de la propriété collective reposant sur la tête du chef, la notion de la souveraineté et celle de la propriété se confondent au début. Aussi l'annexe A, pour déterminer les terres dépendant du domaine que la cession va faire passer dans le patrimoine de la Belgique, procède par voie d'exclusion plutôt que d'énumération. Le droit de disposition du Souverain sur toutes les terres qui ne sont pas occupées par les populations indigènes et sur les mines non exploitées étant posé en principe, l'annexe se borne à spécifier les droits, charges, hypothèques et obligations de quelque nature que ce soit dont l'Etat a grecé son domaine et dont il entend imposer le respect à son concessionnaire.

Ce sont :

1. Les droits de propriété ou de jouissance constatés au profit de particuliers ou de sociétés par un enregistrement officiel.

Aucune explication ne paraît nécessaire. Le transfert de la souveraineté ne saurait porter atteinte aux droits privés de propriété ou de jouissance reconnus par une inscription aux livres fonciers. Pour le détail de ces ventes, location ou concession, l'annexe renvoie avec raison au livre d'enregistrement tenu par le conservateur des titres fonciers.

II. Les droits de propriété et de jouissance au profit des missions religieuses ayant reçu la personnification civile. En vertu d'un décret du 28 décembre 1888, les associations privées qui ont pour but de s'occuper d'œuvres religieuses, scientifiques ou philanthropiques, peuvent, par décret spécial, recevoir la personnification civile dans les limites et aux conditions que le décret détermine. C'est ainsi que les missions religieuses catholiques ou protestantes ont acquis les droits de propriété ou de jouissance dont l'annexe A fournit l'énumération. Quand on compare cette énumération à celle fournie pour le même objet par l'exposé des motifs du projet de loi portant approbation du traité de 1895, on est frappé de l'extension donnée au champ d'action des missions au cours de ces douze dernières années, et l'on est heureux de constater la part chaque jour plus considérable que les missions prennent à l'œuvre de la régénération de la race africaine.

Les droits de propriété ou de jouissance des missions, tels qu'ils sont définis par les actes qui les leur concèdent, ne sont susceptibles d'aucune contestation. Ils demeurent attachés à la personnification civile elle-même.

III. Les charges et les obligations diverses résultant des Conventions et des actes que l'annexe A spécifie.

Ici encore il s'agit de droits civils acquis, reconnus dans la forme la plus légale par voie de concession à des compagnies de chemin de fer, de commerce ou d'exploitation de mines. La cession laisse ces droits intacts et intangibles.

Mais s'il ne saurait être question de mettre en doute l'obligation de les respecter, on peut se demander si l'existence de ces concessions n'est pas de nature à entraîner des charges pour l'Etat ou si, au contraire, elle constitue, pour son développement économique, un élément de force et de prospérité. C'est le point que nous avons examiné au chapitre I. Il n'y a plus à y revenir.

IV. Les biens déclarés biens de la Couronne et comme tels constitués en Fondation.

Un décret du 9 mars 1896 déclare biens de la Couronne :

A. Toutes les terres vacantes dans le bassin du lac Léopold II et de la rivière Lukenié;

B. Des terres vacantes voisines qui seront désignées ultérieurement.

Et décide que ces biens sont inaliénables et seront administrés suivant les règles que le Souverain se réserve d'établir.

Le décret ne contient pas d'autres dispositions, et il est difficile d'en déterminer à première vue la portée pratique et précise.

Il importe toutefois d'en vérifier la légalité. Celle-ci, sous l'empire de la législation congolaise, ne peut être contestée.

Le Souverain, agissant en vertu de son droit de disposition de tout

le domaine de l'Etat et notamment des biens vacants, déclare détacher de ce domaine une partie de celui-ci pour la mettre à la disposition de la Couronne.

L'usage précis auquel ces biens sont affectés ni le mode de leur administration ne sont encore réglés. Ils sont seulement déclarés inaliénables. Et dès lors, le décret de 1896 apparaît plutôt comme une manifestation d'intention et comme une mesure conservatoire.

Le Roi a mis à la disposition de la Belgique la souveraineté des territoires composant l'Etat du Congo avec tous les droits qui y sont attachés. Mais dans sa pensée, ce n'est pas assez. Il entend, en outre, assurer au Congo la réalisation des desseins patriotiques qu'il a formés depuis de longues années pour la grandeur de la patrie belge.

La réalisation de ces desseins ne sera pas l'œuvre d'un homme ni d'une génération. Elle suppose, avec des ressources proportionnées à l'importance du but poursuivi, un esprit de suite personnifié dans une institution assez stable et assez durable pour défier l'action du temps. Cette institution, le décret de 1896 ne la crée pas encore : il en fait seulement pressentir l'établissement.

Mais il faut que, jusqu'au jour qui la verra naître, sa dotation soit garantie. Et c'est pourquoi les biens que le décret lui destine sont déclarés inaliénables. Ils ne cesseront de l'être que lorsque le but de l'institution aura été défini et que les fins mêmes pour lesquelles elle sera créée entraîneront nécessairement la disponibilité de ses biens.

Le décret de 1896 n'a pas, semble-t-il, d'autre portée que d'assurer l'avenir en prévenant tout acte prématuré de disposition. Il n'était susceptible d'aucune exécution immédiate et ne paraît en avoir reçu aucune.

Ce qui était resté vague et imprécis dans le décret de 1896 prend une forme nette et définitive dans celui du 23 décembre 1901. Ce décret est l'acte constitutif de la Fondation de la Couronne, sans aucun doute la plus importante des fondations que la Belgique s'engage à respecter par le traité de cession. Rien qu'à ce titre, il mérite un examen attentif.

Le décret émane, il est à peine nécessaire de le dire, du Souverain de l'Etat Indépendant. Complétant l'œuvre qu'il a annoncée et ébauchée par son décret de 1896, il détermine désormais l'usage spécial auquel il entend affecter certains biens.

Mais comme s'il ne suffisait pas, pour légitimer sa décision, du droit de disposition absolu que la loi congolaise confère au Souverain sur les biens du domaine public, l'auteur du décret invoque, en outre, le droit respectable entre tous, de l'inventeur sur son œuvre.

Aussi, dans le décret de 1901, est-ce moins le Souverain qui parle que le fondateur de l'Etat qui, par une affirmation solennelle de ses droits d'inventeur et de créateur, dispose d'une partie de la chose qu'il a fait sortir du néant pour l'affecter à la réalisation « des buts d'ordres élevés, patriotiques et désintéressés » que vise le décret de fondation.

C'est une fondation que le décret constitue, c'est-à-dire une institution à laquelle il attribue une existence perpétuelle et, avec les droits

d'une personne, un ensemble de biens dont le revenu doit couvrir les dépenses.

Cette fondation est inattaquable en droit congolais. Le Souverain, en vertu même de sa souveraineté, pour ne pas parler du droit supérieur du fondateur de l'Etat, pouvait la constituer en l'absence de toute disposition de loi. Mais ici encore, comme pour les associations privées dont nous avons parlé à l'occasion des fondations au profit des missions, la loi avait prévu la création d'institutions comme la Fondation de la Couronne.

Le décret du 28 décembre 1888 décide, en effet, « que les institutions religieuses, scientifiques ou philanthropiques créées par le gouvernement, sont administrées et représentées et que leur capacité civile est réglée de la manière indiquée par le décret qui les établit ».

Pour se conformer à ce texte, le décret de fondation confère expressément la personification civile au domaine de la Couronne, dont il détermine le mode d'administration et de représentation.

Régulièrement constituée, la Fondation existe et fonctionne dans l'Etat Indépendant. L'annexion ne la transportera pas en Belgique ; elle continuera à être une institution coloniale vivant sous l'égide d'une législation qui, à raison de la différence des milieux, du climat et des races, restera toujours distincte de celle de la métropole.

Sans doute pour celui qui, en Belgique, étudie les conditions d'existence et le mécanisme de la Fondation de la Couronne à la seule lumière des notions juridiques auxquelles son esprit s'est façonné par une longue accoutumance, bien des choses paraissent inadmissibles dans cet organisme d'un caractère si nouveau et que l'on ne peut comparer qu'à certaines libéralités d'une exceptionnelle munificence conférées dans ces derniers temps à des établissements littéraires, philanthropiques ou scientifiques en France, en Angleterre ou aux Etats-Unis. Mais quand on y regarde de plus près, cette impression première s'atténue singulièrement et l'antinomie entre la Fondation congolaise de la Couronne et les fondations belges dont la notion nous est familière, ne paraît plus irréductible.

Pour s'en convaincre, il importe d'étudier successivement les diverses dispositions de décret.

Le préambule caractérise et affirme avec force les intentions du fondateur. Pour réaliser les buts d'ordres élevés, patriotiques et désintéressés qui sont la constante préoccupation de sa vie, le Souverain constitue une fondation et lui apporte les biens que, dès 1896, il a déclarés biens de la Couronne.

L'article 1 détermine les biens que ce domaine comprend. C'est un immense territoire, 25 millions d'hectares, dit-on, la neuvième partie du territoire de l'Etat, plus six mines non encore exploitées et à délimiter ultérieurement, à la place desquelles la Fondation a reçu, par un décret du 21 décembre 1906, la région minière du bassin de l'Aruwimi et celle drainée par les affluents de l'Uellé Kibali à l'exception toutefois des terrains concédés. Et cette dotation, dans l'avenir, peut s'enrichir encore de tous les biens et valeurs qui écherront au domaine à titre gratuit ou onéreux. Par un décret du 5 mai 1906, le secrétaire d'Etat a été autorisé à vendre au prix de 110 francs

l'hectare à la Fondation deux blocs de terres de 20,000 hectares chacun, situés dans le Mayumba pour y faire des essais de culture du cacao.

Le territoire du domaine de la Couronne est immense, disons-nous, en Europe il correspondrait à celui d'un grand Etat. Cela est vrai, mais en résulte-t-il que la Fondation dont ce vaste territoire dépend, constitue par là même un Etat dans l'Etat. Rien n'est moins exact et sans qu'il faille faire remarquer que l'importance des valeurs sur lesquelles porte une transaction n'en change pas la portée ni la nature, n'est-il pas facile de constater que, loin d'être investie des droits de la souveraineté et de l'indépendance, inséparables de la notion de l'Etat, la Fondation, son titre l'indique, n'est qu'une administration subordonnée, dont le domaine n'échappe à l'action d'aucune des lois de l'Etat.

En effet, les lois générales de police ne perdent pas leur empire aux frontières du domaine de la Couronne comme le prouve l'existence des nombreux postes que l'Etat y a installés.

Le domaine n'est pas soustrait à l'autorité des lois d'impôts. Le régime fiscal, le régime foncier de l'Etat n'ont pas cessé d'y être en vigueur. Les indigènes y sont protégés dans la possession des terres qu'ils occupent. Il n'est pas douteux que les biens composant la dotation sont soumis à toutes les lois qui régissent l'ensemble du territoire et spécialement aux lois de police et d'impôt. Quelle preuve plus tangible en pourrait-on donner, si la chose n'allait de soi, que la convention du 22 décembre 1906 par laquelle la Fondation confie à l'Etat, pour un terme de douze ans, l'exploitation des forêts à caoutchouc. La partie actuellement la plus productive de son domaine est donc administrée en régie par les agents du fisc, dans les mêmes conditions que le domaine proprement dit de l'Etat et moyennant un partage des produits de l'exploitation qui attribue à l'Etat, outre les frais de gestion, la part qui revient à l'impôt et ne laisse à la Fondation que la rente, c'est-à-dire la part du propriétaire. On ne peut songer à soutenir que le domaine de la Couronne pourrait se soustraire, en quelque manière que ce soit, à l'action des changements que le législateur croirait devoir apporter au système des lois foncières ou fiscales.

Le domaine de la Couronne, soumis aux mêmes lois, aux mêmes charges que l'ensemble du territoire, échappe-t-il à d'autres égards à l'action gouvernementale? Comment est-il administré?

L'article 2 du décret organique, dans la forme que lui donne le décret nouveau du 22 juin 1907, confie l'administration à un comité de six personnes à la nomination du Souverain. Ces six personnes sont ce que nous appellerions les administrateurs spéciaux de la Fondation. Mais ce mode de nomination ne restera en vigueur qu'aussi longtemps que le fondateur lui-même sera là pour tenir la main à la stricte exécution des volontés qui ont inspiré la Fondation.

A son décès, le droit de désignation des membres du comité appartiendra pour trois places aux membres nommés par le Souverain Fondateur ou à leurs successeurs par voie de cooptation. Pour les trois autres places, il sera exercé par le Roi des Belges, agissant en cette qualité et aussi comme représentant de la Fondation. De sorte qu'au-

cun acte du Roi ne pouvant constitutionnellement avoir d'effet que s'il est contresigné par un ministre, la nomination de la moitié des membres du comité sera à la disposition du gouvernement belge. Et d'après l'article 3, les administrateurs ont le devoir de renseigner sur leur gestion le fondateur et après lui le chef de la Maison royale de Belgique en qualité de Roi des Belges et en qualité de représentant de l'auteur de la Fondation. On voit donc qu'au décès du fondateur, le gouvernement aura un droit de contrôle auquel le décret n'impose aucune limite sur la gestion des administrateurs de la Fondation dont il nommera la moitié. De ces dispositions, il résulte que loin de constituer un organisme indépendant de l'Etat, la Fondation sera soumise à l'autorité prépondérante du gouvernement belge.

Ce qui, dans la création de la Fondation, déconcerte certains esprits, c'est l'immensité du territoire qui constitue sa dotation. Immobiliser tant de terres en une institution de main-morte, les soustraire à jamais au mouvement des transactions, c'est méconnaître, dit-on, des principes de droit public et d'économie sociale, qui sont à la base de notre système politique.

L'observation serait de nature à émouvoir profondément si la Fondation était une institution belge et si elle frappait d'indisponibilité une partie notable du territoire. Mais elle née et est destinée à se mouvoir au Congo où des espaces sans limites s'ouvrent à l'activité humaine, où pendant des siècles encore la population et la main-d'œuvre feront défaut pour une mise en valeur intégrale du sol. En Belgique, la Fondation ne possède plus guère d'immeubles. On sait qu'elle a remis presque tous ceux qu'elle y avait acquis à l'Etat Indépendant, c'est-à-dire en cas de reprise au domaine public belge. Les immeubles, objet de cette transaction, sont évalués à 29 millions de francs environ. Par le fait de la reprise, la Belgique rentrera donc, dans une large mesure, dans l'avance de 30 millions qu'elle a faite au Congo et au remboursement de laquelle l'annexion lui enlevait tout droit.

Au surplus, et ceci répond aux préoccupations que nous signalons, quelle est la nature véritable de cette main-morte? Est-il vrai de dire que la neuvième partie du territoire du Congo est immobilisée. On l'a affirmé, mais rien n'est moins exact. Si la Fondation considérée en elle-même revêt un caractère d'indiscutable pérennité, la composition de sa dotation, au contraire, n'a rien d'immuable. Ses immeubles ne sont pas inaliénables. L'article 4 du décret permet de les aliéner ou hypothéquer pour cause de nécessité absolue ou d'avantage évident. Il n'admet pas seulement l'aliénation en vue de replacement, mais il autorise même l'aliénation sans emploi pour la réalisation du programme de travaux sanctionné par le fondateur.

Que ce programme prenne assez d'extension pour que les revenus de la Fondation ne suffisent plus à son exécution et la dotation immobilière de celle-ci devra être entamée. Elle le sera encore le jour, et il n'est pas éloigné, où il y aura possibilité et avantage évident à mettre en valeur la partie de son territoire qui n'est pas couverte de forêts. Il y a là de vastes espaces où des plantations et des cultures seront utilement tentées. Il semble naturel de supposer que pour les

exploiter les administrateurs feront appel à des capitalistes, particuliers ou sociétés, auxquels ils seront amenés à vendre ou à concéder des immeubles du domaine. De sorte qu'un jour les valeurs mobilières de la Fondation pourraient dépasser en importance son avoir immobilier. Et ce qui permet de croire que cette éventualité n'est pas inconciliable avec les vues du Fondateur, c'est que l'article 7 de la Convention du 22 décembre 1906 confère à l'Etat Indépendant le droit, pendant la durée de cette Convention, d'acheter les forêts à caoutchouc de la Fondation pour un prix qui représente en argent ou rentes congolaises ou belges 3 p. c. un capital donnant un revenu équivalent à celui perçu en 1906 par la Fondation du chef de la vente des produits de ses forêts. On aurait donc tort de redouter l'immobilisation permanente de cette partie du territoire congolais que détient actuellement la Fondation.

Après avoir envisagé celle-ci dans son origine, dans sa nature juridique et dans son fonctionnement, il reste à chercher les fins pour la réalisation desquelles elle a été érigée.

L'article 6 du décret constitutif nous l'apprend. Il veut que les administrateurs, après avoir prélevé les frais et charges de leur gestion ainsi que leurs émoluments, emploient le revenu net aux objets et dans l'ordre suivant :

1. Une rente annuelle et viagère de 150,000 francs sera servie à toute Reine, veuve du Souverain, pourvu que celui-ci soit un membre de la Famille royale de Belgique, descendant de S. M. Léopold I^r.

2. Une rente annuelle et viagère de 120,000 francs sera payée à l'héritier présomptif du Souverain à sa majorité et pour autant que cet héritier soit un membre de la Maison de Belgique descendant de S. M. Léopold I^r.

3. Une rente annuelle de 75,000 francs sera remise, à moins qu'ils ne reçoivent une dotation belge, à chacun des autres princes de Belgique et, jusqu'à leur mariage, à chacune des princesses de Belgique. Cette annuité leur sera servie à l'âge de 18 ans et aussi longtemps qu'ils conserveront leur domicile en Belgique.

4. Une rente de 600,000 francs sera affectée annuellement et comme corollaire de la donation royale des 9 avril et 15 novembre 1900 et 29 avril 1901, au maintien et au développement des collections formant partie de cette donation, notamment des collections du Stuyvenberg et du Belvédère à Laeken, au maintien et à l'amélioration des bâtiments et à la solde du personnel employé à l'entretien de ces collections afin qu'il puisse se rendre utile au Congo au service de la Fondation de la Couronne.

5. Une somme de 150,000 francs sera employée annuellement à l'établissement et à l'entretien des chemins, à l'achèvement et à l'entretien des bâties du domaine national des Ardennes.

Voilà définitivement réglé par l'acte constitutif de la Fondation et dans l'ordre de préférence qu'il détermine l'emploi de ses premiers revenus. Il paraît difficile de contester la pensée de complet désintéressement qui préside à ce règlement, et sa haute utilité.

Depuis 1889, le Fondateur a fait connaître son intention de se déposséder du Congo et des biens qui en dépendent au profit de la Belgique et attesté son invariable résolution de renoncer pour lui-même à tout avantage dérivant de la souveraineté de cet empire qu'il donne à sa patrie. Il a voulu dès la première heure que la colonie coopère à l'exécution du programme qu'il a conçu pour l'expansion morale et matérielle, pour l'embellissement de son pays. D'après ses intentions, la Fondation de la Couronne doit servir d'instrument à la réalisation de ce dessein. Aussi paraît-il naturel qu'il y intéresse et y associe et les souverains qui lui succèderont sur le trône de Belgique et les princes de Sa Maison. N'est-ce pas pour cela qu'il confie, comme nous venons de le voir, au chef de la Maison royale de Belgique, le soin de veiller à la perpétuité de l'œuvre personnifiée dans la Fondation de la Couronne ; pour cela aussi qu'il impose aux revenus de cette Fondation la charge, dont il est difficile de méconnaître l'extrême modération, d'acquitter certaines pensions, dont l'allocation s'explique par le désir de faciliter aux princes, qui en seront les bénéficiaires, le maintien de la dignité de leur rang.

Mais il est une autre préoccupation, plus impérieuse encore nous le savons, pour le Fondateur. Elle consiste à empêcher que ses libéralités ne soient la cause de sacrifices pour le budget belge. C'est à cette préoccupation que répond l'imputation sur les revenus de la Fondation des dépenses qu'entraînent le maintien, le développement et l'entretien des collections et des domaines qui ont fait l'objet de la donation entre vifs que Sa Majesté a faite à la Belgique et qui a été acceptée par la loi du 31 décembre 1905. Par son intervention, la Fondation de la Couronne dégrève le contribuable belge de toute charge de ce chef. Conformément aux intentions manifestées par la lettre du Roi du 31 décembre 1903, elle met à la disposition des personnes chargées d'administrer ces biens les fonds indispensables à l'exercice de leur mandat.

Pourrait-on songer à modifier cet état de choses et serait-il équitable de porter au compte de la métropole des dépenses dont les plus importantes, celles relatives aux collections du Stuyvenberg et de Laeken par exemple, sont faites principalement dans l'intérêt du Congo, en vue d'études et de recherches inspirées par l'espoir de rendre plus fructueuse l'exploitation de ses territoires (1).

Après avoir ainsi fixé l'emploi des premiers revenus de la Fondation, l'acte constitutif affecte le surplus, conformément aux instructions et dispositions du Souverain Fondateur, à des destinations d'utilité publique pour le Congo et la Belgique, et spécialement à

(1) *Le jardin colonial de Laeken a pour but principal d'assurer l'importation au Congo de plantes et de graines de toutes les espèces végétales, mais surtout de plantes économiques originaires de colonies tropicales. Il reçoit également du Congo des plantes utiles et d'ornement qui sont l'objet d'études, tant au point de vue botanique qu'au point de vue économique. Les candidats aux emplois du service de l'agriculture en Afrique y reçoivent des leçons pratiques d'agronomie coloniale.*

des destinations ayant pour objet le développement des entreprises maritimes et coloniales, l'hygiène publique et l'éducation physique, les sciences et les arts, les travaux d'embellissement et les œuvres d'assistance sociale. On le voit, le décret tient les promesses de son préambule. La Fondation n'est créée que pour la poursuite de buts d'ordres élevés, patriotiques et désintéressés, et l'on constate qu'elle est restée fidèle à ce programme quand on étudier les documents qui nous ont été communiqués, spécialement la convention avec la Compagnie Immobilière et qu'on se demande dans quelles vues la Fondation a successivement acheté en Belgique les propriétés immobilières dont, par la convention du 24 décembre 1906 elle a remis les titres à l'Etat Indépendant.

Le programme comporte notamment des travaux sur le domaine national belge et sur des terres appartenant à la Fondation, la construction de bâtiments pour les départements et écoles de l'Etat Indépendant du Congo, à éléver à Bruxelles et aux environs.

A juger l'œuvre par les résultats qu'elle a déjà produits, on en comprend mieux le caractère et la grandeur.

On peut l'affirmer, tous les buts que la Fondation poursuit sont des buts utiles : subsidier des entreprises scientifiques, exécuter des travaux d'embellissement, étendre le champ d'action de l'enseignement public et l'adapter aux nécessités des temps modernes, travailler au développement des entreprises maritimes et coloniales, relever le niveau de l'éducation physique de l'homme et lui procurer les bienfaits d'une bonne hygiène, assister les populations africaines dans la lutte contre la maladie du sommeil, ce sont autant de préoccupations fort nobles.

Le Souverain aurait pu imputer ces dépenses sur le budget général de l'Etat. Il a préféré affecter à leur service une dotation et un organisme spécial. Après avoir assuré à l'Etat du Congo les ressources indispensables à l'accomplissement de sa tâche et sauvegardé pleinement de cette façon les intérêts de la Nation belge pour l'éventualité de son entrée en jouissance, il lui a été possible, par la création d'une personnalité juridique distincte investie de la possession d'un important domaine, de donner des garanties de stabilité aux œuvres que son patriotisme a conçues pour le commun avantage du Congo et la Belgique.

Nous disons de stabilité, car on aurait tort d'attribuer aux œuvres dont la Fondation favorise l'éclosion un caractère de perpétuité absolue, indélébile.

On a déjà vu que la composition de son patrimoine est susceptible de subir toutes les modifications que le cours du temps rendra désirables. Quant à la Fondation elle-même, l'acte constitutif disposait (article 7) que « si elle cessait d'exister ou si les clauses et conditions mises à l'utilisation de ses biens n'étaient plus respectées, ces biens seraient désaffectés et feraient retour au Fondateur ou seraient attribués, sous les charges qui les grèvent, aux institutions, individualités juridiques ou établissements publics, congolais ou autres que le Fondateur aurait désignés ».

Conçue dans ces termes, la disposition, bien qu'elle soit parfaite-

ment légale sous l'empire de la loi congolaise qui la régit, était de nature à susciter des objections. On pouvait se demander si toutes les conditions mises à l'utilisation des biens étaient également intangibles, si toute modification apportée à la destination que le Fondateur leur aurait donnée devait entraîner leur désaffection et en même temps que la fin de la Fondation comme entité juridique, le retour de sa dotation au Fondateur ou après lui, sa dévolution dans des conditions spécifiées.

Le décret du 26 juin 1907 répond à cette question. Il modifie l'article 7 primitif en disposant « que n'entraîneront pas désaffection pour cause d'inexécution des clauses de la Fondation les modifications que, d'accord avec les administrateurs, le Roi des Belges, agissant comme il est dit à l'article 3, c'est-à-dire à la fois comme représentant de l'auteur de la Fondation et comme Roi constitutionnel sous la responsabilité d'un ministre, apporterait dans le cours des temps et par suite de nécessités imprévues aujourd'hui, à l'affection des parties du revenu de la Fondation attribuées par le Roi Fondateur à des destinations ayant pour objet le développement des entreprises maritimes et coloniales, l'hygiène publique, l'éducation physique et les sciences ».

Ce texte n'a pas besoin de commentaire. Il rassurera ceux qui redoutent la constitution en main-morte de biens considérables attachés à perpétuité à une destination invariable.

Sans doute, il est certaines destinations auxquelles les revenus de la Fondation sont définitivement affectés : telles les dotations au profit des membres de la Famille royale, telles les ressources que nécessite l'entretien des collections et des domaines, objet de la donation royale de 1903, aussi longtemps que ces biens subsisteront, telles encore celles que l'administration de la Fondation applique à des travaux d'embellissement ou à des œuvres d'assistance sociale.

Et le motif pour lequel l'emploi des fonds destinés à assurer ces divers services ne peut être changé, saute aux yeux. Comment serait-il loisible à la Fondation de se soustraire au paiement de ses dettes ou de méconnaître ses engagements vis-à-vis des entrepreneurs chargés de l'exécution des grands travaux dont elle a pris l'initiative? D'autre part, on ne conçoit pas la possibilité pour la Belgique de répudier cette charge après avoir recueilli le bénéfice des dépenses que la Fondation s'est imposées.

Mais pour tout autre objet, il appartiendra au Roi, c'est-à-dire au Ministre belge responsable, d'accord avec le Conseil des administrateurs composé comme nous l'avons dit, de modifier dans le cours des temps et au gré des nécessités futures l'affection des revenus.

La Fondation de la Couronne, quand on y regarde de près, n'est donc pas cette main-morte redoutable que se représentaient ceux qui la connaissaient mal.

Main-morte qui apparaît du reste si peu redoutable que, loin d'affirmer des prétentions à la perpétuité, à la pérennité de l'acte, qui lui donne naissance, prévoit lui-même l'éventualité de sa dissolution et en règle les suites.

L'article 7 du décret de 1901 ne prévoit-il pas, en effet, et l'hypo-

thèse où la Fondation cesserait d'exister, sans doute par le fait du Prince ou l'autorité de la loi et celle où les volontés du Fondateur étant méconnues dans leurs dispositions essentielles, la Fondation viendrait à disparaître.

Dans l'une et l'autre de ces hypothèses, le décret veut que les biens constituant la dotation de la Fondation soient désaffectés, fassent retour au Fondateur, ou s'il est décidé, soient attribués sous les charges qui les grèvent aux institutions, individualités juridiques ou établissements publics, congolais ou autres que le Fondateur aura désignés.

La légalité de cette clause, si elle figurait dans une acte de fondation belge, ne manquerait pas de susciter d'ardentes controverses. Mais au regard de la loi congolaise sous l'empire de laquelle la Fondation a été constituée, cette légalité échappe à toute critique.

Le Roi absolu, législateur souverain, n'a rencontré aucune limite à l'exercice de son droit de fonder.

Il a doté la Fondation de biens qu'il a pu attribuer à son patrimoine privé, déclaré se réservé le droit, si sa création venait à disparaître, de reprendre ce qu'il a donné ou, pour le cas où la Fondation cesserait d'exister après son décès, de régler par ses volontés dernières la distribution des biens qui en composeraient la dotation entre les institutions jugées par lui les plus propres à assurer l'accomplissement de ses desseins.

Il n'existe, dans la loi congolaise, aucune disposition qui le lui interdise.

L'article 8 du décret a pour but de garantir la stricte exécution de toutes les clauses de l'acte de fondation en leur faisant sortir leur plein et entier effet nonobstant toutes dispositions contraires.

Cette stipulation encore ne peut soulever de critique en droit congolais.

Le but et la portée de l'article 8 se comprennent du reste aisément. Il marque l'énergique volonté du Fondateur de mettre sa création à l'abri des vicissitudes de l'avenir.

Cette préoccupation commune à tous les esprits supérieurs que tourmente le désir de se suivre dans quelque œuvre grande et généreuse est légitime. Le projet de traité lui-même y rend hommage. La Belgique obéissant à un sentiment de déférence et de gratitude s'engage en termes exprès, à respecter les fondations existant au Congo. Elle ne se borne pas à constater une situation de fait, elle s'engage contractuellement à la maintenir.

En résumé, au Congo, la Fondation de la Couronne est une institution organisée par la loi de l'Etat sous l'empire de laquelle elle est destinée à vivre. Loin d'avoir une existence indépendante, elle est subordonnée à l'autorité gouvernementale et soumise à toutes les lois. Son unique destination est de subsidier au Congo et en Belgique à la décharge du budget général, des œuvres d'intérêt public auxquelles l'intervention d'un organisme spécial procure les garanties de durée indispensable à leur complète réalisation.

Pour la Belgique, le Congo devenant notre colonie, la Fondation restera une personne civile étrangère qui, loin de songer à empiéter

sur notre souveraineté, demeurera régie par une administration dont la composition, phénomène unique, confère au gouvernement belge, à côté d'un droit de contrôle formellement reconnu, une autorité directe sur sa gestion. Cette personne civile, enfin, n'est pas créée dans un autre but que de gratifier la Belgique, sous forme d'une libérale assistance financière, d'un ensemble d'avantages qu'il lui sera toujours loisible de répudier.

Et si telle est la situation, on se demande en vérité comment l'obligation de respecter la Fondation de la Couronne, stipulée au traité de reprise, justifierait les indécisions de ceux qui, à cause de cet engagement, hésitent à accepter la libéralité royale qui dote la Belgique d'une incomparable colonie.

CONCLUSION

Peut-être pourrions-nous nous arrêter ici et considérer notre mission comme remplie. N'avons-nous pas assumé la tâche principale de réunir tous les renseignements, tous les éléments d'appréciation, de former le faisceau des documents dont le gouvernement, et après lui la législature, dans sa sagesse, auront à peser la valeur et la portée pour la solution du problème vital qu'ils ont à résoudre?

Cette tâche nous avons la conscience de l'avoir accomplie en dressant, dans la consistance de la donation faite à la Belgique, un inventaire que nous affirmons sincère, complet et véritable.

Il ne suffisait pas cependant de dresser cet inventaire. Il était de notre devoir d'apporter au tribunal de l'opinion publique notre témoignage dans la grande cause dont le jugement lui est soumis.

Eclairés par l'étude à laquelle nous nous sommes livrés, il nous incombe d'émettre avant tous autres, notre sentiment en signalant dans un rapide résumé les considérations déterminantes qui justifient notre conviction.

Nous n'avons pas oublié les sympathies dont les puissances ont entouré le berceau de l'Etat. La Belgique a gardé un souvenir reconnaissant des marques de bon vouloir par lesquelles la Conférence de Berlin a accueilli l'annonce de l'entrée dans la famille des nations de l'Etat fondé par son Roi.

La situation de l'Etat Indépendant est réglée, sous le rapport international, par un ensemble d'actes diplomatiques dont la loyale exécution par toutes les parties exclut la possibilité des conflits.

Placé sous le régime d'une neutralité perpétuelle qui sera fortifiée encore par le fait de l'annexion, l'Etat Indépendant est en dehors des compétitions et à l'abri d'un acte de violence, par le recours à la médiation et à l'arbitrage que l'Acte général de Berlin lui réserve.

Et si l'on reporte ses regards sur sa situation intérieure que des motifs de confiance et d'espérance! Que de chemin parcouru en un quart de siècle et quel prodigieux effort il a fallu pour installer dans ces vastes territoires voués à la barbarie, un empire doté de tous les organismes d'un Etat civilisé!

Débarrassé, après des luttes héroïques, des horreurs de la traite, sauvé du péril non moins terrifiant de l'alcoolisme, l'Etat jouit des bienfaits d'une paix intérieure profonde, que quelques résistances isolées ne parviennent pas à troubler.

Le règne de l'ordre est désormais assuré par la constitution d'une force publique solide et par l'action combinée d'une administration dont la sphère d'influence effective s'étend chaque jour, et d'un corps de magistrature, malheureusement trop peu nombreux encore, institué pour protéger les faibles et pour donner à tous, nationaux et étrangers, la garantie des lois et de la justice.

Sous l'action bienfaisante de tant de facteurs d'ordre et de progrès, la situation des populations indigènes s'est sensiblement améliorée : les guerres intestines et le cannibalisme reculent devant la civilisation. Grâce aux efforts que l'Etat, secondé par les généreuses initiatives des missions, a accomplis en exécution du plus sacré et du plus pressant de ses devoirs, la condition matérielle et morale de ses sujets de race africaine tend à se relever malgré les ravages de la maladie du sommeil, cent fois plus destructeurs que ceux de la traite, de l'alcool et du cannibalisme. Déjà dans plusieurs régions, franchissant la première étape du chemin qui conduit à la civilisation, le nègre s'habitue au travail régulier dont les effets rédempteurs ne tarderont pas à se faire sentir lorsque l'usage de la monnaie se généralisera et que des cultures économiques viendront à se joindre à l'exploitation des produits spontanés du sol et fourniront au travail la matière d'échange qui lui fait actuellement défaut.

Nous pouvions craindre que les dépenses et les sacrifices qu'a entraînés, après la lutte contre les Arabes, l'organisation et l'outillage, en si peu d'années, d'un édifice gouvernemental d'autant solide structure, amèneraient, malgré le concours généreux que lui prêtèrent, aux heures difficiles, le Fondateur et la Belgique, la constatation d'une situation financière de nature à imposer au budget belge des charges devant lesquelles nous devrions reculer.

Les vérifications auxquelles nous nous sommes livrés et dont le résultat est consigné au chapitre III de notre travail ont dissipé ces appréhensions. Elles nous montrent que si le passif de l'Etat se monte à une centaine de millions environ, une dette dont la charge ne paraît pas excessive pour un débiteur qui déjà en paie sans difficulté la rente et dont l'avenir matériel fait naître de si brillantes espérances, ce passif est dès aujourd'hui compensé par un actif à peu près équivalent. Et cependant, cet actif ne représente qu'une minime partie de la valeur d'une colonie appelée à constituer pour la métropole un puissant élément de prospérité et pour ses citoyens une source de bénéfices dont la réalisation profitera assurément au budget belge.

Il semble inutile d'insister sur cet aspect de la question ; toujours est-il que le passif du Congo est couvert par un actif immédiatement réalisable, de sorte que la Belgique entrera en possession, sans assumer actuellement aucune charge, du domaine colonial fondé par son Souverain.

La situation budgétaire n'est pas moins rassurante. Le Congo se suffit à lui-même, son budget est en équilibre.

On ne manquera pas de faire observer que cet équilibre n'est obtenu que grâce aux recettes qui proviennent du domaine et du portefeuille.

L'observation conduit à des critiques que nous estimons mal fondées.

Qu'était le domaine quand il a été mis en régie. Il comportait exclusivement des terres incultes et d'impénétrables forêts dont les produits naturels et spontanés déparaissaient sur place sans profit pour personne, alors que l'Etat, colonie sans métropole, lié à cette époque par des engagements internationaux et arrêté par l'absence de matière imposable, ne trouvait de ressources suffisantes ni dans ses taxes douanières ni dans les impôts et se débattait au milieu de difficultés financières inextricables.

Et pendant ce temps, le péril arabe menaçait encore une partie du territoire, tandis que l'autre, à défaut d'organisation et d'occupation effective, demeurait en proie à la barbarie.

Fallait-il laisser le domaine improductif ou l'abandonner au pillage, alors que sa mise en valeur pouvait restaurer les finances et sauver l'Etat d'un péril mortel.

On peut professer sur la valeur du système en vertu duquel l'Etat se charge lui-même de l'exploitation de son domaine, les opinions les plus divergentes. Le système qui est aujourd'hui si attaqué a eu ses partisans et a été appliqué par de grandes nations colonisatrices. Mais on l'admettra sans doute, quand elle y a recouru, l'administration du Congo n'avait pas d'autre ressource. Lorsque le salut public est en question, il n'y a plus place pour les discussions théoriques et l'emploi de tous les moyens légitimes se justifie s'il doit empêcher l'Etat de périr.

Les gouvernants du Congo ont fait un usage légal du droit de propriété de l'Etat sur son domaine, en l'exploitant directement en régie ou en le concédant moyennant un partage de bénéfices.

Au Congo, d'ailleurs, comme naguère dans d'autres colonies plus anciennes et de population plus avancée, il y aura par la loi du progrès plus d'une évolution.

Nous prions Dieu qu'il inspire à ceux qui les verront se produire, toute la prudence et la maturité indispensables.

Ces considérations, Monsieur le Ministre, résument et motivent notre sentiment et notre conviction sur la solution à donner au grave problème devant lequel se trouve notre patrie.

Assurément, comme le fait justement remarquer l'exposé de 1895, la colonisation participe à l'aléa inhérent à toutes entreprises humaines : elle exige des avances et des sacrifices, mais aussi elle prépare et féconde l'avenir : elle élargit le champ de l'activité nationale, elle dilate la patrie, elle donne aux efforts de ses enfants des directions nouvelles et, en associant la nation sur de vastes espaces aux luttes communes de la civilisation, elle lui ménage dans ses conquêtes une part plus opulente mais aussi mieux méritée.

Depuis douze ans que ces lignes ont été écrites, l'aléa qu'entraîne pour notre petit pays l'annexion d'une vaste dépendance s'est atténué dans la plus large mesure, et d'autre part, il reste vrai que la Belgi-

que étouffe entre ses étroites frontières, que sa population sans cesse croissante pourrait un jour être menacée de manquer de travail et d'issue; il reste plus vrai encore que la distribution du globe entre les nations colonisatrices est achevée et que si la Belgique tarde davantage à s'engager dans la carrière que lui ouvrent une heureuse fortune et la prévoyance de son Roi, demain il sera trop tard.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

A. VAN MALDEGHEM,
Baron JOOSTENS,
E. BECO,
G. VAN CUTSEM.

ANNEXE AU CHAPITRE II RELATIF A LA SITUATION INTERNATIONALE

I. — *Limites.*

Frontières avec l'Allemagne. — Il reste à établir une entente avec le gouvernement allemand au sujet de cette partie de la frontière commune que la déclaration de neutralité a fixée à une ligne droite partant au point le plus septentrional du lac Tanganika jusqu'au point d'intersection du 30° est Greenwich avec le 1°20', latitude sud.

Avec la France. — La ligne à déterminer qui fait l'objet du § 4 de l'article III de la Convention du 5 février 1885, entre le gouvernement de la République française et l'Association internationale du Congo et qui se trouvait en 1895 établie partiellement depuis le Congo jusqu'au village de Kaonga, a été fixée, à partir de ce dernier point, jusqu'à la crête de partage des eaux du Niadi Quillou et du Congo.

La frontière qui de là suit la ligne de partage du Niadi Quillou et du Congo, a été déterminée jusqu'au pic Bembo. Il reste à raccorder ce point de la ligne de partage avec la source de Shiloango, dont le cours, aux termes de la Convention du 5 février 1885, constitue la frontière dans la direction de l'ouest. Elle s'arrête au point où le Shiloango atteint l'enclave de Cabinda.

Avec la Grande-Bretagne. — Une commission instituée par les gouvernements britannique et de l'Etat du Congo est occupée à relever la frontière le long du 30° méridien est Greenwich, depuis le point d'intersection de ce méridien avec le 1° latitude sud jusqu'à la ligne de partage des eaux du Nil et du Congo au nord ; le gouvernement anglais a toutefois formulé certaines réserves au sujet de l'admission comme frontière du 30° méridien vrai, dont la situation ne coïnciderait pas avec celle qui lui a été attribuée jusqu'ici sur les cartes de l'époque.

Avec le Portugal. — En suite de la déclaration signée à Bruxelles, le 24 mars 1894, par les gouvernements de l'Etat Indépendant du Congo et de Sa Majesté Très-Fidèle, et relative à la frontière dans le bas Congo, une commission mixte a été chargée de repérer, sous réserve de ratification, la frontière le long de l'enclave de Cabinda, ainsi qu'au parallèle de Noki jusqu'au Kwango.

La frontière entre l'Etat Indépendant et l'enclave portugaise de Cabinda a été reconnue depuis le confluent des rivières Lukula et Zense jusqu'à quelques kilomètres de l'Océan à la borne de Mallongo (mare de Bude' ou de Mallongo).

La frontière a été également déterminée sur les lieux depuis Noki jusqu'au Kwango, en tenant compte des accidents de terrain pouvant être utilisés comme frontière dans l'orientation générale du parallèle de Noki, et les compensations territoriales ainsi échangées ont été déclarées par les commissaires comme étant de superficie équivalente.

La rédaction de la convention du 25 mai 1891 relative à la frontière dans la région du Kasai rend nécessaire une nouvelle entente. La Convention assigne comme frontière le thalweg du Kasai depuis le 7° latitude sud « jusqu'à l'embouchure de celui de ses affluents qui prend naissance dans le lac Dilolo, le cours de cet affluent et la crête de partage des eaux du Congo et du Zambèze ». Les constatations géographiques postérieures à cet accord ont démontré qu'il n'existe pas d'affluent du Kasai prenant sa source dans le lac en question.

Une nouvelle délimitation est donc nécessaire sur ce point.

II. — *Nomenclature des traités et conventions conclus par l'Etat Indépendant du Congo.*

1. 22/24 avril 1884. — Déclarations échangées entre l'Association internationale du Congo et les Etats-Unis d'Amérique.
2. 23/24 avril 1884. — Déclarations échangées entre le gouvernement de la République française et l'Association internationale du Congo.
3. 8 novembre 1884. — Convention entre l'Association internationale du Congo et l'empire d'Allemagne.
4. 16 décembre 1884. — Déclarations échangées entre le gouvernement de Sa Majesté Britannique et l'Association internationale du Congo.
5. 16 décembre 1884. — Convention entre le gouvernement de Sa Majesté Britannique et l'Association internationale du Congo.
6. 19 décembre 1884. — Convention entre l'Italie et l'Association internationale du Congo.
7. 24 décembre 1884. — Déclarations échangées entre le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, et l'Association internationale du Congo.
8. 27 décembre 1884. — Convention intervenue entre le royaume des Pays-Bas et l'Association internationale du Congo.
9. 7 janvier 1885. — Convention entre l'Espagne et l'Association internationale du Congo.
10. 5 février 1885. — Convention entre le gouvernement de la République française et l'Association internationale du Congo.
11. 5 février 1885. — Déclarations échangées entre le gouvernement de la République française et l'Association internationale du Congo.
12. 5 février 1885. — Convention entre l'empire de Russie et l'Association internationale du Congo.
13. 10 février 1885. — Convention entre les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège et l'Association internationale du Congo.
14. 14 février 1885. — Convention entre le Portugal et l'Association internationale du Congo.

15. 24 février 1885. — Convention entre le Danemark et l'Association internationale du Congo.
16. 23 février 1885. — Déclarations échangées entre le gouvernement belge et l'Association internationale du Congo.
17. 26 février 1885. — Adhésion de l'Association internationale du Congo à l'Acte général de la Conférence de Berlin.
18. 25 juin 1885. — Convention entre l'Association internationale du Congo et l'empire Ottoman.
19. 14 juillet 1885. — Convention entre l'Association internationale du Congo et le gouvernement de la République française.
20. 22 novembre 1885. — Protocoles délimitant les frontières entre l'Etat Indépendant du Congo et les possessions françaises du Manyanga.
21. 28 février 1887. — Convention pour l'échange de colis postaux entre l'Etat Indépendant du Congo et la Belgique.
22. 29 avril 1887. — Protocole délimitant les frontières de l'Etat Indépendant du Congo et les possessions françaises du côté de l'Oubangi.
23. 22-29 avril 1887. — Déclarations relatives au droit de préemption de la France.
24. 27 avril 1888. — Convention d'extradition entre l'Etat Indépendant du Congo et le Portugal.
25. 27 décembre 1888. — Acte d'adhésion de l'Etat Indépendant du Congo à la Convention de Genève du 22 août 1864.
26. 16 novembre 1889. — Traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre l'Etat Indépendant du Congo et la Confédération Suisse.
27. 2 juillet 1890. — Acte général de la Conférence de Bruxelles.
28. 2 juillet 1890. — Déclarations échangées entre l'Etat Indépendant du Congo et les Etats-Unis d'Amérique.
29. 3 juillet 1890. — Convention avec la Belgique concernant une avance de 25 millions de francs à l'Etat Indépendant du Congo.
30. 5 juillet 1890. — Convention concernant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers.
31. 25 juillet 1890. — Convention d'extradition entre l'Etat Indépendant du Congo et l'empire d'Allemagne.
32. 24 janvier 1891. — Traité d'amitié, de commerce, de navigation et d'extradition entre l'Etat Indépendant du Congo et les Etats-Unis d'Amérique.
33. 9 février 1891. — Accord douanier entre l'Etat Indépendant du Congo, la République française et le Portugal.
34. 25 mai 1891. — Convention entre l'Etat Indépendant du Congo et le Portugal (Lunda).
35. 25 mai 1891. — Convention entre l'Etat Indépendant du Congo et le Portugal (bas Congo).
36. 4 juillet 1891. — Convention postale universelle de Vienne.
37. 15 décembre 1891. — Traité d'amitié, d'établissement et de

commerce entre l'Etat Indépendant du Congo et la République de Libéria.

38. 8 avril 1892. — Protocole douanier entre l'Etat Indépendant du Congo, la République française et le Portugal.

39. 13 mai 1893. — Convention entre l'Etat Indépendant du Congo et la Belgique pour l'échange de mandats-poste.

40. 20 mars 1894. — Déclaration échangée entre l'Etat Indépendant du Congo et la République française.

41. 24 mars 1894. — Déclaration échangée entre l'Etat Indépendant du Congo et le Portugal (bas-Congo).

42. 24 mars 1894. — Déclaration échangée entre l'Etat Indépendant du Congo et le Portugal (Lunda).

43. 12 mai 1894. — Arrangement entre l'Etat Indépendant du Congo et la Grande-Bretagne.

44. 22 juin 1894. — Déclaration relative au précédent.

45. — 14 août 1894. — Arrangement conclu entre l'Etat Indépendant du Congo et la République française.

46. — 21 novembre 1894. — Traité d'extradition entre l'Etat Indépendant du Congo et la République de Libéria.

47. 11 juillet 1895. — Arrangement entre l'Etat Indépendant du Congo et le Portugal (décompte douanier).

48. 30 juillet 1895. — Traité d'extradition entre l'Etat Indépendant du Congo et l'Espagne.

49. 14-22 février 1896. — Modification du traité d'extradition avec le Portugal du 27 avril 1888.

50. 15 juin 1897. — Convention postale universelle de Washington.

51. 10 juillet 1898. — Déclaration d'établissement (d'amitié) et de commerce avec la Chine (non ratifiée).

52. 24 novembre 1898. — Convention avec la Belgique pour le service des mandats-poste.

53. 20 décembre 1898. — Traité d'extradition avec la Belgique.

54. 8 juin 1899. — Convention relative au régime des spiritueux en Afrique.

55. 18 novembre 1899. — Traité d'extradition avec la République française.

56. 17 janvier 1900. — Déclaration d'amitié et d'établissement avec l'empire du Japon.

57. 19 mai 1900. — Convention de Londres pour la protection des animaux vivant à l'état sauvage.

58. 31 octobre 1901. — Convention entre l'Etat Indépendant du Congo et la République française (relations commerciales).

59. 10 mai 1902. — Prorogation du protocole du 8 avril 1892 entre l'Etat Indépendant du Congo, la République française et le Portugal.

60. 23 juin 1903. — Convention télégraphique avec la République française.

61. 28 août 1905. — Prorogation du protocole douanier du 8 avril 1892.

62. 7 avril 1906. — Acte additionnel à la convention télégraphique conclue le 23 juin 1903 avec la République française.
63. 9 mai 1906. — Arrangement entre l'Etat Indépendant du Congo et la Grande-Bretagne.
64. 26 mai 1906. — Convention avec le Saint-Siège.
65. 26 mai 1906. — Convention postale universelle de Rome.
66. 30 juin 1906. — Prorogation du protocole douanier du 8 avril 1892.
67. 6 juillet 1906. — Convention de Genève.
68. 3 novembre 1906. — Convention relative au régime des spiritueux en Afrique.
69. 25 juin 1907. — Modification de l'article 3 du protocole douanier du 8 avril 1892.
70. 28 juin 1907. — Convention pour l'échange des mandats-poste avec la Belgique.

EXPOSÉ DES MOTIFS

DU

Projet de loi approuvant l'acte additionnel au traité de cession DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO A LA BELGIQUE

MESSIEURS,

Le 14 janvier 1908, quand nous nous sommes pour la première fois présentés devant vous, nous avons eu l'honneur, dans la déclaration que nous vous avons faite, de constater que la teneur du traité de reprise du Congo par la Belgique avait soulevé des appréhensions, et nous avons annoncé notre volonté de faire droit aux objections que nous jugerions fondées, par l'introduction de certaines modalités nouvelles.

Des négociations furent aussitôt ouvertes avec l'Etat Indépendant du Congo. Elles avaient pour bases le retrait de la personnalité civile à la Fondation de la Couronne, l'attribution des biens de cette Fondation par son Fondateur au domaine privé de l'Etat, enfin la conclusion d'une convention additionnelle entre la Belgique et l'Etat du Congo déterminant les charges qui incomberaient, dans l'avenir, à la mère patrie et à la colonie.

Nous avions la certitude d'entrer dans vos vues en demandant que les obligations contractées par la Fondation de la Couronne et intéressant la Belgique soient mises à sa charge. Nous désirions connaître aussi les travaux à exécuter avec l'estimation approximative de leur coût.

Dès le 4 février, les négociations avaient pris une tournure si favorable que nous pûmes inviter la Commission des XVII à surseoir à ses travaux jusqu'à ce qu'il nous fût permis de lui transmettre la convention additionnelle que nous étions désormais sûrs de conclure.

Les pourparlers se poursuivirent et le 24 février, nous adressions au Roi-Souverain la lettre suivante :

« Sire,

» Au moment où les Chambres auront à se prononcer sur le traité de cession du Congo à la Belgique, nous avons l'honneur d'exposer très respectueusement à Votre Majesté, après avoir rendu hommage aux vues élevées et patriotiques qu'elle a poursuivies en établissant la Fon-

dation de la Couronne, que ces vues n'ont pas été également comprises de tous.

» Nous conseillons à Votre Majesté de consentir à retirer à cette Fondation la personnalité civile et de vouloir, par un nouvel acte de munificence, ordonner que les biens qui ont été affectés à la dotation de cette Fondation seront attribués au domaine privé de notre future colonie, qui tiendra dès lors la Fondation quitte et libre de toute obligation envers elle.

» S'il convenait au Roi d'accueillir notre demande, il va de soi que les obligations et les engagements de la Fondation seraient respectés.

» Le pays tiendrait à honneur, nous en avons la certitude, de prendre à sa charge tout ce qui, dans les sommes dues par la Fondation ou dans les engagements pris par elle, intéresserait spécialement la Belgique.

» Un acte additionnel au traité du 28 novembre 1907 constaterait d'une façon précise les obligations qui, de ce chef, incomberaient à la mère patrie. Ce même acte préciserait également les obligations incomptant du même chef au Congo.

» Dans notre pensée, les sommes actuellement dues, dont la Belgique serait reconnue redévable, seraient immédiatement liquidées. Quant aux travaux en cours et à ceux dont l'entreprise a fait l'objet de contrats, la Belgique se substituerait à la Fondation pour leur exécution. Un fonds spécial serait créé, dont le montant serait irrévocablement affecté au paiement de ces travaux; les paiements seraient effectués sous le contrôle de la Cour des comptes.

» D'autre part, le budget de la colonie aurait à supporter les dépenses faites ou à faire à son profit et les charges de la liquidation de la Fondation de la Couronne qui concernent la colonie.

» Enfin, un capital de 50 millions de francs, payable en quinze annuités, dont la première serait de 3,800,000 francs et chacune des quatorze autres de 3,300,000 francs serait attribué, en témoignage de gratitude, à Votre Majesté, par le Congo créé par Elle.

» Ces fonds seraient affectés par le Roi et, pour ceux qui n'auraient pas été engagés à son décès par ses successeurs, à des destinations relatives au Congo et à des œuvres diverses en faveur du Congo, soit pour l'utilité et le bien-être des indigènes, soit pour l'avantage des blancs qui ont bien servi en Afrique. »

Le Roi-Souverain accéda à notre demande et prit, sous la date du 5 mars, un décret enlevant la personnalité civile à la Fondation de la Couronne et attribuant au domaine privé de l'Etat tous les biens en Afrique, sans autre réserve que les deux blocs de terre de 20,000 hectares dans le Mayumbé, où se poursuivent des expériences de culture de cacaoyers (décret du 5 mai 1906, n° 26 de l'annexe A) et les biens en Europe, énumérés dans l'annexe I de la convention additionnelle, mais, pour une partie d'entre eux, désignés dans cette annexe, sous réserve d'usufruit.

Ces biens étaient déjà destinés à l'Etat en déduction des 12 millions que lui devait encore la Fondation de la Couronne.

Les charges incombant à la Fondation et que devait reprendre l'Etat furent aussi considérablement diminuées ; les annexes mentionnent celles qui, seules, ont été maintenues.

Enfin, un fonds de 50 millions est créé. Ce fonds est attribué au Souverain en témoignage de gratitude pour tous les grands sacrifices qu'il s'est imposés en faveur du Congo, créé par Lui.

Il lui sera payé en quinze annuités, l'une de 3,800,000 francs, les autres de 3,300,000 francs. Il sera entièrement consacré par le Souverain, selon ses intentions, à des destinations relatives au Congo, à des œuvres en faveur de la colonie, telles que la construction d'hôpitaux, d'écoles pour l'instruction et l'éducation des nègres, l'envoi de missions scientifiques, l'établissement d'institutions destinées à combattre la maladie du sommeil, les subventions aux missions, des œuvres en faveur des blancs qui ont bien servi en Afrique.

A la suite de ce décret, nous avons conclu avec l'Etat du Congo une Convention additionnelle.

Elle a pour but de déterminer d'une manière précise les droits et les charges de la mère patrie et de la colonie lorsque le traité de reprise aura été adopté.

Les biens de la Fondation situés en Europe et énumérés dans les annexes sont attribués à la Belgique, mais celle-ci assume la charge des sommes encore dues en Europe par la Fondation. Ces sommes s'élèvent à 1,118,000 francs. La Belgique se substitue en outre aux droits et obligations de la Fondation dans les contrats d'entreprise de travaux en cours ou déjà arrêtés : l'énumération en figure dans les annexes.

Aucun travail nouveau n'est imposé. Les seuls travaux à poursuivre sont l'achèvement de l'église de Laeken, de la route de Meysse, du Heysel et d'Ostende, ainsi que l'aménagement de l'Hôtel de Belle-Vue.

Ils seront exécutés dans les conditions ordinaires, sous la direction de l'Etat, et les payements se feront sous le contrôle de la Cour des comptes.

La Belgique devra, en outre, faire face à l'avenir aux annuités encore dues pour les acquisitions rue Coudenberg et s'élevant ensemble à fr. 594,454.56.

Les Chambres apprécieront l'importance des concessions obtenues. Un légitime hommage de respectueuse gratitude est dû au Fondateur de l'Etat du Congo. Il a renoncé à ses vues personnelles pour aider à assurer à la Belgique le bénéfice de l'œuvre à laquelle Il s'est consacré depuis tant d'années.

Le projet de reprise tel qu'il vous est actuellement soumis tient compte des objections soulevées. Nous poursuivons ici une œuvre nationale. Dès l'abord, nous avons fait appel à toutes les bonnes volontés, à l'oubli momentané de nos divergences de vues et de nos divisions de partis.

Nous avons la ferme confiance que vous entendrez cet appel et qu'un accord patriotique s'établira entre nous pour résoudre l'importante question qui vous est soumise.